

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

Mémoire de fin d'études

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Financières et
Comptabilité.

Option : Comptabilité Et Finance

Thème :

*L'impact de la crise sanitaire sur la santé
financière d'une compagnie d'assurance*

CAS : SAA

Présenté par :

BOUBAKEUR Meriem Jihane

Encadré par :

Mr. BENZIADI Djamel

Lieu de stage : La Société Nationale Des Assurance « SAA »

Période de stage : de 05/02/2024 au 30/05/2024

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2023/2024

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

Mémoire de fin d'études

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Financières et
Comptabilité.

Option : Comptabilité Et Finance

Thème :

*L'impact de la crise sanitaire sur la santé
financière d'une compagnie d'assurance*

CAS : SAA

Présenté par :

BOUBAKEUR Meriem Jihane

Encadré par :

Mr. BENZIADI Djamel

Lieu de stage : La Société Nationale Des Assurance « SAA »

Période de stage : de 05/02/2024 au 30/05/2024

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2023/2024

Dédicace

Je dédie ce modeste travail en signe de gratitude de reconnaissance et d'affection à ma très chère famille qui a toujours été là pour moi et qui ne cesse de sacrifier pour mon bonheur et ma réussite, que ce travail soit un témoignage de mon attachement et mon grand profond amour.

A tous mes amies : pour notre amitié et tous les bons moments passés et à venir, pour votre présence, vos bons conseils et nos fous rires partagés.

*A mon meilleur ami **Abdessatar**, votre amitié a été ma force tout au long de ce voyage. Merci pour votre soutien.*

Vers la fin, à toutes les personnes qui me connaissent et que je connais.

A tous ceux qui ont contribué de près ou de loin.

Merci à tous et à toutes.

Meriem.

Remerciement

Au terme de ce projet de mémoire, je tiens tout d'abord à remercier Dieu tout puissant qui m'a donné le courage et la patience pour mener à bien mon travail.

*J'exprime mes sincères gratitude et mes remerciements à mon encadrant académique, Monsieur **Djamal BENZIADI**, pour sa patience, ses précieux conseils, sa disponibilité, son aide dans le cheminement de cette étude et pour la peine qu'il s'est donnée tout au long de ce travail afin de le mener à bien.*

*Je tiens également à exprimer ma gratitude à tous les responsables de la Direction de la finance et Comptabilité de SAA, et surtout à Mr. **REGUIG SALIM**, pour leur accueil chaleureux, pour la confiance qu'ils m'ont accordée dès mon arrivée dans la compagnie et pour l'expérience enrichissante et pleine d'intérêt qu'ils m'ont fait vivre durant le stage.*

Je remercie également tous les enseignants de l'ESC pour l'attention particulière qu'ils m'ont prêtée au cours de mes années d'études, ainsi que tout le personnel de l'école.

Mes profonds remerciements vont aux membres du jury qui ont accepté d'évaluer ce travail.

Enfin, je remercie toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.

SOMMAIRE

Sommaire

Dédicace	
Remerciement	
Sommaire	
Liste des abréviations	I
Liste des tableaux	III
Liste des figures	IV
Liste des annexes.....	V
Résumé et mots clés :	VI
Introduction Générale	A
CHAPITRE 01 : Notions principales sur la santé financière, activité d'assurance et crises	2
Chapitre 01 : Notions principales sur la santé financière, activité d'assurance et crises.	2
Section 01 : Notions principales de la santé financière.....	2
Section 02 : Notions principales d'activité d'assurance.....	15
Section 03 : Notions principales des crises	25
Conclusion.....	33
CHAPITRE 02 : Les méthodes d'analyse la santé financière	34
Chapitre 02 : Les méthodes d'analyse la santé financière	35
Section 01 : La rentabilité	35
Section 02 : La solvabilité	42
Section 03 : La méthode des ratios.....	49
Conclusion.....	63
CHAPITRE 03 : Analyse de la santé financière au sein de la SAA	64
Chapitre 03 : Analyse de la santé financière au sien de la SAA	65
Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil de la SAA	66
Section 02 : Analyse de la santé financière au sien de la SAA	73
Section 03 : L'impact de la crise sanitaire (covid-19) sur la santé financière de la SAA....	93
Conclusion :	96
Conclusion générale	98
Liste bibliographie :	101
Table de matières.....	119

SOMMAIRE

Liste des abréviations

<i>Abréviation</i>	<i>Signification</i>
AC	Actif Courant
AD	Assurances Dommages
AP	Assurances De Personnes
BADR	Banque D'agriculture Et Du Développement Rural
BDL	Banque De Développement Local
BFR	Besoin En Fonds De Roulement
BFRE	Besoin En Fonds De Roulement D'exploitation
BFRHE	Besoin En Fonds De Roulement Hors Exploitation
BNA	Banque Nationale d'Algérie
CA	Chiffre D'affaire
CR	Compte De Résultat
DA	Dinar Algerian
DCT	Dette A Court Terme
EBE	Excédent Brut D'exploitation
FMI	Fonds Monétaire International
FR	Fonds De Roulement
FRE	Fonds De Roulement Étranger
FRG	Fonds De Roulement Global
FRP	Fonds De Roulement Propre
GKO	Gosudarstvennoe Kratkosrochnoe Obyazatelstvo
IAS	International Organisation For Standardisation
IFACI	Institut Français De L'audit Et De Contrôle Internes
ISO	Organisation Internationale De Normalisation
KDA	Kilo Dinar Algerian
LT	Long Terme
MAN	Marge D'assurance Nette
Nb	Noté Bien
OMC	Organisation Mondiale De La Santé
PC	Passif Courant
PIB	Produit Intérieur Brut
RC	Rentabilité Commerciale
RE	Rentabilité Economique
RF	Rentabilité Financière
ROE	Return On Equity
ROI	Return On Investment
SAA	Société Nationale Des Assurances
SAE	Société Algérienne d'Expertise
TFT	Tableau Des Flux De Trésorerie
TN	Trésorerie Nette

VA	Valeur Ajoutée
VE	Valeur D'exploitation
VR	Valeur Réalisable
WHO	World Health Organisation

Liste des tableaux

Tableau 1 : Présentation du bilan	8
Tableau 2 : Présentation du compte de résultat (CR)	11
Tableau 3 : Tableau des flux de trésorerie selon la méthode directe	12
Tableau 4 : Tableau de variation des capitaux propres	13
Tableau 5 : Fiche signalétique de la SAA	66
Tableau 6 : Evolution et historique de la SAA	67
Tableau 7 : Les directions régionales de la SAA	70
Tableau 8 : Total actif	73
Tableau 9 : Total passif	73
Tableau 10 : Le fonds de roulement	74
Tableau 11 : Le besoin de fonds de roulement	74
Tableau 12 : La trésorerie nette	75
Tableau 13 : La marge d'assurance	76
Tableau 14 : Le résultat technique opérationnel	77
Tableau 15 : Le résultat financier	77
Tableau 16 : Le résultat net	77
Tableau 17 : Le ratio de croissance des primes émises	78
Tableau 18 : Le ratio de croissance des primes acquises	79
Tableau 19 : Le ratio de sinistralité	80
Tableau 20 : Le ratio de frais de gestion	81
Tableau 21 : Le ratio combiné	82
Tableau 23 : Le ratio de productivité de l'actif	83
Tableau 24 : Le ratio de levier de souscription	84
Tableau 25 : Le ratio de rendement des actifs	85
Tableau 26 : Le ratio de solvabilité	86
Tableau 27 : Le ratio de financement par la réassurance	87
Tableau 28 : Le ratio de rentabilité d'exploitation	88
Tableau 29 : Le ratio de rentabilité de la marge d'assurance nette	89
Tableau 30 : Le ratio de rentabilité financière	90
Tableau 31 : Le ratio de rentabilité économique	91
Tableau 32 : Le ratio de rentabilité commerciale	92

Liste des figures

Figure 1 : Organigramme de la direction générale de la SAA.	69
Figure 2 : Représentation graphique de fonds de roulement.....	74
Figure 3 : Représentation graphique de besoin de fonds de roulement.....	75
Figure 4 : Représentation graphique de la trésorerie nette.....	76
Figure 5 : Représentation graphique des primes émises.....	78
Figure 6 : Représentation graphique des primes acquises.....	79
Figure 7 : Représentation graphique de ratio de sinistralité.....	80
Figure 8 : Représentation graphique de ratio de frais de gestion.....	81
Figure 9 : Représentation graphique de ratio combiné.....	82
Figure 10 : Représentation graphique de productivité.....	83
Figure 11 : Représentation graphique de ratio de levier de souscription.....	84
Figure 12 : Représentation graphique de ratio de rendement des actifs.....	85
Figure 13 : Représentation graphique de ratio de solvabilité.....	86
Figure 14 : Représentation graphique de ratio de financement par la réassurance.....	87
Figure 15 : Représentation graphique de ratio de la rentabilité d'exploitation.....	88
Figure 16 : Représentation graphique de ratio de la rentabilité de marge d'assurance.....	89
Figure 17 : Représentation graphique de ratio de la rentabilité financière.....	90
Figure 18 : Représentation graphique de la rentabilité économique.....	91
Figure 19 : Représentation graphique de ratio de la rentabilité commerciale.....	92

Liste des annexes

Annexe 1 : Bilan actif 2019	106
Annexe 2 : Bilan passif 2019.....	107
Annexe 3 : Compte de résultat 2019	108
Annexe 4 : Bilan actif 2020	109
Annexe 5 : Bilan passif 2020.....	110
Annexe 6 : Compte de résultat 2020	111
Annexe 7 : Bilan actif 2021	112
Annexe 8 : Bilan passif 2021	113
Annexe 9 : Compte de résultat 2021	114
Annexe 10 : Bilan actif 2022	115
Annexe 11 : Bilan passif 2022	116
Annexe 12 : Compte de résultat 2022	117

Résumé et mots clés :

La mesure de la santé financière au sein d'une compagnie d'assurance était l'objectif principal de ce thème de recherche. En effet, l'accent, en premier lieu, a été centré sur la présentation des différents concepts liés au thème tels que la santé financière, l'activité d'assurance et les outils de mesure de la santé financière dont l'analyse financière. En second lieu, une étude cas centrée sur la mesure de santé financière de la SAA, qui est leader du marché algérien des assurances. Le but de l'analyse de la situation financière est de découvrir les forces et les faiblesses de la Société Nationale D'assurance (SAA) avant, pendant et après la crise sanitaire, en s'appuyant sur certain nombre d'outils et techniques, tel que l'analyse des états financiers (Bilan, Compte de résultat), l'analyse par la méthode des ratios, l'analyse de la solvabilité qui en dernier, vont permettre de dresser un état sur la santé financière de la compagnie.

Mots clés :

Santé financière, assurance, crise sanitaire, solvabilité, ratio.

الملخص والكلمات المفتاحية

قياس الصحة المالية داخل شركة التأمين كان الهدف الرئيسي من هذا الموضوع البحثي. في الواقع، تم التركيز في المقام الأول على عرض المفاهيم المختلفة المرتبطة بالموضوع مثل الصحة المالية، نشاط التأمين والأدوات المستخدمة لقياس الصحة المالية بما في ذلك التحليل المالي. في المقام الثاني، تم إجراء دراسة حالة تركز على قياس الصحة المالية لشركة الوطنية للتأمين، التي تعد الرائدة في سوق التأمين قبل وأثناء الجائحي. يهدف تحليل الوضع المالي إلى اكتشاف نقاط القوة والضعف للشركة الوطنية للتأمين وبعد الأزمة الصحية، بالاعتماد على عدد من الأدوات والتقنيات مثل تحليل البيانات المالية (الميزانية، حساب النتيجة)، التحليل بواسطة طريقة النسب، وتحليل الملاءة المالية التي ستسمح في النهاية برسم حالة عن الصحة المالية للشركة.

الكلمات المفتاحية: الصحة المالية، التأمين، الأزمة الصحية، الملاءة المالية، النسب

Introduction Générale

Introduction Générale

L'économie d'un pays est façonnée par divers facteurs environnementaux, notamment sociopolitiques, culturels, institutionnels, professionnels et technologiques. Parmi les acteurs économiques majeurs évoluant dans cet environnement, les entreprises jouent un rôle crucial. Cela englobe les entreprises commerciales, industrielles, financières et économiques, parmi lesquelles les compagnies d'assurance occupent une place significative dans l'économie nationale et mondiale, contribuant à l'emploi, au chiffre d'affaires et aux investissements.

La particularité des entreprises d'assurance tient à la nature des produits qu'elles commercialisent. Celles-ci vendent de très nombreuses garanties qui s'adressent aussi bien aux particuliers et professionnels qu'aux entreprises. Le premier rôle d'une entreprise d'assurance est de « produire » des risques assurables, de leur donner une forme juridique qui puisse faire l'objet d'un contrat, de les commercialiser, de rassembler des portefeuilles de risques suffisamment importants, de gérer avec prudence les sommes d'argent qui leur sont confiées, afin de pouvoir indemniser leurs clients sinistrés¹, et qui doivent générer une certaine rentabilité indispensable pour sa pérennité dans des marchés plus ou moins concurrentiels. Ces mêmes activités exposent l'entreprise d'assurance à des risques de perte, capables de compromettre sa rentabilité et sa solvabilité sur le marché.

En raison de ces diverses influences, l'industrie de l'assurance est considérée comme un secteur hautement complexe, exigeant un savoir-faire spécifique et le respect de normes éthiques appropriées. Elle comporte des implications financières, économiques et sociales de grande envergure.

Dans ce contexte, de nombreuses compagnies d'assurance déploient actuellement d'importants efforts pour améliorer leurs outils de détermination, d'étude et d'analyse de leur santé financière. Cela leur permet de mieux comprendre leurs activités, de positionner leur entreprise et d'adapter leur stratégie en conséquence.

Pour évaluer efficacement le succès d'une organisation, il est essentiel d'identifier les mesures pertinentes et de les classer par ordre d'importance. Utiliser des mesures inappropriées peut conduire à une représentation incomplète ou inadaptée de l'entreprise.

¹ TRAINAR, P., THOUROT, P, Gestion de l'entreprise d'assurance », édition DUNOD, 2 éd, paris, 2017, p06

En outre, étudier la santé financière d'une entreprise, c'est apprécier le résultat qu'elle dégage à chacun des niveaux reconnus comme significatifs. Il est ainsi possible de porter un jugement sur l'efficacité de la gestion courante par les dirigeants de l'entreprise et de prévoir le montant des capitaux propres auxquels la société pourra avoir recours pour son fonctionnement et son développement.¹

L'analyse financière englobe les connaissances et compétences nécessaires pour interpréter les informations comptables et financières d'une entreprise. Elle facilite la compréhension de l'entreprise en examinant ses états financiers.

L'analyse financière vise à évaluer la santé financière et le niveau de risque d'une entreprise en examinant diverses informations relatives à sa rentabilité et à sa solvabilité. Elle englobe un ensemble de concepts, méthodes et outils permettant de formuler une évaluation de la situation financière de l'entreprise, des risques qui lui sont associés et de la qualité de ses performances, et par extension, de sa rentabilité.

Enfin, la détermination des paramètres et du potentiel de rentabilité revêt souvent une importance capitale pour chaque dirigeant d'entreprise, car elle permet une meilleure planification de la politique stratégique.

La pandémie de COVID-19 a créé une période d'incertitude économique mondiale, touchant également le secteur de l'assurance, tout comme de nombreux autres secteurs.

A ce propos, le travail de recherche porte sur l'étude de « *l'impact de la crise sanitaire sur la santé financière d'une compagnie d'assurance* », en se focalisant sur l'analyse des états financiers et ses ratios durant les quatre exercices 2019 2020 2021 et 2022.

Ce travail de recherche ambitionne d'apporter des éléments de réponse à la problématique principale suivante :

Comment la crise sanitaire a-t-elle impacté la santé financière d'une compagnie d'assurance ?

1. Les Questions secondaires

De cette problématique déclinent les questions subsidiaires suivantes :

¹ FABERA, Eléments d'analyse financière, ULB, Janvier 2002, p 24.

- **Quels sont les méthodes d'analyse de la santé financière ? A ce qu'il y a des spécificités par rapport au secteur d'assurance ?**
- **Quelle sont les composants de marché des assurances ?**
- **Quel est l'impact de la crise sanitaire pandémique sur le résultat de la SAA ?**

2. Les Hypothèses

Afin d'apporter des réponses à ces questions, on a supposé les hypothèses suivantes :

Hypothèse 01 : Les outils d'analyse de la santé et de la structure financière d'une entreprise comprennent :

Tous les outils d'analyse (ratios, indicateurs d'équilibre, les indicateurs d'activité analyse dynamiques analyse statistique... Etc.) Et ça peut toucher tous les états financiers, (bilan, compte résultat, TFT. Etc.).

Oui, l'analyse de la santé financière des compagnies d'assurance nécessite l'utilisation de méthodes spécifiques en raison des particularités du secteur.

Hypothèse 02 : Les composants du marché de l'assurance comprennent les assureurs, les assurés (clients), les courtiers d'assurance, les réassureurs, les agences gouvernementales de régulation, et les produits d'assurance eux-mêmes, tels que l'assurance vie, l'assurance automobile.

Hypothèse 03 : La crise sanitaire a un impact négatif sur le résultat de la SAA.

3. Objectif de la recherche

Le travail de recherche consiste à faire une étude théorique et empirique sur l'étude de la santé financière. Etant donné que l'objectif de travail vise à établir la santé financière à travers l'analyse des états financiers et les ratios de la compagnie leader du marché algérien des assurances, à savoir la « SAA ».

Évaluer l'impact de la crise sanitaire, analyser les changements significatifs dans le chiffre d'affaire et les bénéfices de la compagnie d'assurance, et pour réaliser cette étude, on prévoit d'analyser la santé financière de la compagnie avant, pendant et après la pandémie

4. La Méthodologie de recherche

Afin de mener à bien cette étude et répondre aux questions évoquées précédemment, la démarche méthodologique suivante :

- Pour les aspects théoriques nous avons procédé une étude qualitative (recherche bibliographique : Consultation des ouvrages, document officiels).
- Concernant le cadre d'analyse nous avons utilisé des documents comptables recueilles auprès de la SAA et son rapport d'activités (étude quantitative)

5. La délimitation du champ de travail :

Pour éviter de traiter un sujet de recherche vague, nous avons délimité notre sujet dans le domaine, dans le temps et dans l'espace.

- Dans le domaine, le sujet porte l'impact de la crise sanitaire sur la santé financière d'une compagnie d'assurance,
- Dans le temps, la recherche porte sur l'exercice de 2019,2020,2021,2022
- Dans l'espace, notre étude porte sur la d'assurance SAA spécifiquement la direction de la finance et comptabilité.

6. Le plan du travail

Notre travail est divisé en deux partie :

- Une partie théorique comprend deux chapitres :
 - Le premier chapitre sera consacré au cadre théorique et conceptuel des d'assurance, de la santé financière et crise.
 - Le deuxième chapitre est réservé pour les méthodes d'analyse de la santé financiers
- Une partie pratique :

Enfin nous terminons ce travail par un cas pratique dans lequel nous étudions la santé financière au sien d'une compagnie d'assurance (SAA).

Limites de recherche

Lors de la réalisation de cette recherche, plusieurs difficultés ont été rencontrées, notamment :

- La majorité des sites contenant des recherches pertinentes sur le sujet sont payants ;
- La confidentialité des données relatives aux rapports des commissaires aux comptes ;
- Difficulté d'accès aux annexes des états financiers.

CHAPITRE 01

**Notions principales sur la santé
financière, activité d'assurance et
crises**

Chapitre 01 : Notions principales sur la santé financière, activité d'assurance et crises.

Dans le monde complexe de la finance et de l'assurance, la santé financière est une préoccupation majeure. Comprendre les mécanismes qui sous-tendent cette santé, ainsi que les risques associés, est essentiel pour les entreprises et les individus. Dans ce chapitre, nous explorerons les notions fondamentales de la santé financière, en mettant particulièrement l'accent sur l'activité d'assurance et les crises qui peuvent émerger.

Le présent chapitre traite quelques définitions de la santé financière, définitions et objectifs de l'analyse financière ainsi que notions principales d'activité d'assurance et notions principales des crises.

Section 01 : Notions principales de la santé financière

La santé financière d'une entreprise est cruciale pour sa viabilité à long terme. Elle englobe la capacité à maintenir des flux de trésorerie stables, à générer des bénéfices réguliers et à gérer efficacement le capital. Cette section explore les principaux concepts sous-jacents à la santé financière, offrant ainsi un aperçu essentiel pour comprendre la robustesse financière d'une organisation.

1. La santé financière

1.1. Définition de santé financière

La santé financière de l'entreprise constitue une information permettant aux associés de décider sur la meilleure attitude à adopter. Ils pourront choisir entre¹ :

- Arrêter l'exploitation ;
- Adopter de nouvelles stratégies pour améliorer les chiffres ;
- Maintenir les bons résultats déjà obtenus.

La santé financière de l'entreprise est connue à partir de la prise en compte de divers indicateurs permettant d'avoir une vue globale sur les finances de la structure. Ils peuvent être d'ordre financier, comme le bilan ou le compte de résultat, qui fournissent des données primordiales pour déterminer à l'avance les besoins de l'entreprise. Toutefois, à côté de la comptabilité, les dirigeants doivent prendre en considération également l'aspect humain du processus.

¹ <https://www.legalplace.fr/guides/sante-financiere-entreprise/> Consulté le 21/04/2024 à 22h40

Toute entreprise est créée pour atteindre des objectifs précis. L'analyse de sa santé financière donne la possibilité de déterminer si l'exploitation est susceptible d'évoluer et de se montrer performant dans l'atteinte de ceux-ci sur le long terme. Plus précisément, cette opération permet non seulement d'interpréter les résultats actuels, mais également d'identifier les possibilités de croissance future de l'activité et des profits générés.

Une entreprise commerciale est censée réaliser une activité déterminée, dans l'objectif de générer des gains nécessaires pour assurer sa bonne santé financière et, par extension, sa pérennité. De nombreux indicateurs permettent aux responsables de jauger cette situation financière.

La réussite de cette évaluation dépend essentiellement de leur capacité à reconnaître ces éléments et de les utiliser de manière optimale. En outre, il faut effectuer les calculs nécessaires pour exploiter les données brutes collectées.

2. Définitions et objectifs de l'analyse financière

2.1. Définition de l'analyse financière

L'analyse financière consiste à utiliser des informations financières et économiques pour évaluer l'entreprise dans son ensemble et formuler un jugement sur sa performance, sa situation financière ainsi que les risques passés, présents et futurs auxquels elle est confrontée.

Elle fait appel à différentes méthodes d'analyse afin de comprendre et interpréter les états financiers, les ratios, les tendances et les autres données pertinentes. L'objectif de l'analyse financière est d'obtenir une vision claire et objective de la santé financière de l'entreprise, de ses forces et faiblesses, ainsi que de son potentiel de croissance et de succès dans le futur.

En utilisant ces outils et techniques d'analyse financière, il est possible d'identifier les leviers de performance de l'entreprise, les éventuels risques auxquels elle est exposée et d'évaluer sa capacité à générer des revenus, à rembourser ses dettes et à assurer sa pérennité à long terme.

Selon Jean-Pierre L'AHILLE, « L'analyse financière peut être définie comme une démarche, qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par une entreprise à destination des tiers (donc de tout le monde...) ayant pour but d'apprécier le plus objectivement possible sa performance financière et économique (rentabilité, pertinence

des choix de gestion...), sa solvabilité (risque potentiel qu'elle présente pour les tiers, sa capacité à faire face à ses engagements...), et enfin son patrimoine».¹

Selon COHEN Elie, « L'analyse financière est un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de procéder à une évaluation de la situation financière de l'entreprise, aux risques qui l'affectent, aux niveaux et à la qualité de ses performances ».²

Selon Alain MARION, « L'analyse financière est une méthode de compréhension de l'entreprise à travers ses états comptables, qui a pour objet de porter un jugement global sur le niveau de performance de l'entreprise et sur sa situation financière (actuelle et future) ».³

En résumé, l'analyse financière consiste à examiner et évaluer les informations financières d'une entreprise afin de comprendre sa performance financière et de prendre des décisions éclairées concernant les investissements. Elle englobe différentes techniques telles que l'analyse des ratios, l'analyse des flux de trésorerie, l'analyse des états financiers et l'analyse de la structure de capital.

2.2. Les objectifs de l'analyse financière

L'analyse financière est l'étude de l'activité, de la rentabilité et de la structure financière de l'entreprise ; soit à posteriori (données historiques et présentes) ou bien à priori (prévisions)⁴

L'analyse financière constitue un ensemble d'outils d'analyse qui permet :

- De dégager des résultats, des indicateurs caractéristiques, des ratios et de les apprécier
- De donner des informations :
 - Sur l'évolution de l'activité
 - Sur l'évolution de la structure financière
 - Sur les performances réalisées
- D'interpréter ces informations à l'aide du diagnostic financier
- D'effectuer des comparaisons entre le passé, le présent et le futur de l'entreprise, ainsi qu'avec d'autres entreprises.
- L'analyse financière est une aide à la prise de décision elle permet d'améliorer la gestion de l'entreprise et de répondre aux questions :

¹ JP. LAHILLE, **Analyse financière**, édition Dunod, 6^{ème} éd, Paris, 2007, p 01.

² COHEN Elie, **Analyse Financière**, Edition Economica, 6^{ème} édition, Paris, 2006, P.08

³ MARION Alain, **Analyse financière, concepts et méthodes**. DUNOD, 4^{ème} édition, Paris 2007, p 01

⁴ B. et F. GRANDGUILLOT, **Analyse financière**, édition Gualino, France, 2009, p 14

- Quelle est la valeur de l'entreprise ?
- Quelle est la capacité de l'entreprise à créer de la richesse ?
- L'entreprise est-elle rentable ?
- Sa structure financière est-elle équilibrée ?
- Sa stratégie est-elle adaptée à ses besoins et à ses ressources ?
- Quels sont les points forts, les points faibles et potentialités de l'entreprise ?
- Quels sont les risques encourus ?

L'analyse financière intéresse particulièrement les dirigeants, les associés, les salariés, les prêteurs, les investisseurs ainsi que les concurrents.

2.3.L'importance de l'analyse financière

L'analyse financière est un outil indispensable à la bonne marche de l'entreprise. Son objectif consiste à utiliser les ressources limitées d'un agent économique de la façon la plus efficace possible. BERZILE Rejean distingue trois décisions essentielles pouvant être prises sur une base de la gestion financière.¹

- La décision d'investir ;
- La décision de financer l'entreprise ;
- La décision de distribuer les dividendes.

Ces trois types de décisions reviennent à la responsabilité du Directeur Financier d'une entreprise sur plusieurs plans à savoir :

- La planification et la prévision financière ;
- L'analyse des états financiers ;
- Le suivi et l'évaluation de la performance de l'entreprise.

Plusieurs agents économiques s'intéressent à l'information financière publiée par les entreprises. Il s'agit notamment des créanciers à court moyen et à long terme ; principalement les banquiers, les actionnaires actuels et potentiels, les services gouvernementaux, les représentants syndicaux et les gestionnaires.

¹ R. BERZILE, **Analyse financière**, édition HRW, Montréal, 1989, p 15.

3. Les méthodes d'analyse financière

Les indicateurs de gestion utilisés pour réaliser un diagnostic sont variés de façon à répondre aux attentes des différents utilisateurs (l'actionnaire, le dirigeant, le salariés, le fournisseur, le banquier, l'actionnaire, l'Etat), ils sont généralement issus de deux méthodes d'analyse¹.

3.1.L'analyse statique « fondée sur l'analyse du bilan (haut de bilan) »

Cette démarche a été fréquemment remise en question dans les vingt dernières années et son utilité s'est trouvée ainsi vigoureusement contestée. Cette approche fournit en effet des indications irremplaçables et permet de répondre à des questions essentielles l'appréciation des conditions d'équilibre financier. Ces questions concernent notamment :

- La composition du patrimoine et son évolution dans le temps ;
- L'ajustement entre les liquidités cumulées par l'entreprise et les échéances qu'elle peut anticiper à une date donnée ;
- L'adéquation entre la composition des ressources collectées par l'entreprise et les emplois qu'elles permettent de financer.

3.2.L'analyse dynamique « fondée sur l'étude des flux financiers (bas de bilan) »

Ces démarches d'analyse dynamique connaissent à juste titre une remarquable extension dans la mesure où elles permettent d'intégrer de façon cohérente l'étude de l'équilibre financier et celle des performances de l'entreprise, leur richesse et leur fécondité doivent donc soulignées.

La richesse de ses méthodes et l'ampleur de son champ d'application fait ainsi de l'analyse financière un élément fondamental du raisonnement financier et de la pratique financière.

4. Les étapes de l'analyse financière

Pour être en mesure de porter un jugement sur la situation financière d'une entreprise, l'analyse doit tenir compte de l'ensemble d'informations disponibles surtout celles publiées par la comptabilité ou par d'autres sources. Généralement plusieurs étapes doivent être suivies à savoir² :

¹ COHEN. Elie, « **Analyse financière** », Édition ECONOMICA, 5ème édition, Paris, 2004, pp 15, 16.

² ASLOUDJ, Nedjima., GOUTAL, Wahiba : « **Analyse financière d'une entreprise Cas de la STH-DRC de Bejaia** ». Mémoire de fin de cycle En vue de l'obtention d'un diplôme de Master II en sciences économiques Option : Monnaie Banque et environnement international (MBEI), Université A. Mira de Bejaia Faculté des Sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion Département des sciences économique, Année Universitaire 2016/2017, p. 19.

- Procéder à l'examen global des états financiers, cet examen porte généralement sur les emplois (actifs), les ressources (passifs), les ventes et les bénéfices ;
- Etudier l'environnement de l'entreprise (son secteur d'activité, la convention ;
- Collective à laquelle elle doit se référer, la concurrence, la répartition de son capital.) ;
- Analyser le rapport du vérificateur, l'énoncé des principes comptables, les notes aux états financiers et d'autres informations pertinentes ;
- Appliquer les techniques d'analyse comme les ratios ;
- Analyser le compte de résultat et calculer les soldes intermédiaires de gestions >>> pour expliquer la formation du résultat ;

Enfin, porter un jugement sur la situation financière, formuler des recommandations et prendre des décisions.

5. Présentation des états financiers

Les états financiers constituent le pilier central de toute entreprise, offrant une vue panoramique de sa santé financière. Ces documents fournissent une analyse détaillée des flux monétaires, des actifs, des passifs et des performances opérationnelles de l'entreprise sur une période donnée.

Dans cette section, nous présenterons en détail les différents états financiers ainsi que leurs composants essentiels.

5.1. Le Bilan

5.1.1. Définition du bilan

Le bilan est un document de synthèse qui présente la situation patrimoniale de l'entreprise à un instant donné et qui donne une image sur les ressources de l'entreprise et leurs affectations.

5.1.2. Les éléments du bilan

Le bilan a la forme d'un tableau qui se divise en deux grandes parties : l'actif du bilan et le passif du bilan.

5.1.2.1.L'actif

« Un actif est une ressource contrôlée par une l'entreprise dont attend des avantages économiques futurs »¹. Il est composé de l'actif immobilisés et de l'actif cyclique. Les éléments de l'actif selon un ordre croissant de liquidité.

L'actif non courant (plus d'un an) : il contient les immobilisations incorporelles. Corporelles et financières.

L'actif courant (moins d'un an) : il contient les stocks, les créances et emplois assimilés et les disponibilités.

5.1.2.2.Le Passif

« Est une obligation actuelle de l'entité résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entité par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques »². Il est composé des capitaux permanents et des passifs cycliques. Les éléments du passif selon un ordre croissant d'exigibilité.

Capitaux permanents : contient les capitaux propres de l'entreprise et le passif non courant (dettes à long et moyen termes).

Passif courant (moins d'un an) : contient les dettes fournisseurs, autres dettes d'exploitation et la trésorerie passive.

Tableau 1: Présentation du bilan

Actif	Passif
Actifs non courant (plus d'un an)	Capitaux permanents
Immobilisations incorporelles	Capitaux propres
Immobilisations corporelles	Dettes à long et moyens termes
Immobilisations financières	
Actifs courant (moins d'un an)	Passifs courant (moins d'un an)
Stocks	Dettes fournisseurs
Créances et Emplois assimilés	Autres dettes d'exploitation
Trésorerie de l'actif	Trésorerie du passif

Source : GLIZ Abdelkader, « L'évaluation de l'entreprise », BERTI Edition, Alger, 2020, P106.

¹ LE MANH Anne, Et MAILLET Catherine, « Normes Comptable internationales IAS/IFRS », Edition FOUCHER, Vanves, 2007, P3

² **Système Comptable Financier**, 50me Edition, BERTI Edition, Alger, 2017, P 116.

5.2. Le compte de résultat

5.2.1. Définition du compte de résultat

« État récapitulatif des charges et des produits réalisés par l'entité au cours de la période considérée. Par différence il fait apparaître le résultat net de la période »¹.

5.2.2. Structure du compte de résultat par nature

- **Production de l'exercice**

C'est la production de l'entreprise réalisée durant un exercice donné. Elle contient : Le chiffre d'affaires qui représente les ventes de l'entreprise, la variation stocks finis et en-cours, la production immobilisée et les subventions d'exploitation.

Ce poste se calcule est calculé comme suit :

$\begin{aligned} \text{Production de l'exercice} &= \text{Chiffre d'affaires} \\ &+ \text{Variation stocks produit finis et en-cours} \\ &+ \text{Production immobilisée} \\ &+ \text{Subventions d'exploitation} \end{aligned}$
--

- **Consommation de l'exercice**

C'est la consommation de l'entreprise au cours d'un exercice donné, provenant des achats consommés ainsi que des services extérieurs et autres consommations. Elle se calcule comme suit :

$\text{Consommation de l'exercice} = \text{Achats consommés} + \text{Services extérieurs et autres consommations}$
--

- **Valeur ajoutée d'exploitation (VA)**

Il s'agit du solde principal du compte de résultat, représente la valeur créée par l'entreprise au cours d'un exercice donné. Elle se calcule comme suit :

$\text{Valeur ajoutée} = \text{Production de l'exercice} - \text{consommation de l'exercice}$

- **Excédent brut d'exploitation**

C'est le surplus monétaire de l'activité d'exploitation de l'entreprise après paiements des charges de personnel ainsi que les impôts et taxes. Il se calcule comme suit :

$\text{Excédent brut d'exploitation} = \text{Valeur ajoutée}$

¹Système Comptable Financier, 50me Edition, BERTI Edition, Alger, 2017. P110.

-charges de personnel -impôts, taxes et versement assimilés
--

- **Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel ou d'exploitation mesure la performance économique de l'entreprise dans ses activités ordinaires. Il se calcule comme suit :

Résultat opérationnel = EBE +Autres produits opérationnels -Autres charges opérationnels -Dotations aux amortissements et aux provisions + Reprise sur pertes de valeur et provisions
--

- **Résultat financier**

C'est le résultat des activités financières de l'entreprise. Il se calcule comme suit :

Résultat financier = produits financiers -charges financières

- **Résultat ordinaire avant impôts**

C'est le résultat des activités ordinaires. Il prend en compte l'aspect financier de l'entreprise. Il se calcule comme suit :

Résultat ordinaire avant impôts = Résultat opérationnel + Résultat financier
--

- **Résultat net des activités ordinaires**

C'est le résultat des activités ordinaires après déduction des impôts. Il se calcule comme suit :

Résultat net des activités ordinaires = Résultat ordinaire -impôts exigibles sur résultat ordinaires -impôts différés
--

- **Résultat extraordinaire**

Il correspond à des éléments exceptionnels comme les catastrophes naturelles. Il se calcule comme suit :

Résultat extraordinaire = produits extraordinaires -charges extraordinaires

- **Résultat net de l'exercice**

CHAPITRE 01 : Notions principales sur la santé financière, activité d'assurance et crises 11

Il s'agit du solde final du compte de résultat. Il reflète la variation de la richesse des actionnaires plus que la performance de l'entreprise. Il se calcule comme suit :

Résultat de l'exercice = Résultat net des activités ordinaires + Résultat extraordinaire
--

Tableau 2:Présentation du compte de résultat (CR)

Désignation	Note	N	N-1
Chiffres d'affaires			
Variation stocks produits finis et en-cours			
Production immobilisée			
Subvention d'exploitation			
I. PRODUCTION DE L'EXERCICE			
Achats consommés			
Services extérieurs et autres consommations			
II. CONSOMMATION DE L'EXERCICE			
VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION			
Charges de personnel			
Impôts, taxes et versements assimilés			
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION			
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Reprise sur pertes de valeur et provisions			
RESULTAT OPERATIONNEL			
Produits financiers			
Charges financières			
RESULTAT FINANCIER			
RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS			
Impôts exigibles sur résultats ordinaires			
Impôts différés (variation) sur résultat ordinaires			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES			
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES			
RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES			
Éléments extraordinaires (produits)			
Éléments extraordinaires (charges)			
RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
RESULTAT NET DE L'EXERCICE			

Source : Système Comptable Financier, 5th Edition, BERTI Edition, Alger, 2017, P93.

5.3. Tableau des flux de trésorerie (TFT)

5.3.1. Définition

« Les tableaux de flux de trésorerie sont organisés pour analyser les composantes de la variation de trésorerie constatée pendant l'exercice comptable. Ils relèvent donc d'une approche dynamique »¹.

5.3.2. Structure du tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est obligatoire et fait partie des états financiers décrits par l'IAS Son contenu est détaillé par la norme IAS 7.

Il contient :

- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ;
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ;
- Les flux de trésorerie liés aux activités de financement.

5.3.3. Présentation du tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie peut être présenté selon deux méthodes, la méthode directe ou méthode indirecte.

5.3.3.1. Méthode directe

Cette méthode décrit directement les encaissements et les décaissements provenant de diverses catégories d'opérations (d'investissement, financement ou d'exploitation).

Tableau 3: Tableau des flux de trésorerie selon la méthode directe

Désignation	Note	N	N-1
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Encaissements reçus des clients			
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel			
Intérêts et autres frais financiers payés			
Impôts sur les résultats payés			
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires			
Flux de trésorerie liés à des éléments extraordinaires (à préciser)			
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)			
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisition d'immobilisations corporelle ou incorporelles			
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles			
Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières			
Intérêts encaissés sur placements financiers			
Dividendes et quote-part de résultats reçus			
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement(B)			

¹ BURLAUD Alain Et MOLLET Michèle Et LANGLOIS Georges, **Finance d'entreprise** 4ème Edition, Edition Foucher, Vanves, 2010, P250.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement Encaissements suite à l'émission d'actions Dividendes et autres distributions effectués. Encaissements provenant d'emprunts Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées Incidence des variations des taux de change sur liquidités et quasi-liquidités			
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)			
Variation de la trésorerie de la période (A+B+C)			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Variation de la trésorerie de la période			
Rapprochement avec le résultat comptable			

Source : Système Comptable Financier, 5ème Edition, BERTI Edition, Alger, 2017, P 98.

5.3.3.2.Méthode indirecte

Cette méthode part du résultat net de l'exercice en déduisant les charges et les produits telle que (les dotations aux amortissement, provisions et pertes de valeurs, les impôts différés, moins-value de cession d'immobilisation, ...) ainsi que la variation de certains postes d'actif courant tels que (les clients, les fournisseurs et les stocks).

5.4.Tableau de variation des capitaux propres

5.4.1. Définition

Le tableau de variation des capitaux propres fait partie des états financiers décrit par la norme IAS 1. Il permet d'analyser les mouvements des capitaux propres au cours d'un exercice donné.

5.4.2. Présentation du tableau de variation des capitaux propres

Tableau N°05 : Tableau de variation des capitaux propres

Tableau 4:Tableau de variation des capitaux propres

	Note	Capital social	Primes d'émission	Écart d'évaluation	Écart de résultat
Solde au 31 décembre N-2					
Changement de méthode comptable					
Correction d'erreurs significatives					
Réévaluation des immobilisations					
Profits ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultat					

Dividendes payés					
Augmentation de capital					
Résultat net de l'exercice					
Solde au 31 décembre N-1					
Changement de méthode comptable					
Correction d'erreurs significatives					
Réévaluation des immobilisations					
Profits ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultat					
Dividendes payés					
Augmentation de capital					
Résultat net de l'exercice					
Solde au 31 décembre N					

Source : Système Comptable Financier, 50 Edition, BERTI Edition, Alger, 2017, P 100.

5.5. Les annexes

5.5.1. Définition

L'annexe est le cinquième document des états financiers. Il comporte des éléments de synthèse qui ne figurent pas dans les états financiers précédents.

5.5.2. Objectif de l'annexe

- Elle fournit des informations additionnelles qui facilitent la compréhension et l'utilisation des états financiers (bilan, compte de résultat, tableau de variation des capitaux propres, tableau de flux de trésorerie).
- Elle permet d'assurer la transparence et la compréhension des comptes utilisés par les analystes financiers.

Section 02 : Notions principales d'activité d'assurance

L'assurance est apparue dès l'antiquité et s'est développée pour être pratiquée dans tous les domaines d'activité. Cependant, la définition de cette notion n'est pas aussi simple, car elle englobe différentes réalités. Cette section traite le risque d'une part et l'assurance d'autre part, puis on essaie de donner un aperçu de l'histoire de l'assurance, ainsi que le rôle et la typologie de l'assurance.

1. La notion du risque

Cette partie traitera la notion du risque en présentant une définition du risque, sa classification et en abordant de manière particulière le risque assurable.

1.1. Définition du risque

Selon BARTHELEMY Bernard, « Un risque est une situation (ensemble d'événements simultanés ou consécutifs) dont l'occurrence est incertaine et dont la réalisation affecte les objectifs de l'entreprise qui le subit »¹.

Selon L'Organisation Internationale de Normalisation (ISO), « Le risque est la possibilité d'occurrence d'un événement ayant un impact sur les objectifs, il se mesure en termes de conséquences et de probabilité »².

Selon IFACI (institut français de l'audit et de contrôle internes), Price Waterhouse Coopers et Landwell, « Un risque représente la possibilité qu'un évènement survienne et nuise à l'atteinte d'objectifs »³.

A partir de ces définitions on peut définir le risque par un évènement dont la réalisation est probable et les conséquences affectent négativement l'atteinte des objectifs.

1.2. La classification du risque

La classification des différents types de risque peut se faire selon une panoplie de critères. Elle permet d'identifier les caractéristiques techniques, sociales, économiques et juridiques du risque couvert par chaque branche d'assurance.

Le risque peut être classé selon les critères suivants⁴ :

- La chose assurée ;
- La nature des risques ;

¹ BARTHELEMY Bernard, **Gestion des risques méthode d'optimisation globale**, édition l'organisation, 2001, p13.

² L'Organisation Internationale de Normalisation (ISO)

³ IFACI, Price Waterhouse Coopers et Landwell, **Le management des risques de l'entreprise**, Cadre de Référence, Techniques d'application, Editions d'Organisation, Paris, 2005, p 23.

⁴ PAULIN Murielle, **économie et organisation de l'assurance**, Séfi édition, Québec, 2007, p 45.

- Le mode de gestion ;
 - Le caractère obligatoire ;
 - L'importance du risque couvert :
 - Le mode de souscription ;
 - L'évènement assuré.
- **Selon la chose assurée** : on distingue entre l'assurance de dommages et l'assurance de personnes. Le premier type concerne l'assurance de biens (pour les dommages causés aux biens de l'assuré) ou de responsabilité (pour les dommages causés au tiers engageant la responsabilité de l'assuré). Le deuxième type concerne la protection de la vie humaine et il englobe les assurances individuelles accident et santé et les assurances sur la vie et le décès.
- **Selon la nature des risques** : on distingue entre :
- Le risque professionnel,
 - Le risque particulier,
 - Le risque d'entreprise, Le risque maritime,
 - Le risque de pollution.
- **Selon le mode de gestion** : on distingue entre les assurances par capitalisation et les assurances par répartition. Selon le premier mode de gestion, les primes collectées sont capitalisées selon la méthode d'intérêt durant toute la période du contrat et seront versées à l'assuré ou à ses ayants droit à l'échéance selon les conditions particulières du contrat d'assurance. Selon le second mode de gestion, l'assureur répartit la masse des primes ou des cotisations collectées sur l'ensemble des assurés sinistrés.
- **Selon leur caractère obligatoire** : on distingue entre les assurances obligatoires qui représentent les différents types d'assurance que l'assuré est obligé de souscrire (comme la responsabilité civile en assurance automobile) et les assurances facultatives qui laissent à l'assuré la faculté de la souscription de la couverture (comme la garantie bris de glace).
- **Selon l'importance des risques couverts** : on distingue entre les grands risques et les risques de masse. Ces deux types exigent des approches actuarielles de tarification différentes vu la différence du volume, de l'historique des sinistres et de l'importance de l'aléa.
- **Selon le mode de souscription** : on distingue entre les assurances individuelles souscrites par un seul assuré et les assurances collectives dont l'assuré est un groupe de personnes (comme les assurances souscrites par une entreprise pour le compte de ses employés assurance groupe).

➤ **Selon l'évènement assuré** : on distingue entre les risques suivants :

- Incendie,
- Dégât des eaux,
- Accident,
- Vol.
- Vandalisme,
- Catastrophes naturelles,
- Tempête,
- Grêle, neige,
- Bris (de glace, de machine),
- Explosion,
- Pertes d'exploitation,
- Etc.

1.3. Le risque assurable

L'assureur offre aux assurés une couverture contre les risques en s'engageant de les indemniser en cas de survenance du sinistre couvert qui cause des dommages. Toutefois, il existe une certaine catégorie de risques qui n'est pas assurable. De ce fait, l'assureur accepte de couvrir seulement les risques qui vérifient les critères d'assurabilité.

Le risque n'est assurable que s'il répond à deux types de conditions d'assurabilité : les conditions juridiques et les conditions techniques.

1.3.1. Les conditions d'ordre juridique

Le risque assurable revêt les caractères juridiques suivant¹ :

- L'évènement doit être futur. Le risque ne doit pas être réalisé (c'est un risque certain),
- L'évènement doit être incertain et aléatoire. Cette incertitude réside soit dans la survenance de l'évènement (puisque'il y a une possibilité que l'évènement ne survienne pas comme l'incendie), soit dans la date de la survenance de l'évènement (le décès qui est un évènement certain mais la date de survenance est inconnue).
- La survenance de l'évènement ne doit pas dépendre exclusivement de la volonté de l'assuré.

Donc le risque assurable est un évènement futur incertain et ne dépend pas exclusivement de la volonté de l'assuré

¹ COUILBAULT François, ELIASHBERG Constant, **Les grands principes de l'assurance**, l'argus, 9 éditions, 2009, p54.

1.3.2. Les conditions d'ordre technique

Les différentes conditions que doit vérifier le risque pour qu'il soit assurable sont¹ :

- La possibilité du calcul avec une précision suffisante la probabilité de réalisation du risque.
- L'écart des risques rares dont les études statistiques préalables n'ont pas été faites.
- Le classement des risques dans des catégories étroites afin d'assurer l'homogénéité des classes de risques,
- La possibilité de diversifier les risques dans l'espace et dans le temps puisque les risques touchant l'ensemble de la mutualité des assurés au même temps mettent en péril la compagnie d'assurance.

Les conditions juridiques et techniques citées ci-dessus justifient l'inassurabilité de certains risques. Il s'agit de :

- **Le risque nouveau** : ce risque est récemment identifié et n'a pas fait l'objet d'étude statistique.
- **Le risque rare ou les risques spéciaux** : le traitement de ces risques est rare puisque la fréquence de survenance est faible. En conséquence, ces risques restent étranges et leur tarification est difficile.
- **Le risque énorme** : la probabilité de survenance de ce type de risque est importante.
- **Le risque isolé** : ce risque concerne un endroit ou un élément bien déterminé et sa fréquence de survenance est faible. L'assureur ne peut construire une mutualité homogène pour assurer ce genre de risque.

2. Définition de l'assurance

Avant de définir l'opération d'assurance, il convient de préciser ce que l'on entend par l'assurance en tant que contrat. Selon le Dictionnaire Petit Robert, l'assurance est un contrat par lequel un assureur garantit à l'assuré, moyennant une prime ou une cotisation, le paiement d'une somme convenue en cas de réalisation d'un risque déterminé.² Cette définition juridique du " contrat d'assurance devient plus significative si elle est complétée par une définition technique de " l'opération d'assurance".

- **Selon M. PICCAR et B. BESSON**, « une opération par laquelle une partie, l'assuré se fait promettre moyennant une rémunération, la Prime, pour lui ou pour un tiers, en cas de

¹ PAULIN Murielle, op-cit, p49.

² ALAIN Rey, **Dictionnaire Petit Robert**, édition de 2007, p162

réalisation d'un risque, une Prestation pécuniaire par une autre partie, l'assureur qui, prenant en Charge un ensemble de risques, les compense conformément aux lois de la statistique ».¹

- **Selon M. PICCAR et B. BESSON**, « L'assurance est une opération par laquelle une personne (l'assureur) s'engage à réaliser une prestation, dans le cadre d'un contrat d'assurance, au profit d'un autre individu (l'assuré) lors de la survenance d'un risque et moyennant le paiement d'une cotisation ou d'une prime. ²
- **Selon MERKOUAR Richard**, « L'assurance est l'activité qui consiste à protéger moyennant une cotisation (prime) l'entreprise de la réalisation d'un risque dont les conséquences, principalement financières pourraient compromettre la poursuite de ses activités. Cette activité est généralement définie comme un ensemble d'opérations par lesquelles une personne, l'assureur, s'engage à exécuter une prestation au profit d'une autre personne ».³

À partir de ces définitions, on peut en déduire que l'assurance consiste à fournir une protection à l'assuré contre les événements susceptibles de se produire et ayant des conséquences négatives, moyennant le paiement d'une cotisation ou d'une prime, dans des conditions précises.

3. L'historique de l'assurance

Depuis son apparition, l'assurance a connu un développement résultant les mécanismes de sa forme actuelle. Les différentes étapes de l'histoire de l'assurance sont présentées comme suit :⁴

- La naissance de l'assurance remonte à l'Antiquité, sous la forme de « caisse de solidarité formées pour la première fois en Egypte par des tailleurs de pierre en 1400 avant J.C. Ces mutualités ont connu un développement au moyen âge où les artisans et les vendeurs de marchandises se solidarisent contre la survenance de certains sinistres.
- Le développement du droit Romain a abouti à l'apparition du premier contrat d'assurance. Il s'agit d'un contrat sous forme d'emprunt gagé sur un lot de marchandises destinées à être expédiées. En cas où l'expédition n'aboutit pas et la marchandise n'arrive à bon port, le

¹M.PICCAR et B. BESSON, **Les assurances terrestres et le contrat d'assurance**, Tomel, 4^eédition l'argus, 1975, P2.

² Idem, p2

³ MERKOUAR Richard, **Risques et assurances de la PME**, Dunod, Paris, 2006, p113.

⁴ HENRIET Dominique, ROCHET Jean-Charles, **Microéconomie de l'assurance**, Economica, Paris, 1991, p18.

prêteur perdra le droit au remboursement de la somme prêtée. Dans le cas contraire, le marchand paie une somme supplémentaire. Cette forme se développe au moyen âge et devient le prêt à la grosse aventure. Toutefois, cette forme était considérée par les autorités religieuses comme une pratique usuraire et était prohibée par le Pape Grégoire IX en 1227.

- En 1653, les tontines ont été inventées par le napolitain Lorenzo TONTI. Ces tontines sont des associations d'adhérent qui versaient une somme d'argent destinée à être investie pendant la période du contrat au terme de lequel, les sommes sont capitalisées et réparties. Entre les survivants ou les ayants droit.
- L'apparition et le développement de l'assurance moderne est la conséquence du développement du calcul actuariel : la loi des grands nombre (Pascal 1654), la première table de mortalité (Huyghens 1657), le premier calcul des rentes viagères (Witt 1660) et le premier traité d'actuariat fait par Richard Price au milieu du 18^{ème} siècle.

La levée progressive de l'interdiction du prêt à la grosse aventure et le développement des échanges commerciaux ont favorisé le développement de l'assurance caractérisé par l'apparition de la première police maritime à Gênes en 1357.

- La croissance du maritime anglais coïncide avec le développement de la chambre d'assurance maritime en Angleterre et des cercles d'assurance qui deviennent Lloyd's. Suite au grand incendie de Londres du 02 septembre 1666 qui dura quatre jours et détruisit treize mille deux cents bâtiments, dévastant quatre cents rues sur cent soixante-quinze hectares, le Fire Office a été créé en 1666 et la première compagnie d'assurance incendie (Hand in Hand) est apparue en 1669.
- Le développement économique caractérisé par l'amélioration du niveau de vie, le développement des transports et l'accroissement des risques a favorisé le développement de l'assurance dans les pays développés qui ont senti la nécessité de développer cette technique de couverture...

3.1. Historique de l'assurance en Algérie

Le marché de l'assurance a connu différentes étapes depuis sa création jusqu'à nos jours. Initialement, tout comme d'autres secteurs de l'économie, le secteur de l'assurance était soumis au monopole de l'État. Cependant, en 1995, il a été libéralisé grâce à l'ordonnance 95-07 du 25 janvier 1995 relative à l'assurance, qui a ensuite été complétée et modifiée par une nouvelle loi en 2006. Cette ouverture a été motivée par la volonté de s'insérer dans l'économie mondiale en instaurant une économie de marché.

Pendant toute la période coloniale, le développement de l'assurance en Algérie était étroitement lié à son évolution en France. Après l'indépendance, cela a entraîné l'héritage des lois et des règlements antérieurs qui n'ont été abrogés qu'en 1975. Par la suite, de nouvelles lois ont été promulguées, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle ère pour l'assurance en Algérie. L'une de ces lois est la loi n° 06-04 du 20 février 2006, qui a apporté des changements significatifs dans ce domaine.

3.1.1. L'assurance en Algérie avant 1995

Avant 1995, le marché des assurances en Algérie a connu deux périodes distinctes : la période coloniale et la période post-indépendance pendant laquelle l'Algérie a adopté un système socialiste.¹

- **La période coloniale**

Le secteur des assurances en Algérie était fortement dominé par les compagnies françaises, qui avaient le monopole de ce marché à l'époque.²

- **La période post indépendance**

Durant cette période, le secteur des assurances en Algérie a connu une instabilité politique et économique marquée, se déroulant en trois étapes distinctes. Dans la première étape, les sociétés d'assurance existantes ont été reprises et placées sous le contrôle du ministère des finances. La deuxième étape a été marquée par la nationalisation des sociétés d'assurances existantes et la création de certaines nouvelles compagnies, dans le cadre de la mise en place du monopole de l'État. Enfin, la troisième étape a été caractérisée par la libéralisation du secteur des assurances, et a été conséquente à la promulgation de l'ordonnance N°95-07 du 25 janvier 1995 relative aux assurances.

4. Le rôle de l'assurance

L'assurance a pris de l'importance et de l'ampleur dans les pays développés grâce à son rôle social et économique.

¹ MEZDAD L, **Essai d'analyse du secteur des assurances et de sa contribution dans l'intermédiation financière nationale**, mémoire de Magister en Science Economique, option Monnaie, Finance et Globalisation, université de Bejaia, 2006, p37

² MAZDAD L, **Etat des lieux de marché assurantiel algérien**, 16ième congrès de maitrise des risques et de Sûreté de fonctionnement, octobre, 2008, p 2.

4.1. Le rôle social de l'assurance

La fonction de l'assurance consiste à indemniser les préjudices résultant de la réalisation d'un risque. Cette fonction reste présente même dans les assurances des personnes où le capital n'est pas fixé en fonction des dommages subie. Ainsi, le législateur utilise-t-il l'assurance pour garantir la réparation des préjudices. Le besoin qu'a l'homme de s'assurer contre le malheur fait partie de la quête du bonheur. L'assurance réduit l'incertitude en prenant en charge les risques en cas de sinistre.

4.2. Le rôle économique de l'assurance

L'assurance permet de se prémunir contre les risques aussi bien traditionnels (vie, incendie, vol, etc.) que modernes (engineering). Par la couverture de ces derniers, l'assurance se révèle être un facteur important de progrès technique. Elle favorise l'innovation par la réduction des risques et la prévention des sinistres.

Pour illustrer le fait que l'assurance facilite la prise de risque, citons Henri Ford : « New York n'est pas la création des hommes, mais celle des assureurs. Sans les assurances, il n'y aurait pas de gratte-ciel, car aucun ouvrier n'accepterait de travailler à une pareille hauteur, en risquant de faire une chute mortelle et de laisser sa famille dans la misère. Sans les assurances, aucun capitaliste n'investirait des millions pour construire de pareils buildings, qu'un simple mégot de cigarette peut réduire en cendres. Sans les assurances, personne ne circulerait en voiture à travers les rues en risquant, à chaque instant, de renverser un piéton »¹

5. La typologie de l'assurance

Plusieurs types d'assurance peuvent être distingués selon plusieurs critères de classification: Selon la forme de la société, à but lucratif ou non, on distingue les assurances à primes fixes et les assurances à primes variables (ou mutuelles), selon l'aspect social de l'assurance (l'assurance sociale et d'autre part, l'assurance privée), selon l'élément naturel de l'assurance (on distingue les assurances maritimes, fluviales, lacustres, terrestres et aériennes), selon la nature de l'aléa (les assurances des dommages et les assurances des personnes), selon le mode de gestion des risques (classification technique), selon le mode de gestion des risques, on distingue les assurances de répartition et les assurances de capitalisation, selon classification téléologique (la finalité) on distingue (le patrimoine, les personnes et les finances).

¹ François LUKAU Nkodi, **gestion des assurance**, édition de l'harmattan 2014 paris, p 25.

Prenant le critère de la nature de l'aléa puisque l'aléa et l'aversion des agents économiques au risque sont les raisons de l'existence de l'assurance. Selon ce critère, on peut distinguer entre : les assurances de dommages et les assurances de personnes.

5.1.L'assurance de personnes (l'assurance vie)

Les assurances de personnes sont, par principe, réputées forfaitaires. L'assureur s'engage à verser à l'assuré un forfait, un capital, en cas d'événement affectant la vie de l'assuré. Elle concerne la protection de la vie humaine. Ce forfait présente la particularité de n'avoir aucun lien avec l'importance « monétaire » du sinistre, il est prédéterminé au moment de la conclusion du contrat, ce type d'assurance englobe¹ :

- Les assurances individuelles (accident et maladie) ;
- Les assurances sur la vie et le décès.

5.2. L'assurance de dommages (l'assurance non vie)

L'assurance de dommages est une forme de protection qui assure la couverture des pertes matérielles subies par l'assuré en cas d'événement prévu par le contrat d'assurance. Elle englobe l'assurance des biens ainsi que l'assurance de responsabilité. L'assurance des biens concerne les dommages directs causés aux biens de l'assuré, tandis que l'assurance de responsabilité couvre les conséquences des actes de l'assuré, d'autres personnes, d'animaux ou d'objets dont l'assuré est responsable. Elle est appelée assurance de responsabilité car elle garantit la réparation des dommages causés à des tiers lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée.

En pratique, les polices d'assurance offrent généralement des garanties qui couvrent à la fois les biens et la responsabilité de l'assuré. Par exemple, l'assurance automobile peut inclure la responsabilité civile de l'assuré ainsi que des garanties complémentaires telles que l'incendie, le vol, le bris de glace, et bien d'autres.

Les assurances de dommages les plus importantes sont² :

- L'assurance-automobile,
- L'assurance des biens des particuliers,

¹ J-Yeatman, « **Manuel International de l'assurance** », édition Economica ; Paris, 1998, P 10.

² GINIES Marie-Lorène et PAULIN Arthur, **Les métiers de la banque finance assurance**, édition Studyrama, P 27.

- L'assurance des risques professionnels,
- L'assurance transport,
- L'assurance construction,
- L'assurance de responsabilité civile générale.

Section 03 : Notions principales des crises

Les crises, qu'elles soient économiques, politiques, sociales ou sanitaires, sont des phénomènes complexes et multidimensionnels qui peuvent avoir des répercussions dévastatrices à différents niveaux. Leur survenue est souvent précédée par une accumulation de tensions et de déséquilibres, et elles peuvent être déclenchées par divers facteurs tels que des chocs externes, des défaillances institutionnelles, ou encore des événements imprévus.

Dans cette section, on explorera d'abord les notions de base des crises en général. On se penchera ensuite sur un type spécifique de crise qui a souvent des répercussions majeures à l'échelle mondiale : les crises financières et sanitaires.

1. Comprendre les crises

1.1. Définition des crises

« Une crise est un événement social ou personnel qui se caractérise par un paroxysme des souffrances, des contradictions ou des incertitudes, pouvant produire des explosions de violence ou de révolte. La crise est une rupture d'équilibre ».¹

« Manifestation brusque et intense, de durée limitée (d'un état ou d'un comportement), pouvant entraîner des conséquences néfastes ».²

« Ensemble des phénomènes pathologiques se manifestant de façon brusque et intense, mais pendant une période limitée, et laissant prévoir un changement généralement décisif, en bien ou en mal, dans l'évolution d'une maladie ».³

Dans le domaine médical, une crise est un changement rapide et grave intervenant dans l'état de santé d'un malade ou d'une personne apparemment en bonne santé. Exemples : Crise cardiaque, crise d'asthme. En psychologie, la crise est le paroxysme ou l'exacerbation d'un sentiment. Exemple : crise de désespoir.

Une crise économique est une dégradation brutale de la situation économique d'un pays ou d'une zone économique, conséquence d'un décalage entre la production et la consommation. Elle se traduit par une forte augmentation du chômage, par une baisse du PIB (Produit Intérieur Brut), un accroissement du nombre de faillites, une baisse du pouvoir d'achat...

¹ <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Crise.htm>. Consulté le 21/04/2024 à 17h35

² www.cnrtl.fr Consulté le 21/04/2024 à 19h00.

³ Idem.

Une récession est une forme légère de crise économique, tandis que la dépression en est une forme plus profonde.

Une crise politique est un moment important, grave et parfois décisif dans la vie d'une institution. Elle reflète l'inadéquation manifeste entre l'organisation d'une institution politique ou publique et la réalité. Exemple : crise ministérielle lors de la chute d'un gouvernement, jusqu'à la constitution d'un nouveau cabinet.

Une crise peut provoquer des manifestations, des grèves, des mouvements sociaux, des émeutes voire une révolte ou une révolution.

On distingue la crise institutionnelle pouvant déboucher sur une nouvelle forme de régime politique avec changement de Constitution, de la crise de régime pouvant provoquer une alternance de gouvernement.

En résumé une crise peut être définie comme une situation critique caractérisée par des troubles, des tensions ou des difficultés qui menacent la stabilité ou le fonctionnement normal d'un système, d'une organisation ou d'une société

2. Comprendre les crises financières

Les crises financières sont nombreuses et dues parfois à un excès qui est le plus souvent de liquidité. Pour mieux les comprendre on va définir en quoi consiste la crise financière et présenter quelques crises historiques après présenter la crise sanitaire.

2.1. Définition des crises financières

Selon les experts du Fonds Monétaire International (FMI) : « la crise est toute période consécutive de trois trimestres à croissance négative ou décroissance »¹ on va commencer par définir l'instabilité financière avant de passer à la définition de la crise financière.

L'instabilité financière survient lorsque des chocs sur les systèmes financiers interfèrent avec des flux d'information, empêchant le système financier de réaliser sa fonction de guidage des fonds vers les opportunités d'investissement productif. En fait, si l'instabilité financière est suffisamment importante, elle peut mener à un quasi effondrement du fonctionnement des marchés financiers, une situation qui est alors qualifiée de crise financière.

¹ BARROS, Tonhy, « La crise financière internationale 2008-2009 face à l'économie congolaise », Université William Booth (U.W.B) 2011.

2.2. Quelques crises historiques

2.2.1. « Le jeudi noir » et la crise de 1929

Au lendemain de la première guerre mondiale, les Etats-Unis ont connu l'une des plus graves crises économiques de l'Histoire, c'est le krach de 1929 ou Jeudi noir. C'est une crise boursière qui se déroula à la bourse de New York entre les 24 et 29 octobre 1929. Le krach de 1929 est la conséquence de la spéculation boursière.

En octobre 1929, de fortes prises de bénéfices, une hausse des taux d'intérêt et des appels de marge entraînent la baisse des cours. Le jeudi 24 octobre, les cours s'effondrent (- 22%¹ sur le Dow Jones à la mi-journée). Les petits épargnants se bousculent à Wall Street pour y brader leurs actions. Des investisseurs institutionnels interviennent massivement pour soutenir les cours, et l'indice termine en baisse de 2,1% seulement sur un volume, colossal pour l'époque, de 12,9 millions d'actions échangées. Le lendemain et les jours qui suivent, l'effondrement du marché reprend et ruine. Puis la situation se stabilise à un niveau très bas. Entre 1929 et 1932, la production industrielle américaine diminue de près de la moitié. Le chômage explose en 1933, un quart de la main-d'œuvre disponible est sans travail. Au total, 4 000 banques font faillite dans l'année parce que nul ne veut les soutenir. Une crise économique, la panique gagne le monde entier. Chaque pays cherche son salut dans des mesures de protection nationale, dévaluant sa monnaie pour améliorer la compétitivité de ses exportations et réduire son déficit commercial.

2.2.2. Les crises contemporaines

La période contemporaine a été le théâtre d'une multitude de crises. Certaines études estiment d'ailleurs que les années consécutives à la Seconde Guerre mondiale, les « Trente glorieuses » en quelque sorte, ont été relativement épargnées, mais que la fréquence des crises s'est accrue depuis les années 1970, marquées par l'effondrement du système de Bretton Woods.

¹ MAURISE A, « **crise mondiale d'aujourd'hui** », Clément Juglar, 1999.

2.2.2.1. Le krach d'octobre 1987

La Bourse de New York connaît une hausse depuis le deuxième trimestre 1982. Depuis cette date, l'indice Dow Jones a triplé. Puis, à partir du 25 août 1987, le mouvement est remis en cause. La Bourse devient plus volatile et les cours connaissent une baisse

Un premier coup de semonce est donné le 19 octobre 1987 à Wall Street : à la suite d'un déficit commercial important des États-Unis et d'un relèvement des taux directeurs de la Bundesbank, le Dow Jones perd 22,6%¹ en une journée, les autres places boursières chutent également dans la même journée c'est le premier krach de l'ère informatique. Le 2 novembre 1987. Time Magazine fait sa couverture sur : « La panique s'empare du monde ». En 1988, les principales banques centrales, réunies à Bâle, recommandent l'adoption d'un ratio dit Cooke qui fixe à 8% le rapport entre les fonds propres et les engagements d'une banque. C'est l'accord dit « de Bâle-I ».

2.2.2.2. Crise japonaise du tournant des années 1980 et 1990

Dans les années 1980, le Japon est donné comme l'économie qui va conquérir la planète. La spéculation bat son plein, la bourse s'envole en trois ans, l'indice Nikkei passe de 13 000 à plus de 39 000 fin 1989². Les prix de l'immobilier grimpent en flèche.

Avec le début de la libéralisation, les banques se sont lancées dans de nouvelles opérations, plus rémunératrices, mais plus dangereuses lorsqu'elles finançaient le keiretsu.

À la fin des années 1980, l'inflation refait son apparition. La banque centrale du Japon monte ses taux et toute la belle mécanique se grippe. Le crédit coule moins facilement. Le prix des actifs va s'effondrer, notamment celui de l'immobilier. La chute de la Bourse est vertigineuse : d'un sommet à 39 000 environ fin 1989, l'indice Nikkei tombe à environ 14 300 en août 1992³. Il a fallu attendre 1998 pour que le système bancaire soit sauvé, grâce aux fonds publics. La croissance japonaise ne dépassera pas 1% l'an en moyenne sur toute la décennie 1990, malgré des taux d'intérêt très bas. Si bas que l'épargne japonaise ira se placer ailleurs.

2.2.2.3. La crise asiatique de 1997 et 1998

La crise financière asiatique commence le 2 juillet 1997 avec la dévaluation du baht thaïlandais, à la suite d'une vague de spéculation massive qui provoque une dépréciation plus

¹ JACQUES A la crise et après, Paris, Fayard, 2009, p 36.

² Olivier L., « **comprendre les crises financières** », FYROLLES PRATIQUES, 2022, p 81.

³ Idem, p 84.

importante de cette monnaie. Cette spéculation s'étend sur les pays voisins (Malaisie, Indonésie, puis la Corée du sud) frappés par la récession que connaît le Japon.

Dans ces pays, les monnaies partent également à la baisse, ainsi que les cours boursiers (d'environ 50% entre début juillet et la fin de 1997)¹. Ce qui rendait les monnaies des autres pays relativement plus chères, donc affectait leur compétitivité en termes de prix. La source des problèmes s'est située dans la sphère financière. La libéralisation et la transformation des systèmes financiers asiatiques, sans doute trop rapides, avaient eu des conséquences fâcheuses. Le contrôle de l'État sur le secteur financier s'étant affaibli, les banques ont pris davantage de risques, en effet les banques étrangères et banques locales font face à un problème de liquidité, qui risque de les rendre insolubles si elles ne trouvent rien à vendre.

2.2.2.4. La crise russe de 1998

En 1998, la Russie est très endettée, notamment pour financer le déficit Public. Il n'y a pas assez de réserves en devises à la banque centrale pour lui permettre de rembourser ses dettes en monnaies étrangères.

Du coup, l'État a pris l'habitude d'émettre de nouveaux titres pour financer les dettes qui arrivent à échéance. Ces titres, les « GKO », représentent 3,5% du PIB russe en 1995 ; à la fin de 1997, ils en représentent 14,4 %²

Mi-août 1998 elle annonça qu'elle ne peut plus honorer les emprunts qu'elle a contractés à l'étranger. D'autant que l'État émettait des titres (les GKO) à des taux d'intérêt faramineux. Mais chacun était persuadé que le FMI garantirait, d'une manière ou d'une autre, la dette russe, pour ne pas déstabiliser un pays qui avait hérité de l'arsenal nucléaire de l'URSS. La défiance sur les marchés commence à se propager par un effet de domino, premières victimes potentielles de la contagion les pays dits émergents. Devant ce risque, les États-Unis débloquent la participation financière qu'ils tardaient à verser au FMI. Du coup, celui-ci peut boucler, le 13 novembre 1998, un plan d'urgence de 41,5 milliards de dollars pour le Brésil. Celui-ci finira par céder aux attaques contre sa monnaie, mais seulement le 13 janvier 1999.

2.2.2.5. Le krach lent de la « nouvelle » économie

À la fin des années 1990, les marchés se prennent de passion pour la « nouvelle économie. L'émergence de cette dernière allait révolutionner toutes les « lois » de l'économie et mettre le

¹ ALLAIS M., « **crise mondiale d'aujourd'hui** » Clément Juglar, Paris, 1999, p 57.

² Olivier L., op-cit. P 45.

monde sur la voie d'une croissance forte sans inflation. Les valeurs Internet, cotées au Nasdaq, (les valeurs dotcom) connaissent un véritable engouement. A partir de mars 2000, et pendant une période d'environ deux ans, la Bourse américaine, entraînée vers le bas par le Nasdaq, part à la baisse et attire vers le bas les Bourses européennes. Il ne s'agit donc pas d'une chute brutale, mais d'une décrue régulière. Voilà pourquoi cette crise laisse moins de traces dans les esprits. Pourtant, les Bourses, qu'elles concernent la nouvelle ou la vieille économie, perdent, en deux ans, environ la moitié de leur valeur. Si le souvenir de ce krach lent s'est à ce point estompé, c'est sans doute aussi en raison du 11 septembre 2001 (qui avait temporairement jeté la panique dans les marchés) puis de l'affaire Enron. Pendant toute cette époque, les autorités monétaires américaines réagissent avec détermination. Elles baissent très fortement les taux d'intérêt, alimentant ainsi la crise qui interviendra quelques années plus tard nommée (crises subprimes).¹

- **Le déroulement de la crise des « subprimes »**

L'effet de l'innovation financière ainsi que la mondialisation s'est retourné sur le système financier international. La déréglementation des marchés financiers a stimulé différents établissements financiers à créer des nouveaux produits et d'exercer tous les métiers de la finance, ce qui a provoqué des problèmes récents à l'échelle mondiale pouvant même conduire à l'apparition des crises. Tel que le cas de la crise « subprimes ». On est en effet passé d'un problème de marché (les subprimes et leur diffusion via les produits structurés) à une crise financière (le marché des refinancements à court terme) puis à une crise bancaire, laquelle a eu, à son tour, des répercussions macroéconomiques en se propageant aux différents marchés mondiaux et à l'économie réelle.

La crise des subprimes a débuté avec les difficultés rencontrées par les ménages américains à faible revenu pour rembourser les crédits qui leur avaient été consentis pour l'achat de leur logement.

3. Comprendre La crise sanitaire

En 2019, le monde a pris connaissance de l'existence du coronavirus grâce à une déclaration officielle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une maladie respiratoire a émergé dans la ville chinoise de Wuhan, initialement considérée comme une épidémie locale,

¹ LACOSTE.O, op-cit, p 89.

mais elle s'est rapidement propagée au-delà des frontières asiatiques, constituant ainsi une menace pour la santé de millions de personnes dans le monde.

En effet, en peu de temps, les précautions à prendre et la lutte contre la pandémie de COVID-19 sont devenues la priorité commune de tous les pays. Le virus s'est rapidement propagé dans plus de 200 pays et territoires, transformant ainsi la situation en une pandémie mondiale. Cette propagation rapide a nécessité une coopération internationale sans précédent pour contenir la maladie, limiter sa transmission et réduire son impact sur la santé publique. Les mesures telles que les confinements, les restrictions de voyage, le renforcement des mesures d'hygiène et la recherche de vaccins ont été mises en place pour faire face à cette crise mondiale. La solidarité et la coordination entre les pays sont essentielles pour surmonter cette pandémie et assurer la sécurité et le bien-être de tous.

Selon Data WHO Une fois propagée dans presque tous les pays du monde, le nombre de cas de contamination détectés a dépassé 775 millions, tandis que près de 7 millions de personnes ont subi des décès¹

3.1. Définition de la crise sanitaire

Selon l'OMC, les crises sanitaires se caractérisent par des événements qui affectent la santé d'un grand nombre d'individus. Cette crise pourrait être un facteur important d'augmentation de la mortalité ou de la surmortalité dans des secteurs géographiques spécifiques ou sur la planète dans son ensemble. Ils sont déclarés par l'État, elles sont parfois très médiatisées et le rôle des médias peut être central.

3.2. Les caractéristiques d'une crise sanitaire

Pour être considérée comme une crise sanitaire, il existe deux principales conditions à remplir :

- Tout d'abord, la situation doit être une urgence sanitaire qui représente une menace pour la santé de la population à grande échelle.
- Ensuite, il doit s'agir d'une situation inédite ou nouvelle qui n'a jamais été expérimentée auparavant.

En d'autres termes, la crise doit être quelque chose qui nécessite une réponse rapide et innovante pour lutter contre la propagation de maladies de grande envergure. Dans le cas de la

¹ <https://data.who.int/dashboards/covid19/deaths?n=c>, consulté 05/04/2024 à 6h00.

pandémie mondiale de COVID-19, les deux de ces critères ont été remplis, ce qui en fait une crise sanitaire sans précédent.

3.3. Les conséquences d'une crise sanitaire

Les crises sanitaires peuvent entraîner des augmentations significatives des indicateurs de mortalité et de morbidité. Ces situations mettent souvent en lumière les dysfonctionnements du système de santé qui nécessitent des améliorations et une restructuration. En cas d'une épidémie, les scientifiques et les professionnels de la santé ont besoin de travailler ensemble pour trouver des solutions à ces problèmes. Le temps nécessaire pour trouver des solutions peut varier considérablement en fonction de la gravité et de la complexité des situations. Il est essentiel que les mesures appropriées soient prises rapidement pour contenir la propagation de la maladie et protéger la santé et le bien-être de la population.

Dans une situation de crise sans précédent, il est possible que les pouvoirs publics se trouvent confrontés à des difficultés et des défis importants. Cependant, ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la protection et la sécurité de la population.

Conclusion

En conclusion, Pour assurer une gestion financière avisée, il est crucial de maîtriser les notions de base sur la santé financière, l'assurance et les crises économiques. La santé financière d'un individu ou d'une entreprise repose sur une compréhension approfondie de la gestion des revenus, des dépenses et des investissements. Une bonne santé financière permet de se préparer aux imprévus et de saisir les opportunités d'investissement, tout en minimisant les risques de surendettement. L'assurance, quant à elle, joue un rôle clé en offrant une protection contre divers aléas, tels que les maladies, les accidents ou les catastrophes naturelles, ce qui contribue à stabiliser les finances personnelles et professionnelles. En comprenant ces concepts, on peut élaborer des stratégies financières robustes, adaptées à ses objectifs et à son profil de risque.

Les crises économiques, qu'elles soient d'origine financière, sanitaire ou géopolitique, ont des répercussions profondes sur l'économie mondiale et individuelle. Elles peuvent entraîner des pertes d'emplois, des baisses de revenus et une instabilité des marchés financiers. Cependant, une connaissance approfondie des mécanismes des crises et de leurs impacts permet de mieux anticiper et de réagir de manière proactive. Par exemple, diversifier ses investissements ou maintenir un fonds d'urgence peut atténuer les effets négatifs d'une récession. Ainsi, en cultivant une solide compréhension de la santé financière, de l'assurance et des dynamiques des crises économiques, on renforce sa capacité à s'adapter aux fluctuations économiques, favorisant ainsi une stabilité financière à long terme.

CHAPITRE 02

**Les méthodes d'analyse la santé
financière**

Chapitre 02 : Les méthodes d'analyse la santé financière

L'analyse de la santé financière d'une entreprise ou d'un secteur revêt une importance capitale dans le monde des affaires. Elle permet de mesurer la capacité d'une entité à générer des revenus suffisants pour couvrir ses coûts et ses obligations financières, à court et à long terme. Parmi les principaux indicateurs utilisés pour évaluer la santé financière, on trouve la rentabilité, la solvabilité et la liquidité.

Dans ce chapitre, on va explorer différentes méthodes d'analyse de la santé financière, telles que l'analyse des ratios financiers, la rentabilité et la solvabilité.

Section 01 : La rentabilité

La rentabilité est un indicateur pour mesurer la performance financière d'une entreprise et sa capacité à générer des bénéfices à partir de ses activités. Dans cette section, on va explorer les différentes façons dont la rentabilité peut être mesurée et interprétée.

1. Définition de rentabilité

- **Selon RAMAGE. Pierre**, La rentabilité peut être définie comme étant : un indicateur d'efficacité établissant une comparaison entre les résultats obtenus et les moyens mis en œuvre pour obtenir ce résultat. En outre c'est l'aptitude d'un capital à dégager un bénéfice »¹, Cette définition de La rentabilité nous montre que la rentabilité est un retour sur investissement.
- **Selon Gérard Naulleau et Michel Rouach**, La rentabilité constitue un indicateur de performance le plus synthétique qui soit et c'est bien sûr au travers la mise en place d'une comptabilité analytique que cet élément peut être appréhendé ², Cette définition qui intègre la dimension de performance de l'entreprise comme objectifs de l'évaluation de la rentabilité
- **Selon Colaisse (1993)**, donne la définition suivante : la rentabilité est « l'aptitude de l'entreprise à sécréter un résultat exprimé en unités monétaires »³. La rentabilité est donc un critère de ce qui est rentable, c'est-à-dire soit qu'il produit une rente et par expansion donne un bénéfice suffisant, soit qu'il donne des bons résultats.

La rentabilité est donc la capacité d'une entreprise à générer un niveau de revenu ou de résultat en proportion des ressources investies, exprimée en taux de rentabilité. Cela implique

¹ RAMAGE, Pierre, **Analyse et diagnostic financier**, Edition d'organisation, Paris, p 145.

² MOISSON, M, « **Étude de la rentabilité des entreprises** », Edition d'organisation, Paris, 1962, p 28.

³ COLAISSE B, **La gestion financière de l'entreprise**, PUF, Paris, 1993, p 299.

de maintenir et de rémunérer de manière permanente les capitaux investis pour produire un résultat exprimé en unités monétaires. En résumé, la rentabilité mesure l'efficacité de l'entreprise à utiliser ses ressources pour générer un profit.

2. Types de rentabilité

Etant donné qu'il y a plusieurs niveaux de résultats, lesquels sont obtenus à partir de différents moyens (économiques, financiers...), la rentabilité comporterait donc plusieurs facettes dans la mesure où l'entreprise doit (peut) satisfaire ses différents partenaires qui ont des perceptions divergentes de la performance. Dans le cadre du calcul de la rentabilité, on distingue trois catégories de rentabilité, il s'agit de :

- La rentabilité économique ;
- La rentabilité financière ;
- La rentabilité commerciale ;
- La rentabilité d'exploitation ;
- La rentabilité de la marge d'assurance nette.

2.1. La rentabilité économique (RE)

2.1.1. Définition de la rentabilité économique (RE)

« La rentabilité économique est un indicateur synthétique qui exprime l'efficience du processus d'exploitation. Elle met en cause le rapport entre une mesure du résultat et les actifs avancés afin de l'obtenir »¹

« La rentabilité économique permet d'apprécier si une opération (par exemple un investissement réalisé par l'entreprise) dégagera un cout pour l'entreprise ou au contraire permettra de réaliser un excédent. Donc mesure l'efficacité des moyens de production mis en œuvre dans le cadre de son activité »²

2.1.2. Mode de calcul de la rentabilité économique (RE)

La rentabilité économique se mesure par le ratio suivant :

$$\frac{\text{Résultat net}}{\text{capitaux permanent}}$$

¹ ALAIN, Marion, Op-Cit, P 183.

² RAMAGE, Pierre, Op-Cit. P 145.

La rentabilité économique appelée aussi « rentabilité nette de l'investissement », elle correspond à ce que les Américains et Britanniques appellent « Return On Investment » (ROI) en sigle. Elle exprime la rentabilité des actifs investis dans l'entreprise.

2.2. La rentabilité financière (RF)

2.2.1. Définition de la rentabilité financière

« La rentabilité financière mesure la rentabilité d'une entreprise du point de vue de chaque pourvoyeur de fond, que ce soit des actionnaires ou des prêteurs. En ce qui concerne la rentabilité du point de vue des actionnaires, il s'agit d'estimer le taux de rémunération du capital financier, c'est-à-dire la rentabilité d'investissement réalisé par les propriétaires de l'entreprise »¹

« La rentabilité financière n'est pas seulement une référence pour apprécier la rentabilité des capitaux investis par les actionnaires, c'est aussi un indicateur pertinent de la mesure du potentiel de financement interne de la croissance de l'entreprise »²

2.2.2. Mode de calcul de rentabilité financière

La rentabilité financière fait référence, au dénominateur, à des capitaux investis par les bailleurs de fonds de l'entreprise, actionnaire et prêteur. Elle se mesure par le ratio suivant³ :

$$\frac{\text{Résultat net}}{\text{capitaux propre}}$$

La rentabilité financière intéresse surtout les associés, si elle est élevée et, notamment, si elle est supérieure au taux d'intérêt pratiqué sur le marché financier (effet de levier favorable).

La rentabilité financière appelée aussi « Return On Equity » (retour sur fonds propres investis), (ROE) ne mesure pas la rentabilité à long terme de la société mais seulement la rentabilité comptable de l'exercice en question. Celle-ci peut dépendre de facteurs exceptionnels tels que la réalisation de plus-values ou la réalisation de bonis et malis importants.

Son interprétation doit être faite avec prudence en particulier après une année de déficit qui va générer non seulement une baisse du dénominateur (les capitaux propres) mais aussi une créance fiscale qui maximisera le résultat net comptable de l'année suivante. Cette indicatrice est néanmoins très utilisée à la fois en tant qu'outil de communication financière ou comme objectif de performance financière.

¹ GINGLINGER, « Gestion financière de l'entreprise », Édition Dalloz, Paris. P 37.

² ALAIN, Marion, Op-Cit, p. 189.

³ RAMAGE, Pierre, Op-Cit, p. 146.

2.3. La rentabilité commerciale (RC)

2.3.1. Définition de la rentabilité commerciale (RC)

La rentabilité commerciale représente la politique de prix de l'entreprise et la marge brute qu'elle dégage sur le prix de revient des produits qu'il vend. La rentabilité commerciale est un indicateur de gestion essentiel à l'activité des entreprises de distribution¹ :

- Des conditions d'approvisionnement ;
- De sa politique de prix est-elle la possibilité de répercuter sur ses prix de vente la hausse des coûts de ses achats ;
- De sa politique de produits élargissement de la gamme des produits commercialisés.

2.3.2. Mode de calcul de la rentabilité commerciale (RC)

La rentabilité commerciale se par le ratio suivant :

$$\frac{\text{Résultat net}}{\text{chiffre d'affaires}}$$

2.4. La rentabilité d'exploitation

2.4.1. Définition de la rentabilité d'exploitation

Cet indicateur de la trésorerie dégagée par l'entreprise est un indicateur avancé de la rentabilité économique d'une affaire, généralement ce ratio est supérieur à 10% dans les entreprises industrielles et oscille entre 6% et 8% dans les entreprises de négoce.

Le premier but d'une entreprise est de créer de la richesse. Pour cela, une batterie d'indicateurs s'attache à mesurer la rentabilité d'affaire².

2.4.2. Mode de calcul de la rentabilité d'exploitation

La rentabilité d'exploitation se par le ratio suivant :

$$\frac{\text{Marge d'assurance nette}}{\text{chiffre d'affaires}}$$

Où le chiffre d'affaires Primes émises + coûts de police.

¹ REDJEM, Necib, « Méthodes d'analyse financière », Édition DAR EL OULOUM, 2005, P 100.

² [tps://www.google.com/search?q=la%20rentabilit%C3%A9%20d%27exploitation&ie=utf-8&oq=utf-8&aq=t&rls=org.mozilla:fr:official&client=firefox-a&source=hp&channel=np&gws_rd=ssl](https://www.google.com/search?q=la%20rentabilit%C3%A9%20d%27exploitation&ie=utf-8&oq=utf-8&aq=t&rls=org.mozilla:fr:official&client=firefox-a&source=hp&channel=np&gws_rd=ssl). Consulté le 15/04/2024 à 13h.

Ce ratio mesure l'intégration de l'entreprise dans le processus de production ainsi que le poids des prestations dans les primes émises (CA).

2.5. La rentabilité de la marge d'assurance nette

2.5.1. Définition de la rentabilité de la marge d'assurance nette

La marge nette ou marge bénéficiaire nette est un élément comptable qui permet de donner en pourcentage la rentabilité d'une entreprise. C'est un ratio permet de déterminer ce que gagne une entreprise une fois payées toutes ses charges¹

2.5.2. Mode de calcul de la rentabilité de la marge d'assurance nette

La rentabilité de la marge d'assurance nette se par le ratio suivant :

$\frac{\text{Résultat technique opérationnel}}{\text{Marge d'assurance nette}}$

Ce ratio mesure l'excédent de la marge d'assurance nette sur les charges rémunérées par cette dernière (charges de fonctionnement dotations).

3. Effet de levier

L'effet de levier est considéré comme l'un des mécanismes les plus importants en gestion financière².

3.1. Définition de l'effet de levier

L'effet de levier est la différence engendrée par l'endettement financier entre la rentabilité financière et la rentabilité économique. L'effet de levier de la dette permet d'apprécier l'influence de l'endettement sur la rentabilité des capitaux propres.

3.2. Mécanisme de l'effet de levier

Lorsqu'une entreprise s'endette pour investir dans son outil industriel et commercial, elle génère normalement un résultat d'exploitation supérieur aux frais financiers de l'endettement, ce qui crée un surplus de rentabilité économique par rapport au coût de l'emprunt. (Qui est la Différence entre le résultat dégagé et le coût de l'endettement).

Ce surplus est distribué aux actionnaires (propriétaires) et augmente la rentabilité des capitaux propres, d'où l'appellation d'effet de levier de l'endettement.

¹ https://www.memoireonline.com/05/10/3507/m_Diagnostic-financier-des-entreprises-dassurances-au-Rwanda-12.html. Consulté le 15/04/2024 à 17h.

² Dr. LAZREG.M, Dr. GODIH.D, Les stratégies de croissance externe et d'internationalisation, in revue d'études économiques et financières, N° 01, 2018.

Cependant, si la rentabilité économique devient inférieure au coût de l'endettement, l'effet de levier s'inverse et réduit la rentabilité des capitaux propres, laissant la rentabilité économique supérieure à la rentabilité des capitaux propres.

L'effet de levier est un outil financier qui peut aider une entreprise à augmenter ses bénéfices, mais il doit être utilisé avec prudence et en évaluant les risques

3.3.Calcul de l'effet de levier

L'effet de levier est le multiplicateur de l'endettement sur la rentabilité économique. Il mesure l'incidence favorable qui peut exercer le recours à l'endettement sur la rentabilité financière de l'entreprise. Rentabilité financière est alors égale :

- **Rentabilité financière** = rentabilité économique + effet de levier
- **Effet de levier** = rentabilité financière – rentabilité économique
- **Effet de levier** = $R'f - R'e (R'e - i) \cdot D/CP$
- **R'e** : Rentabilité économique après impôt
- **R'f** : Rentabilité financière après impôt
- **CP** : Capitaux Propres
- **D** : Dettes
- **i** : Coût de la dette après impôt

Dans cette formule le rapport D/CP représente le levier financier ou bras du levier.

3.4.Interprétation effet de levier

L'analyse de l'effet de levier permet de mesurer l'effet positif ou négatif de l'endettement sur la rentabilité, en comparant le coût de l'endettement à la rentabilité économique.

- **L'effet de levier est positif** : Dans ce cas, la rentabilité financière est supérieure à la rentabilité économique, donc on peut dire que l'endettement est favorable c'est-à-dire l'entreprise peut s'endetter
- **L'effet de levier est négatif** : Dans ce cas, la rentabilité financière est inférieure à la rentabilité économique, donc le coût de l'endettement n'est pas couvert par la rentabilité économique c'est-à-dire l'endettement est défavorable, cela signifie que l'entreprise ne peut pas rejeter des dettes.
- **L'effet de levier négatif** : est appelé effet de massue, l'entreprise doit limiter son endettement. Cela lui sera d'autant plus facile que les prêteurs, disposés à financer une

entreprise dont la rentabilité économique est inférieure au taux d'intérêt des prêts, seront plus nombreux.¹

- **L'effet de levier est nul** : Dans ce cas, l'endettement est neutre c'est-à-dire la rentabilité financière est égale à la rentabilité économique.

¹ Gérard Melyon, « **Gestion Financiers** », BREAL, 4e Edition, 2007, P 179.

Section 02 : La solvabilité

La solvabilité est un concept clé dans le monde de la finance. Elle fait référence à la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes à temps et en intégralité. Une entreprise solvable est en mesure de couvrir ses obligations financières avec ses actifs et ses revenus, ce qui lui permet de maintenir une situation financière stable et de poursuivre ses activités à long terme.

L'évaluation de la solvabilité est donc un aspect essentiel de l'analyse financière d'une entreprise. Les investisseurs, les banques et les créanciers examinent régulièrement la solvabilité d'une entreprise avant de décider de lui accorder des financements ou de lui confier des projets.

La solvabilité d'une entreprise peut être influencée par de nombreux facteurs, tels que la rentabilité, la structure financière, les flux de trésorerie et les risques liés à l'activité. Les entreprises doivent donc mettre en place des stratégies de gestion financière efficaces pour maintenir une solvabilité saine et stable. Cela peut inclure la diversification des sources de financement, la gestion des risques financiers, l'optimisation de la gestion de la trésorerie et la surveillance régulière de la solvabilité de l'entreprise.

1. Définition de la solvabilité

La solvabilité est la capacité d'une entreprise à honorer ses dettes à court et long terme, ce qui peut être mesuré par des ratios financiers et est important pour les investisseurs et les agences de notation financière.

2. Analyse de la solvabilité

La solvabilité est analysée à partir de trois indicateurs de gestion fondamentaux, le fonds de roulement net global, le besoin en fonds de roulements et la trésorerie nette. Mis en relation chaque indicateur est calculé par différence entre un montant de ressource et un montant d'emplois correspondant au même cycle.

2.1. Le Fonds de Roulement**2.1.1. Définition du Fonds de Roulement**

- Selon J. PEYRARD, le fonds de roulement est l'excédent des capitaux permanents (capitaux propres + dettes à long et à moyen terme) sur l'actif immobilisé. Autrement dit

c'est la partie des capitaux permanents qui est affectée au financement du cycle d'exploitation.¹

- Selon RAMA, « Le fonds du roulement net global est la partie des ressources durable qui concourt au financement de l'actif courant »²
- Selon EVRAERT, « Le fonds de roulement net global ou fond de roulement fonctionnel est égale à la différence les ressources et les emplois stable ou cycliques »³

L'équilibre financier fondamental d'une firme est assurée lorsque le rendement de son actif est au moins égal à son coût du capital. Les ressources stables financent les besoins durables

2.1.2. Calcul du Fonds de Roulement

Le fonds de roulement se calcule généralement de deux façons, sur la base des postes du bilan arrêté à une date déterminée⁴. Donc il se calcule à partir des éléments du haut du bilan tout comme ceux du bas du bilan :

- **À partir du haut du bilan**

Ce mode de calcul met l'accent sur l'origine du fonds de roulement et sur les variables déterminantes de ces fonds.

Fonds de roulement = capitaux permanents - actif Immobilisé
--

Fonds de roulement = Ressources stables – emplois stables
--

- **À partir du bas du bilan**

Le problème financier dans l'entreprise peut être abordé selon deux optiques différentes celle du financement à long terme et celle du financement à court terme.

Fonds de roulement = actifs courant - dettes à court terme

¹ J. PEYRARD, *Analyse financière*, 9 éd. Paris, 2006, p 164.

² RAMA, Pierre. « *Analyse et diagnostic financier* », Paris, d'organisation. 2001, p 71.

³ EVRAERT, S. « *Analyse et diagnostic financier* », 2eme édition, Paris, EYROLLES, 1992, p 106.

⁴ ECOHEN, *Analyse financière, édition Economica*, 5 éd, Paris, 2004, p 267.

2.1.3. Typologie de Fonds de Roulement

- **Fonds de Roulement Propre (FRP)**

Ils sont définis comme étant une partie du fonds de roulement qui est financée par les capitaux propres, ils se calculent de la manière suivante :

Fonds de roulement propres = capitaux propres - actifs permanents
Fonds de roulement propres = capitaux permanents – dettes à long terme- actifs permanents
Fonds de roulement propres = fonds de roulement – dettes à long terme

- **Fonds de Roulement Global (FRG)**

C'est l'ensemble des comptes de l'actif qui est sous la responsabilité de l'exploitation de l'entreprise, c'est aussi l'ensemble des actifs courant. Ils se calculent de la manière suivante :

Fonds de roulement global = actifs courant
Fonds de roulement global = total de l'actif – actif permanents
Fonds de roulement global = fonds de roulement net + dettes à court terme
Fonds de roulement global = total fonds du passif - actifs permanents

- **Fonds de Roulement Étranger (FRE)**

Le fonds de roulement étranger complète le fonds de roulement, il y a une partie du fonds de roulement qui est financée par le fonds d'argent étranger. Il se calcule comme suit :

Fonds de roulement étrangers = total du passif – capitaux propres
Fonds de roulement étrangers = fonds de roulement net - fonds de roulement propres + dettes à court terme

2.1.4. Interprétation du résultat

La notion de FR, qui représente le ratio de financement, revêt une grande importance en tant qu'indicateur de la structure financière d'une entreprise. Il permet d'évaluer sa solvabilité et son risque de faillite. Trois scénarios peuvent se présenter¹ :

- **FR = 0 (AC = PC) :** Les actifs courant sont entièrement financés par des passifs courants. L'équilibre Financier minimum est atteint. Elle signifie également que les rentrées prévisibles (AC) assurent tous les règlements prévisibles (PC). Mais si l'équilibre de l'entreprise semble être atteint, Celle-ci ne dispose d'aucun excédent de ressources à long terme pour financer son cycle d'exploitation ce qui rend son équilibre financier précaire. Concernant la solvabilité à court terme de l'entreprise, elle est assurée. Toutefois il ne faut pas oublier que l'entreprise peut être parfois confrontée à un ensemble de risque notamment les problèmes de la mévente des produits ou le recouvrement d'une créance. Cette asymétrie de risque oblige parfois l'entreprise de se constituer une certaine marge de sécurité c'est-à-dire avoir un $FR > 0$.
- **FR > 0 (AC > PC) :** Sous cette hypothèse les capitaux permanents permettent de financer à la fois l'ensemble des immobilisations et une partie des actifs courants. Ou encore les liquidités potentielles à CT excèdent les exigibilités potentielles à CT. Dans ce cas l'équilibre financier est donc respecté, l'entreprise dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme. L'entreprise peut être qualifiée de solvable du moment qu'elle dispose d'un stock de sécurité lui permettant de faire face à des Eventuelles conditions défavorables.
- **FR < 0 (AC < PC) :** Cette situation signifie l'existence d'un certain déséquilibre financier puisque les liquidités de l'entreprise ne suffisent pas régler la totalité des Dettes. Le risque d'insolvabilité est important du moment que la règle prudentielle de l'équilibre financier n'est pas respectée. L'entreprise est dans ce cas de financer une partie de ses emplois à long terme à l'aide des ressources à court terme ce qui lui fait courir un risque important d'insolvabilité. Une telle réaction de déséquilibre financier entraine généralement une action rapide de la part de l'entreprise pour accroître ses ressources à long terme et retrouver un fonds de roulement excédentaire. Il est à noter que cette situation de déséquilibre financier est très fréquente dans les entreprises de distribution caractérisées par une ration de rotation des actifs courants supérieur à celui des passifs courants et une grande partie des

¹ TALEB, Lotfi « chapitre 03 cours de gestion financière 2ème ESSE CT », P 02.

passifs courants correspondantes à des dettes renouvelables et qui ne donnent pas lieu à un paiement effectif ».

2.2. Le besoin en fonds de roulement (BFR)

2.2.1. Définition du besoin en fonds de roulement (BFR)

Le besoin de financement du cycle d'exploitation correspond aux décalages de trésorerie entre les encaissements et les décaissements liés à l'activité d'exploitation d'une entreprise. Ce besoin doit être comblé en négociant des délais de paiement plus longs avec les fournisseurs, en utilisant l'excédent du fonds de roulement ou en utilisant les liquidités disponibles.

- Selon THIBIBIERGE, « Le BFR représente la différence entre les actifs d'exploitation (stocks et créances clients) et les dettes d'exploitation. Il s'exprime alors par la différence entre les besoins nés du cycle d'exploitation (financement des stocks et des créances) et les ressources d'exploitations (dettes à court terme) »¹
- Selon J-YEGLEM.A. PHILIPPS. Et C.RAULET, « Le BFR est défini comme suit : L'actif courant est la partie de l'actif dont l'essentiel assure le cycle d'exploitation de l'entreprise et qui passe à chaque renouvellement de cycle de la forme d'actif physique tel que les stocks à la forme de créance, puis de disponibilité, les quelles se transforment à nouveau en physique pour recommencer un nouveau cycle »²

2.2.2. Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR)

BFR = (VE+VR) – DCT hors trésorerie
BFR = (Stocks + Créances clients) – Dettes fournisseurs
BFR = Emplois cycliques – Ressources cycliques
BFR = AC hors trésorerie – DCT hors trésorerie

2.2.3. Type de besoin en fonds de roulement (BFR)

Le besoin en fonds de roulement se décompose en deux types de besoins distincts :

- **Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) :** C'est le besoin de financement résultant des décalages de trésorerie entre les encaissements et les décaissements liés à l'activité d'exploitation. Il est principalement lié aux délais de paiement des clients et des fournisseurs, ainsi qu'à la gestion des stocks. Le BFRE est un indicateur important de la gestion de la trésorerie et de la santé financière d'une entreprise.

¹ 26 THIBIERGE, Christophe. « Analyse financière », Paris, décembre 2005.p 46.

² YEGLEM, J, PHILIPPES, A, RAULET, C. Analyse comptable et financière. 8ème Edition, Paris, 2000, p 59.

- **Le besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE) :** Il s'agit du besoin de financement lié aux éléments non liés à l'activité d'exploitation de l'entreprise. Cela peut inclure des éléments tels que les investissements en immobilisations, les acquisitions d'entreprises, les remboursements d'emprunts à long terme, les dividendes versés aux actionnaires, etc. Le BFRHE est généralement évalué séparément du BFR pour mieux comprendre les flux financiers hors exploitation.

2.2.4. Interprétation du fonds de roulement (BFR)

Du fait que le BFR est une soustraction entre deux valeurs. Il peut être positif, négatif ou nul.¹ :

- **BFR positif :** signifie que les emplois cycliques d'exploitation sont supérieurs aux ressources cycliques d'exploitation.
- **BFR nul :** signifie que les emplois cycliques d'exploitation et les ressources cycliques d'exploitation sont égaux.
- **BFR négatif :** signifie les emplois cycliques d'exploitation sont inférieurs aux ressources cycliques d'exploitation.

2.3. Trésorerie nette (TN)

2.3.1. Définition de Trésorerie nette (TN)

Représente les disponibilités de l'entreprise après le financement du fonds de roulement et du besoin en fonds de roulement.

Selon EGLEMJY, PHILIPS, RAULETC, « l'ensemble des actifs rapidement transformable en liquidités pour le règlement des dettes à court terme »²

2.3.2. Calcul de Trésorerie nette (TN)

La TN se calcule par deux méthodes :

$TN = FR - BFR$
$TN = \text{disponibilité (trésorerie actif)} - \text{trésorerie passif (avances bancaires, facilités de caisse, découverts bancaires, etc.)}$

2.3.3. Interprétation de Trésorerie nette (TN)

- **Une trésorerie positive ($T > 0$) :** $FR > BFR$ le fonds de roulement net global finance intégralement le besoin en fonds de roulement. C'est à-dire le fonds de roulement est

¹Pr. OUDAI, M. cours 2^{ème} année analyse financière école supérieure de commerce chapitre 05. P 02.

² EGLEMJY, PHILIPS, RAULETC, « Analyse comptable et financière », éditions DUNOD, 8^{es} éditions, Paris, 2000, p 102.

suffisamment élevé pour assurer le financement stable du cycle d'exploitation d'une part, et la disponibilité de l'entreprise d'autre part. L'excédent de fonds de roulement net global constitue la trésorerie positive. Si cette situation se perpétue, il faut veiller à ce que la trésorerie positive ne soit pas excessive et envisager des placements rémunérateurs.

- **Une trésorerie nulle ($T=0$)** : $FR = BFR$ dans ce cas, les ressources financières de l'entreprise suffisent juste à satisfaire ses besoins (Fonds de roulement Besoin en Fonds de roulement). La situation financière de l'entreprise Est équilibrée mais celle-ci ne dispose d'aucunes réserves pour financer un surplus de dépenses que ce soit en termes d'investissement ou de d'exploitation.
- **Une trésorerie négative ($T<0$)** : $FR < BFR$ dans ce cas, l'entreprise ne dispose pas suffisamment de ressources financières pour combler ses besoins. Elle doit donc recourir à des financements supplémentaires à courts termes (découverts bancaires...) pour faire face à ses besoins de financement d'exploitation. Il y a donc un risque financier à court terme si l'entreprise ne parvient pas à accroître rapidement ses ressources financières à long terme, ou à limiter ses besoins d'exploitation à court terme. Ce risque consiste surtout au problème de dépendance financière de l'entreprise vis-à-vis de ses créanciers, cette dépendance peut se traduire par un risque de non renouvellement des crédits.

Sous cette hypothèse, une situation extrême peut se présenter celle d'un $FR < 0$ et $BFR > 0$. Dans ce cas l'entreprise a recours aux découverts bancaires non seulement pour financer son exploitation, mais aussi pour financer ses investissements. C'est une situation qui peut mettre l'entreprise en danger de cessation de paiements, car les investissements (LT) qui ne produisent pas immédiatement des profits sont financés par des ressources qu'il faudra rembourser à très court terme.

Section 03 : La méthode des ratios

1. Définition d'un ratio

Un ratio est un rapport entre deux quantités variables entre lesquelles existe une relation logique de nature économique ou financière. Sans ce lien logique, un ratio est un simple chiffre inexploitable dans le diagnostic financier. La nature du lien est très large¹. Ça peut être :

- **Une relation de simple comparaison** relation d'éléments appartenant à un même ensemble. Tel est le cas des ratios de structure financière qui comparent en pourcentage la valeur d'un poste du bilan financier par rapport au total de l'actif (ou du passif). Il s'agit alors d'identifier le poids relatif d'un élément de stock sous forme d'un rapport stock/stock.
- **Une relation de cause à effet** on cherchera, par exemple dans les ratios de rentabilité, à mettre en rapport le résultat obtenu avec les moyens mis en œuvre dans ce but. C'est le cas aussi des ratios de productivité où, par exemple, il existe un lien de causalité entre le capital ou les effectifs de l'entreprise et la valeur ajoutée produite.

On présente dans cette partie, quatre types de ratios :

- Ratios d'activité ;
- Ratios technique et financiers ;
- Ratios sur les résultats

2. Les étapes d'analyse par les ratios d'un assureur dommage

La méthodologie d'analyse de la rentabilité au sein des compagnies d'assurance est la même sollicité par les autres entreprises. Les rubriques d'analyses sont les spécificités des états financiers des sociétés d'assurance, les agrégats du bilan et les composantes du compte de résultat.

2.1. L'analyse du compte de résultat

Les comptes techniques sont essentiels pour analyser le compte de résultat d'une compagnie d'assurance. La compilation des résultats de ces comptes détermine le résultat d'exploitation.

¹ D.OGIEN, *Gestion financière de l'entreprise*, édition Dunod, Paris, 2008 ; p 74.

L'évolution des primes émises reflète l'effort commercial de la société et enfin le résultat financier par branche, il s'obtient par la différence entre les produits et les charges des placements affectés aux opérations d'assurances ¹

2.1.1. L'analyse du compte technique

L'évolution de la rentabilité technique de l'assureur dommages peut se résumer à l'évolution de son « ratio combiné celui-ci mesure l'ensemble des sinistres provisionnés ou payés par l'entreprise ainsi que l'ensemble des frais engagés par rapport aux primes d'assurance, encaissées ²

2.1.1.1.L'analyse des primes

L'activité commerciale de l'assureur se traduit par la couverture d'un risque pour une période de temps déterminé en échange duquel son client lui verse une prime d'un montant préalablement défini. Lorsque la prime est encaissée par l'assureur, elle est dite « émise ».

En fonction de son appétit pour le risque et/ou de sa solidité bilancielle, l'assureur se réassurera de montants plus ou moins élevés. La prime brute devient après réassurance une prime nette, elle est dite « nette de réassurance ».

Les polices d'assurance et donc les primes ne sont pas toutes émises le 1 janvier mais à tout moment de l'année souscrite en général pour une durée d'une année, l'assureur enregistre, dans son compte de résultat, la prime au prorata temporise : la prime sera alors dite « acquise ».

La prime brute émise initialement devient au bout du compte une prime nette acquise. Elle servira de dénominateur au calcul du ratio combiné.

2.1.1.2.L'analyse de la sinistralité

Second pilier de l'analyse de la rentabilité technique du compte d'exploitation en assurance dommages, les sinistres constituent la partie cruciale de l'étude du ratio combiné et requiert le plus d'attention³

¹ <https://anouarelka.wordpress.com/2015/11/13/analyse-des-etats-financiers-des-compagnies-dassurance/>. Consulté le :23/04/2024, à : 19 H.

² TRAINAR, P., THOUROT, P., Op-Cit, P 324, 325, 326.

³ Idem P 327, 328, 329,

- **Le montant des sinistres provisionnés**

Le compte de résultat d'un assureur inclut les sinistres enregistrés, qui alimentent le calcul du ratio combiné. Cela englobe également les sinistres futurs non encore déclarés, mais estimés en termes de coûts par l'assureur. L'actuaire joue un rôle crucial en déterminant la provision à constituer, en se basant sur diverses données statistiques et estimations telles que la fréquence et le coût moyen des sinistres, l'inflation et les tendances jurisprudentielles.

Les sinistres provisionnés représentent un engagement technique inscrit au passif du bilan de l'assureur, reflétant le montant estimé des sinistres qu'il devra éventuellement payer. Lorsque ces sinistres sont réglés, la provision diminue en conséquence.

Si le mix d'activité et la sinistralité restent constants, une compagnie d'assurance enregistrant une croissance de son activité verra les nouvelles provisions de sinistres excéder les sinistres réglés. Cela se traduira par une augmentation des provisions techniques du groupe.

- **Le suivi de la provision pour sinistre**

Un point important à noter, compte tenu de son cycle d'exploitation inversé, est que l'assureur vend un service dont le coût exact est inconnu au moment de la vente. Par conséquent, la provision pour sinistres sera régulièrement suivie et ajustée en fonction des nouvelles informations disponibles pour les actuaires. Ces informations peuvent provenir de l'expérience de l'assureur, de données spécifiques du marché ou des concurrents, ainsi que d'examens actuariels indépendants.

Les provisions pour sinistres doivent être considérées comme une somme d'éléments instables dont le montant varie dans le temps. Elles font l'objet d'ajustements, qui peuvent être positifs (bonis de liquidation) ou négatifs (malis de liquidation), au fil du temps.

L'examen et l'évolution des bonis ou malis de liquidation au fil du temps fournissent des informations sur le degré de prudence de la politique de provisionnement de l'assureur. Cela peut également refléter une phase particulière du cycle de provisionnement dans un pays ou dans une branche d'activité spécifique.

Remarque

Mesuré en pourcentage des primes, un pourcentage positif indiquera un dégagement de réserves (boni de liquidation). En revanche, un pourcentage négatif signalera un effort de renforcement des réserves techniques (mali de liquidation).

Cela permet d'analyser l'évolution de la sinistralité ajustée pour les mouvements de provisions. De plus, certaines années, l'assureur peut être confronté à des sinistres d'une ampleur exceptionnelle, ce qui alourdit sa charge de sinistres annuelle et affecte l'évolution de son ratio de sinistralité.

2.1.1.3. L'analyse de coûts

En plus du coût des sinistres, l'assureur doit engager des dépenses nécessaires à son activité commerciale, notamment pour l'acquisition des primes, la gestion et le règlement des sinistres. Il est important de noter que, selon l'organisation des assureurs opérant sous forme de groupe, les coûts de la maison mère (direction générale et fonctions centrales, y compris les coûts réglementaires) peuvent être réalloués ou non aux entités opérationnelles.

Les coûts liés à l'activité commerciale de l'assureur, principalement constitués des commissions versées aux apporteurs, qu'ils soient agents généraux ou courtiers, sont les plus significatifs.

Les coûts administratifs et de gestion comprennent l'ensemble des autres coûts et reflètent les coûts de fonctionnement liés à la souscription et à la gestion de la compagnie, du personnel y étant rattaché, les bureaux, les taxes sur primes, etc.¹

2.1.2. L'analyse du compte financier

Pendant la période entre la souscription de la prime d'assurance et le règlement du sinistre, l'assureur investira les sommes dans des actifs financiers. Ces placements financiers, enregistrés à l'actif du bilan de l'assureur, représentent les fonds propres et les provisions techniques qui sont inscrites au passif de la compagnie.

Les revenus financiers issus de l'activité d'investissement de la compagnie comprennent les coupons sur les obligations, les dividendes sur les actions, les revenus locatifs pour les investissements immobiliers, ainsi que les gains ou pertes réalisés sur les investissements. Il est important de noter que les plus-values latentes, pour la plupart, sont directement comptabilisées dans les fonds propres et n'affectent donc pas le résultat financier de la compagnie.

L'assureur a le choix de gérer ses placements en interne ou de déléguer tout ou partie de cette gestion à des prestataires extérieurs. Historiquement, les revenus financiers ont représenté une part significative des résultats des assureurs.

¹TRAINAR, P., THOUROT, P., Op-cit., P 329, 330.

Le montant des revenus perçus par l'assureur dépendra donc de plusieurs facteurs¹ :

- La taille des actifs en lien principalement avec le type de branche souscrite ;
- L'allocation d'actifs et l'exposition plus ou moins importante à des actifs risqués ;
- Le rendement de chaque classe d'actifs.

3. Analyse du bilan

L'analyse de bilan implique l'utilisation d'un ensemble de techniques et de normes visant à synthétiser et analyser, d'un point de vue économique et financier, les principales catégories d'actifs et de passifs d'une société ou d'une entreprise individuelle.

3.1. Les provisions

L'assurance se distingue principalement par l'inversion du cycle économique de production. En effet, la société d'assurance perçoit les primes sans avoir de certitude préalable sur les charges techniques, c'est-à-dire les sinistres qu'elle devra ultérieurement indemniser. Pour garantir une couverture adéquate de ces charges, souvent importantes et sujettes à des aléas, elle doit constituer des provisions techniques conséquentes dans ses états financiers et détenir des placements financiers correspondant à ces provisions.

Selon Le Manh et al (2005 : 112), une provision est un passif dont l'échéance ou le moment est incertain. Les provisions sont des corrections comptables destinées à anticiper une charge.

« Les provisions techniques sont les provisions destinées à permettre le règlement intégral des engagements pris envers les assurés et bénéficiaires de contrat. Elles sont liées à la technique même de l'assurance et imposées par la réglementation.

Ces provisions constituent l'un des aspects les plus spécifiques et les plus délicats de la comptabilité des compagnies d'assurance en effet, pour l'essentiel, elles résultent d'évaluations et d'estimations qui doivent être faites avec la plus grande prudence » (Simonet, 1998)²,

Le rapport entre les capitaux propres et les provisions techniques des sociétés d'assurance est représenté par un ratio de solvabilité. Ce ratio indique la marge dont dispose la société pour compenser une éventuelle insuffisance des provisions techniques.

¹ Idem P 331, 332

² DIEYNABA, L Y : **L'expert-comptable (commissaire aux comptes) face aux risques d'audit des sociétés d'assurances de dommages cas du cabinet pyramide group Sénégal**, Mémoire de master professionnel en audit et contrôle de gestion (MPACG), Institut Supérieur de comptabilité, de Banque et de Finance (ISCBF), Centre Africain d'Etude Supérieures en gestion, promotion (2010-2012), P 15.

3.1.1. La marge de solvabilité

La marge de solvabilité représente l'ensemble des ressources, telles que le capital social et les réserves, mises de côté pour compenser une éventuelle insuffisance des provisions techniques. Les compagnies d'assurance doivent démontrer qu'elles disposent d'une telle marge, et le législateur, soucieux de protéger les intérêts des assurés, veille à ce que les assureurs soient en mesure de remplir leurs engagements.

Dans cette optique, le législateur établit des directives pour déterminer les provisions techniques et énonce le principe selon lequel ces provisions doivent être couvertes par des actifs de valeur équivalente. La marge de solvabilité se calcule comme suit :

Marge de solvabilité = capital social + réserves réglementaires + provisions réglementaires +/- report à nouveau.

Cette marge doit être $\geq 20\%$ primes acquises ou $> 15\%$ dettes techniques.

3.1.2. Ratio de solvabilité ou d'autonomie financière

Ce ratio évalue le niveau de financement provenant de sources externes, c'est-à-dire des tiers, par rapport au financement de l'entreprise par ses ressources internes, c'est-à-dire les capitaux des investisseurs. Elle se calcule comme suit :

Ratio de solvabilité = Fonds propres/les dettes à longue terme

3.1.3. Ratio de financement par le biais de réassurance

Toujours inférieur à 1, ce ratio illustre le recours des compagnies d'assurance à la réassurance comme une méthode de financement externe. Il se calcule comme suit :

Ratio de financement par le biais de réassurance = Provisions technique à la charge des réassureurs (actif) / provisions techniques opérations directes (passif).

3.2.Placements affectés aux opérations d'assurances

L'actif d'une entreprise d'assurance est constitué d'une part des immobilisations d'exploitation qui sont celles affectées à l'activité professionnelle ou constituant l'actif libre et d'autre part des immobilisations de placements affectées à la couverture des engagements techniques de l'entreprise. L'utilité des placements affectés aux opérations d'assurances en tant qu'indicateur

relève du fait qu'il constitue le portefeuille sous gestion de la société, et peut être corrélé avec le résultat financier (résultat financier vie et non vie)¹.

L'originalité l'industrie d'assurance repose sur un principe de la couverture des engagements du passif règlementé par des actifs équivalents » admis à les représenter.

Afin que les engagements de l'assureur puissent être intégralement respectés, la législation impose des règles de placement qui l'obligent à investir les sommes affectées aux assurées dans des catégories d'actifs règlementé. » (Beer et AL, 2008 : 30)²

4. Ratios et indicateurs clés en assurance non vie

Les ratios sont des outils cruciaux pour analyser les caractéristiques et la santé d'une entreprise, et ils sont largement utilisés par les analystes financiers externes. Ces derniers cherchent à évaluer la santé et la performance de l'entreprise, que ce soit pour émettre des recommandations en matière de valorisation boursière ou pour évaluer la capacité de l'assureur à honorer ses engagements (comme le font les agences de notation). Les ratios et les indicateurs varient en fonction de l'activité étudiée.

4.1. Ratios d'activité

On en distingue :

4.1.1. Taux de croissance des primes (émises ou acquises)

Ce ratio de base, reflète la croissance du chiffre d'affaires de la société. Le calcul sur la base des primes émises reflète la croissance du quittance, alors que le ratio sur les primes acquises traduit la croissance du chiffre d'affaires comptable³

Le calcul sur la base des primes émises :

$$\text{Taux de croissance des primes} = \frac{\text{Primes émises } N}{\text{Primes émises } N-1}$$

Le calcul sur la base des primes acquises :

$$\text{Taux de croissance des primes} = \frac{\text{Primes acquises } N}{\text{Primes acquises } N-1}$$

En pratique, ces ratios peuvent être très similaires lorsque le taux de report des primes sur l'exercice suivant est faible, ce qui est souvent le cas pour les sociétés dont la majorité des

¹ <https://anouarelka.wordpress.com/2015/11/13/analyse-des-etats-financiers-des-compagnies-dassurance/>. Consulté le :24/04/2024, à 19h

² DIEYNABA, L. Y, Op-Cit. P 19.

³ **Cour de Contrôle de gestion appliqué à l'assurance**, Cours complet, exercices d'application et bibliographie sur www.fr.scribd.com. Partie (02).

contrats expirent le 31 décembre. Ces ratios peuvent être calculés de manière globale ou par catégories ministérielles.

Il est également très utile, en fonction des spécificités de la société, de pouvoir calculer ce ratio par type de réseau, par segment de marché (particuliers, professionnels) ou par zones géographiques. Cette analyse ne peut être réalisée que grâce à une comptabilité analytique interne à la société. Bien que ce ratio permette d'observer la croissance ou la baisse du chiffre d'affaires, il ne fournit pas d'explication sur les raisons de ces évolutions.

En effet, l'évolution de la production est influencée à la fois par les variations des tarifs et du nombre de contrats. Afin de mieux comprendre les variations des primes, il est nécessaire d'utiliser des indicateurs complémentaires.

Ce ratio peut être calculé en brut de réassurance et net de réassurance. On a alors :

$$\text{Taux de croissance des primes} = \text{Primes émises brutes N} / \text{Primes émises brutes N-1}$$

Où :

$$\text{Taux de croissance des primes} = \text{Primes émises nettes N} / \text{Primes émises nettes N-1}$$

La comparaison entre ces ratios permet de mesurer l'impact de la politique de réassurance et en particulier comment la croissance a été plus ou moins cédée au réassureur.

4.1.2. Taux de rétention des primes

Ce ratio traduit la politique de réassurance de la société. Un taux de 100% signifie que la société conserve l'ensemble du risque et ne recourt pas à la réassurance¹

$$\text{Taux de rétention des primes} = \text{Primes émises nettes N} / \text{Primes émises brutes N}$$

4.1.3. Taux de croissance des affaires nouvelles

Ce ratio est interne à la société car il ne peut être calculé à partir de documents publiés. Il reflète l'activité dynamique des réseaux de distribution et permet d'évaluer l'impact des initiatives commerciales. Cependant, il est essentiel d'être prudent lors de son analyse, surtout s'il est calculé pour l'ensemble de la société, car il peut regrouper des contrats de natures très différentes. Une analyse par branche ou par type de produits est souvent indispensable. Il se calcule par :

¹ **Cour de Contrôle de gestion appliqué à l'assurance**, Cours complet, exercices d'application et bibliographie sur www.fr.scribd.com. Partie (02).

$$\text{Taux de croissance des affaires nouvelles} = \text{Primes émises nettes N} / \text{Primes émises brutes N}$$

Ce ratio peut également être calculé en montant.

4.1.4. Taux de résiliation

C'est un indicateur largement utilisé qui ne peut être déterminé qu'à partir des données internes de l'entreprise. Il se calcule par la formule suivante :

$$\text{Taux de résiliation} = \text{Nb de résiliations N} / \text{portefeuille 1/1/N}$$

4.1.5. Taux de croissance du portefeuille

Ce ratio mesure la croissance du portefeuille en nombre de contrats. Il s'explique d'une part par le nombre d'affaires nouvelles souscrites et d'autre part par le nombre de résiliations enregistrées¹. Il est calculé de la façon suivante :

$$\text{Taux de croissance du portefeuille} = \text{Nb contrats en portefeuille 31/12/N} / \text{Nb contrats en portefeuille 31/12/N-1}$$

4.1.6. Taux de marge d'assurance nette

$$\text{Taux de marge d'assurance nette} = \text{Charge de fonctionnements} / \text{Marge d'assurance nette}$$

Ce ratio mesure l'excédent des primes acquises sur les prestations.

4.2. Ratios techniques et financières

On en distingue :

4.2.1. Ratio sinistralité (S/P)

Ce ratio est très utilisé par les compagnies d'assurance. Il fournit une aide à la décision en permettant, entre autres, de mesurer la performance des produits d'assurance, et de définir la rentabilité de ces derniers². Ce ratio est généralement réservé à la branche d'assurance non vie.

4.2.1.1. Définition de ratio sinistralité

Le ratio de sinistralité est un indicateur technique utilisé par les assureurs pour évaluer la rentabilité d'une police d'assurance. Il se calcule en comparant le montant des sinistres au montant des primes (S/P). L'analyse de ce ratio permet d'évaluer l'efficacité technique d'une compagnie d'assurance dommages.

¹ **Cour de Contrôle de gestion appliqué à l'assurance**, Cours complet, exercices d'application et bibliographie sur www.fr.scribd.com. Partie (02).

² GOURLIER, **Sophie analyse de la rentabilité d'un produit en santé individuelle Mémoire présenté devant l'université Paris Dauphine** pour l'obtention du diplôme du Master Actuariat et l'admission à l'institut des actuaires le 14.11.2014, P 41.

Les compagnies d'assurance sont des entreprises opérationnelles qui doivent normalement couvrir tous les coûts liés à leurs activités. Ainsi, ce ratio devrait systématiquement être inférieur à 1. En d'autres termes, les primes collectées devraient dépasser les paiements (ou les prises en charge) des sinistres.

4.2.1.2. Mode de calcul

Le ratio de sinistralité se calcule par la formule suivante :

$$\text{Ratio sinistralité} = \text{Charges des sinistres brutes N} / \text{Primes acquises brutes N}$$

Ce ratio est également calculé après prise en compte de la réassurance. On a alors :

$$\text{Ratio sinistralité} = \text{Charges des sinistres nettes N} / \text{Primes acquises nettes N}$$

La charge des sinistres comprend le total des sinistres réglés, ainsi que les frais de gestion associés au règlement de ces sinistres, en plus de la variation des provisions pour sinistres à payer. On peut donc le décomposer de la manière suivante

$$\frac{(\text{Sinistres payés N} + \text{variations des provisions sinistres})}{\text{Primes acquises N} + (\text{Coût de gestion des sinistres})} / \text{Primes acquises N}$$

Cette analyse détaillée permet d'évaluer la contribution respective des deux éléments (charges pures et frais de gestion) dans le ratio de sinistralité. Cependant, il convient de noter que la limitation de cette évaluation réside dans le fait que la charge des sinistres inclut à la fois les bénéfices (bonis) et les pertes (malis) résultant du règlement des sinistres antérieurs à l'exercice étudié.

- Si le règlement de ces sinistres anciens est supérieur au montant des provisions constituées la société est globalement en situation de mali (sous provisionnement).
- Au contraire si le règlement de ces sinistres anciens est inférieur au montant des provisions constituées la société est globalement en situation de boni. L'existence de bonis est révélatrice d'une politique de provisionnement plus ou moins prudente adoptée par la société.
- D'autres ratios et indicateurs sont également calculés de façon interne pour suivre et analyser la charge de sinistres :

Coût moyen = (sinistres payés N + variation de provisions pour sinistres) / nombre de sinistres, le coût moyen des sinistres peut être calculé par année de survenance des sinistres.

Fréquence des sinistres = nombre de sinistres / nombre de contrats, la fréquence est généralement exprimée en pour mille (%).

La prime pure = (sinistres payés N + variation de provisions pour sinistres) / nombre de contrats, la prime pure correspond au coût moyen du risque pour un contrat. Il correspond donc au coût moyen multiplié par la fréquence. Ces indicateurs serviront dans le cadre de la tarification¹.

4.2.2. Ratio de frais de gestion

Les frais de gestion englobent les frais d'acquisition, les frais d'administration, les autres charges techniques, ainsi que les frais de gestion liés au règlement des sinistres.

Il est possible de calculer plusieurs ratios de frais. Le calcul le plus couramment utilisé se fait sur la base des primes émises. Il est important de noter que dans le compte de résultat, les frais de gestion des sinistres sont généralement inclus dans les charges des sinistres. Le ratio de frais de gestion est le suivant :

$$\text{Ratios de frais} = \frac{\text{Frais de gestion (hors frais de gestion des sinistres)}}{\text{primes émises}}$$

4.2.3. Le ratio combiné

Le ratio combiné est largement considéré comme l'un des meilleurs indicateurs de la performance par les assureurs, car il permet de mesurer la rentabilité globale de leur activité.

4.2.3.1. Définition du ratio combiné

Le ratio combiné est l'indicateur le plus courant de la rentabilité technique des Activités d'assurance. Il sert à comparer le marché de l'assurance et les analystes financiers l'utilisent pour comparer la rentabilité des opérations d'assurance de différentes entreprises et pour comparer les diverses branches d'activité²

L'APREF (association des professionnels de la réassurance en France), en donne la définition suivante : le ratio combiné est la somme des frais généraux, des commissions encourues, des sinistres survenus et des provisions complémentaires rapportées aux primes acquises ».

Cet instrument permet de mesurer l'efficacité de la gestion des compagnies d'assurance, l'amélioration de ce ratio impose d'actionner trois leviers³ :

- La réduction des frais de gestion ;

¹ **Cour de Contrôle de gestion appliqué à l'assurance**, Cours complet, exercices d'application et bibliographie sur www.fr.scribd.com. Partie (02).

² GREGORIO, Antonella di **La gestion des sinistres en assurance IARD**, quels leviers d'optimisation et d'amélioration de la performance opérationnelle pour une gestion efficiente et innovante ?», Thèse Professionnelle. MBA CNAM/ENASS (2009/2011), P 18.

³ TRAINAR. P., THOUROT, P., Op-Cit, P 114.

- L'amélioration du service aux clients ;
- La maîtrise des coûts de sinistres.

4.2.3.2. Le calcul du ratio combiné

Il s'agit d'un indicateur qui combine le ratio de sinistralité et le ratio des frais de gestion. Cet indicateur permet de mesurer la rentabilité sur les produits Biens et responsabilités ainsi qu'en prévoyance santé. Le ratio combiné pourrait alors être la somme de ¹ :

$$\text{Charges des sinistres brutes N} / \text{Primes émises} + \text{Frais de gestion N (hors frais de gestion des sinistres)} / \text{Primes émises N}$$

En principe, un ratio combiné inférieur à 100% indique un résultat technique positif. Par exemple, un ratio combiné de 95% signifie que le résultat technique équivaut à 5% des primes souscrites. En revanche, un ratio combiné supérieur à 100% indique un résultat technique négatif. Un ratio combiné de 100% signifie que le résultat technique est nul, ce qui signifie que les sinistres et les frais engagés sont équivalents aux primes encaissées par l'assureur.

Et par conséquent, un ratio supérieur à 100% ne permet pas à la compagnie d'assurance de réaliser un profit, sauf si les produits financiers (dividendes, intérêts, loyers et plus-values) viennent plus que compenser l'insuffisance des primes par rapport aux coûts d'assurance.

Ce ratio est généralement calculé et étudié après éléments de réassurance, c'est-à-dire net des éléments de primes et de sinistres cédés aux réassureurs.

4.2.4. Ratio de revenus financiers

Ce ratio mesure la contribution du résultat financier au résultat technique exprimée en pourcentage des primes émises.

$$\text{Revenus financier} = \text{Résultat financier N} / \text{Primes émises N (ou primes acquises)}$$

Si le montant des actifs financiers alloués à l'activité correspond à une année de primes alors que ce ratio sera égal au rendement de l'actif. Dans le cas des branches longues le total des provisions techniques représente plusieurs années de primes ce qui fait que le résultat financier contribue de façon significative au résultat technique²

4.2.5. Taux de rendement des actifs

Le taux de rendement des actifs peut être calculé de la façon suivante :

¹ Idem. P 335.

² **Cour de Contrôle de gestion appliqué à l'assurance**, Cours complet, exercices d'application et bibliographie sur www.fr.scribd.com, Partie (02).

$$\text{Taux de rendement des actifs} = \text{Résultat financier N} / \text{Actifs gérés}$$

Ce ratio permettra de connaître le rendement financier dégagé pour 100 DZD d'actifs gérés. Pour l'activité non vie le résultat financier peut être analysé à partir du compte non technique. Le résultat financier est égal aux produits des placements moins les charges des placements.

Le montant des actifs gérés correspond à la valeur des placements indiquée dans l'état détaillé des placements de l'annexe aux comptes. On pourra retenir soit la valeur nette comptable, soit la valeur de réalisation. Par simplification on pourra aussi prendre la valeur des placements indiquée au bilan. Le calcul pourra être fait sur la base d'un montant de placements moyen¹

4.2.6. Ratio de productivité de l'actif

Ce ratio mesure la capacité d'un moyen (l'actif) mis en œuvre afin de réaliser le chiffre d'affaires.

$$\text{Ratio de productivité de l'actif} = \text{Chiffres d'affaires} / \text{Total Actif}$$

4.2.7. Ratio de levier de souscription

$$\text{Ratio de levier de souscription} = \text{prime nette émises} / \text{Fonds propres moyens}$$

Ce ratio mesure la capacité d'un investissement mis en œuvre afin de réaliser le chiffre d'affaires.

4.3. Ratios sur les résultats

On trouve :

4.3.1. Ratio de résultat technique

Il exprime pour 100 DZD de primes émises le résultat technique dégagé par l'entreprise. Ce ratio peut être calculé net de réassurance et brut de réassurance. Il peut également être calculé branche par branche, ce qui permet de comparer la rentabilité des branches entre elles et de voir celles qui contribuent le plus à la construction du résultat technique global².

Il est égal à :

$$\text{Ratio de résultat technique} = \text{Résultat technique N} / \text{Primes émises N (ou primes acquises)}$$

¹ Idem.

² **Cour de Contrôle de gestion appliqué à l'assurance**, Cours complet, exercices d'application et bibliographie sur www.fr.scribd.com., Partie (02).

4.3.2. Le ratio du taux de résultat Financier

- Par rapport aux produits financiers :

$$\text{Ratio du taux de résultat Financier} = \text{Résultat financier} / \text{produits financiers}$$

Ce ratio mesure le taux des produits financiers dans le résultat financier. Un taux de 70% veut dire que les charges financières sont de 30%.

- Par rapport au résultat avant impôt :

$$\text{Ratio du taux de résultat Financier} = \text{Résultat financier} / \text{Résultat ordinaire avant impôt}$$

Ce ratio mesure la contribution de l'activité financière des compagnies d'assurance dans la création de la valeur, c'est-à-dire sa rentabilité.

- Le ratio des produits financiers :

$$\text{Ratio du taux de résultat Financier} = \text{produits financiers} / \text{les placements}$$

4.3.3. Ratios liés au résultat de l'exercice

Pour arriver au résultat de l'exercice il faut ajouter au résultat technique le résultat non technique qui est essentiellement composé de la part du résultat financier non liée aux provisions techniques et de la charge d'impôt sur les bénéfices¹.

Sur la base du résultat net on peut calculer le ratio suivant :

$$\text{Résultat net N} / \text{Primes émises N (ou primes acquises)}$$

Il exprime le résultat net de la société pour 100 DZD de primes.

4.3.4. Ratio de la marge bénéficiaire (profitabilité)

$$\text{Ratio de la marge bénéficiaire} = \text{Résultat net} / \text{Chiffres d'affaires}$$

Ce ratio permet de dégager l'excédent du chiffre d'affaires après déduction de toutes les charges (techniques charges de fonctionnement, les dotations les charges financières.....

Il n'a de sens que lorsque le résultat financier n'est pas important, ce qui n'est pas cohérent dans une compagnie d'assurances.

En effet, pour refléter la vraie profitabilité, au numérateur il ne faut prendre que le résultat technique opérationnel (c'est-à-dire hors le résultat financier)²

¹ EYROLLES, Jean, Lochard. Op-Cit., P 73.

² Idem P 21.

Conclusion

L'analyse de la santé financière est un pilier essentiel de la gestion d'entreprise, car elle fournit une vision claire et détaillée de la performance économique et de la viabilité à long terme de l'entreprise. En utilisant des méthodes d'analyse financière telles que l'analyse des états financiers, les ratios financiers, et les flux de trésorerie, les gestionnaires peuvent évaluer la rentabilité, la solvabilité et la liquidité de leur entreprise. Par exemple, des ratios comme le ratio de rentabilité, le ratio de liquidité courante ou le ratio de solvabilité permettent de mesurer respectivement la capacité de l'entreprise à générer des profits, à honorer ses obligations à court terme et à gérer son niveau d'endettement. Une analyse précise de ces indicateurs aide les gestionnaires à identifier les points forts et les faiblesses financières de l'entreprise, et à prendre des décisions éclairées sur les investissements, les réductions de coûts et les stratégies de financement.

En interprétant avec précision ces indicateurs financiers, les gestionnaires peuvent également anticiper et atténuer les risques financiers, ce qui est crucial pour assurer la stabilité et la croissance de l'entreprise. Par exemple, en détectant rapidement des signes de détérioration de la liquidité ou une augmentation préoccupante de l'endettement, les gestionnaires peuvent mettre en œuvre des mesures correctives avant que les problèmes ne deviennent critiques. De plus, une analyse financière régulière permet de suivre l'évolution des performances de l'entreprise par rapport aux objectifs fixés et aux tendances du marché, facilitant ainsi une planification stratégique efficace. Cela inclut des décisions sur l'expansion, l'entrée sur de nouveaux marchés, ou l'innovation de produits et services. En somme, l'analyse de la santé financière n'est pas seulement un outil de diagnostic, mais aussi un instrument stratégique indispensable pour guider l'entreprise vers une croissance durable et une compétitivité accrue.

CHAPITRE 03 :

Analyse de la santé financière au sein de la SAA

Chapitre 03 : Analyse de la santé financière au sien de la SAA

Après avoir présenté le cadre théorique de notre thématique, on va passer à la présentation du cadre pratique sur la mesure de la santé financière d'une compagnie d'assurance, l'objet de ce chapitre est de démontrer la différence entre la théorie et la pratique et cela à travers l'analyse de données qu'on va présenter.

Pour mieux enrichir et illustrer la partie théorique et aussi pour avoir des réponses aux questions posées dans la problématique, on va effectuer un stage pratique au sein de la compagnie d'assurance SAA au niveau de la direction générale Alger.

Ce cas pratique, permet de faire une analyse objective sur la santé financière de l'entreprise. Dans cette optique, la première section sera réservée à la présentation de l'organisme d'accueil « SAA ». Ensuite l'analyse des bilans et les comptes résultats dans la deuxième section et on analyse les déterminants de la santé financier de la « SAA », à travers l'étude des différents ratios, afin de mesurer la rentabilité de cette compagnie, la troisième section on va présenter les résultats et les recommandations.

Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil de la SAA

1. La structure de la SAA

1.1.Fiche signalétique de la SAA

La société nationale d'assurance (SAA) est l'une des premières sociétés d'assurances algériennes considérée comme une entreprise publique économique sous forme de Société Par Actions avec un capital social de 35 milliards de DA avec un chiffre d'affaires de 30 milliards de DA au titre de l'exercice 2023, la SAA détient 21.05% de parts du marché de l'exercice 2022. La SAA demeure ainsi leader du marché national des assurances.

Tableau 5: Fiche signalétique de la SAA

Fiche signalétique	
Dénomination sociale	Société Nationale des Assurances (SAA)
Forme juridique	Société par actions
Capital social	35 Milliards DA
Année	1963
Siège social	Centre des Affaires, Bab Ezzouar, Alger
PDG	BENMICIA Youcef
Site Web	www.saa.dz
Contact	Tel: 021 43 97 60/62 Fax: 021 43 92 16
Activité	Compagnie d'assurance Dommages
Effectif	3268 employés au 31/12/2023
Chiffre d'affaires	30 Milliards DA
Logiciel	Orass

Source : Elaboré par l'étudiante en se basant sur des documents de la SAA.

1.2.Bref historique de la SAA

L'Assureur leader du marché des assurances en Algérie, la SAA, a connu trois phases d'évolution depuis sa création. Ces phases ont été édictées par les diverses tendances du marché des assurances algériennes, ainsi son développement (SAA) a été impacté par ces grandes étapes et qui sont :

- La Spécialisation et le monopole de l'Etat ;
- La déspecialisation et Autonomie de l'Etat ;
- La libéralisation du marché.

Et pour une meilleure appréhension, les diverses étapes d'évolution historique de celle-ci, sont portées dans le tableau ci-après :

Tableau 6: Evolution et historique de la SAA

Phase	Période	Il s'agit de
Spécialisation.	[1963-1990]	<p>1963 : Création de la SAA, une société mixte Algéro-Egyptienne (61%-39%) ;</p> <p>1966 : Nationalisation de la SAA ;</p> <p>1976 : Spécialisation de la SAA dans les risques simples, l'Automobile, les Risques Divers des particuliers et des professionnels, les Assurances de Personnes ;</p>
Déspecialisation	[1990-2005]	<p>1995 : Libéralisation du secteur des assurances et la Déspecialisation des compagnies d'assurance, en vertu de l'ordonnance 95/07.</p> <p>D'où, la Diversification des activités de la SAA (les risques industriels, les risques de construction, les risques agricoles....etc.).</p>
Séparation des AD et AP	[2006 à nos jours]	<p>Libéralisation du marché aux investisseurs nationaux et internationaux, intermédiaires privés ;</p> <p>Autorisation de la Bancassurance, d'où l'ouverture des guichets de la Saa chez la BADR, BDL, BNA ;</p> <p>Séparation des assurances dommages et assurances de personnes, d'où l'ouverture de la filiale SAPS, actuellement Amana, spécialisée dans les Assurance de Personnes.</p>

Source : Elaboré par l'étudiante en se basant sur des documents de la SAA.

1.3.La structure organisationnelle de la SAA

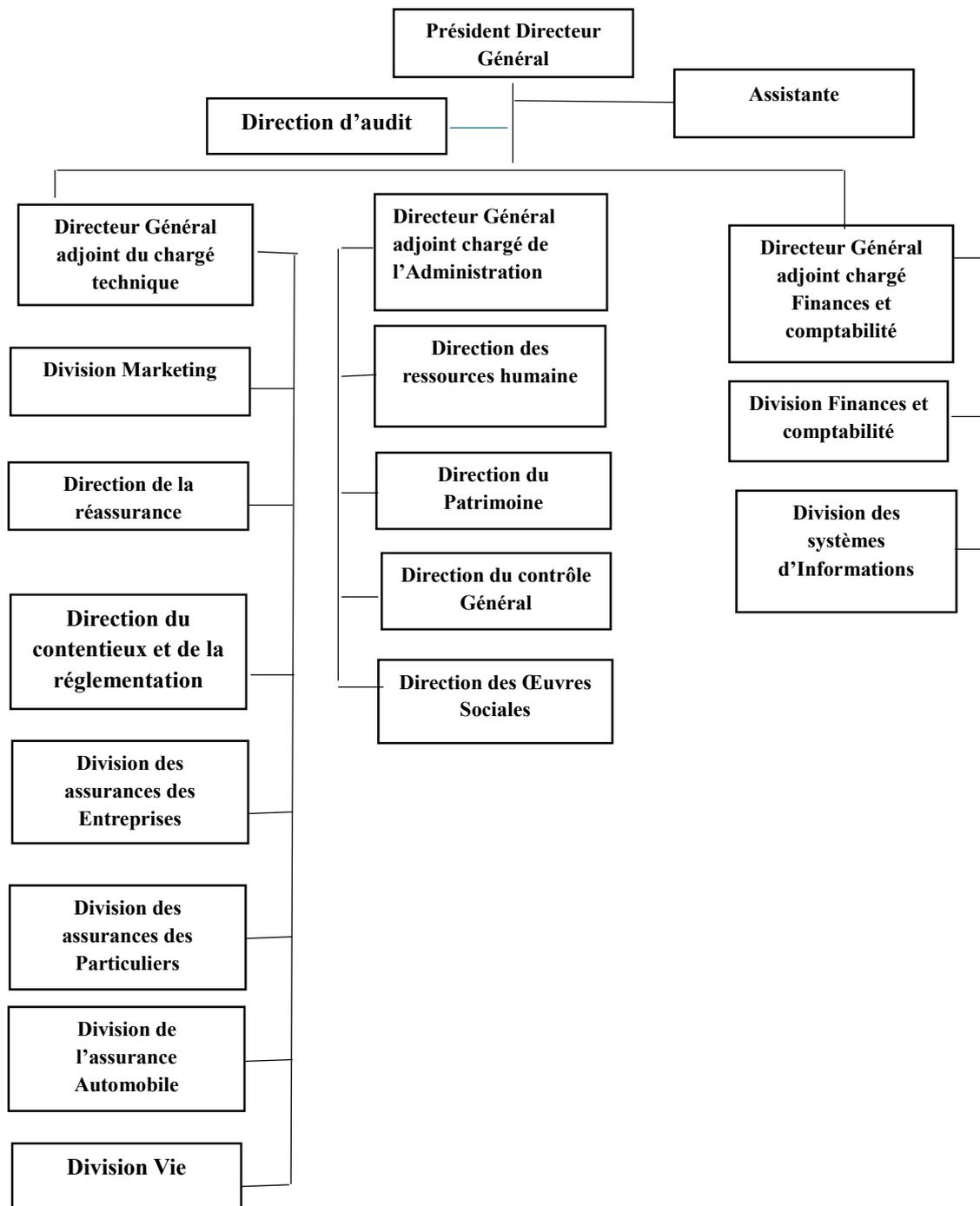
L'organisation hiérarchique de la SAA subdivisée en trois niveaux, à savoir :

- La direction générale ;
- Les directions régionales ;
- Le réseau de distribution.

1.3.1. La direction générale

La direction générale est au sommet de la compagnie. L'organisation actuelle de la direction générale de la SAA résulte des différentes transformations qu'elle a subies au cours des années, où ses directions centrales sont structurées en divisions par segments et par produit, son organigramme est le suivant :

Figure 1: Organigramme de la direction générale de la SAA.



Source : élaboré par l'étudiante à partir de document interne de SAA

La direction générale elle est chargée de

- Organiser, Planifier, coordonner et contrôler les activités de la société ;
- Assister le réseau de la société sur les plans technique, informatique, comptable et administratif ;

- Entre autres, développer des produits plus adaptés aux besoins du marché.

Ainsi, la direction générale, veille à l'atteinte des objectifs de performance, fixés et attribués aux directions centrales le composant. Ces dernières, regroupées sous formes de divisions, se voient attribuées des missions et des attributions spécifiques adaptés à leurs domaines.

1.3.2. Les directions régionales

Les directions régionales de la SAA sont en nombre de quinze (15). Elles sont chargées de soutien technique et administratif au réseau de distribution et la bonne gestion des ressources matérielles et financières qui leurs sont affectés.

Ces directions sont recensées par lieu d'implantation dans le tableau suivant :

Tableau 7: Les directions régionales de la SAA

Les directions régionales de la SAA	Alger I
	Alger II
	Alger III
	Annaba
	Batna
	Bechar
	Constantine
	Mouzaia
	Oran
	Ourgla
	Relizane
	Setif
	Sidi Bel Abbes
	Tizi-Ouzou
	Tlemcen

Source : Elaboré par l'étudiante en se basant sur des documents de la SAA.

1.3.3. Les réseaux de distribution

La SAA dispose d'un réseau de distribution de ses produits d'assurance. Nous distinguons ainsi, plusieurs formes de distributeur :

- Les agences directes (publiques) : Elles sont en nombre de 304 agences directes, classées selon le chiffre d'affaires réalisé.

- Les agences indirectes (privées) ou agents agréés : Elles sont en nombre de 234 agences indirectes.
- Les agences de bancassurance Elles sont en nombre de 251 guichets de bancassurance, en partenariat avec la BADR, BDL. Et BNA.

Remarque

Afin d'accomplir ses tâches et atteindre ses objectifs, la SAA fait appel à des courtiers d'assurance, qui sont en nombre de 23. Elle fait appel aussi à des experts au sein de sa filiale spécialisée dans l'expertise, à savoir la Société Algérienne d'Expertise (SAE).

1.4.La position de la SAA sur le marché algérien des assurances

Le marché des assurances connaît de profondes mutations compte tenu de son rôle économique et social. D'une manière générale, l'état a déployé des efforts considérables afin de lever les restrictions et les obstacles qui se dressent devant les investisseurs dans le domaine des assurances. Cela a permis l'apparition de nouvelles entreprises d'assurances qui seront des concurrents de taille pour la SAA.

En 2022, la SAA s'est classée, par sa production, au premier rang par rapport aux autres compagnies d'assurance avec une production qui s'élève à 30,075 milliards de DA, détenant ainsi de 21.05% des parts de marché.

1.5.Perspective stratégique de développement de la SAA

La nouvelle situation du marché, caractérisée par la déspecialisation et la suppression du monopole ainsi que par l'adoption de l'ordonnance N° 07/95 de la 25/01/1995, complétée et modifiée par la loi 06-04 portant sur l'ouverture du marché des assurances, a contraint la compagnie d'assurance à s'adapter aux nouvelles perspectives d'exploitation et à effectuer des choix stratégiques pertinents.

La SAA a affirmé, dès le début, son attachement à la politique nationale de reformes économique et marqué son adhésion aux lois de la compétitivité et rentabilisé. Elle demeure convaincue, sur la base de l'adhésion à ces réformes, de la nécessité de mettre en œuvre, à partir d'une démarche organisationnelle nouvelle, une stratégie à long terme capable de lui assurer une croissance régulière et garantir sa pérennité.

C'est ainsi que la SAA a défini, une stratégie de développement qui devrait la transformer graduellement en un groupe d'assurance capable, au sein d'un marché concurrentiel, de poursuivre la croissance des créneaux traditionnels qui sont les siens. D'investir dans les autres

branches d'assurances dans des formes d'organisation nouvelles adaptées et de développer la dimension de gestion finalitaire propre à une compagnie d'assurance.

- En terme objectifs, cette stratégie devrait se traduire principalement par :
 - La maîtrise des coûts et la réalisation d'économies d'échelle ;
 - Le développement de nouvelles parts de marché ;
 - Le développement de nouveaux créneaux ;
 - Le management des ressources financières ;
 - Le recentrage sur l'activité pure d'assurance ;
 - Affronter le savoir et savoir faire des concurrents étrangers.
- En termes d'actions, la stratégie sera mise en œuvre par :
 - La restructuration du réseau en vue d'optimiser son rendement à la lumière des changements législatifs et structurels intervenus récemment dans le marché des assurances ;
 - L'investissement de nouveaux champs d'activité par la création de filiales spécialisées, soit dans des branches d'assurances, soit dans des domaines connexes de valorisation des ressources financières ;
 - La séparation entre l'assurance de personne et assurance dommage (spécialisation) ;
 - Lancement de nouvelles gammes de produits (CATNAT, assurance voyage, assistance automobile « dépannage ») ;

En vue d'attirer les investissements étrangers, un nouveau système comptable et financier a été mis en œuvre, ce qui rend les documents comptables plus lisibles et compréhensibles par les investisseurs étrangers, ce qui facilitera leurs jugements Sur la santé financière de l'entreprise.

1.6.Présentation de la division finance et comptabilité

Elle est l'une des divisions de la direction générale de la SAA. Elle est chargée de la consolidation des données comptables et financières de toute la compagnie. La remontée des données se fait comme suit :

- Au niveau des agences, le service Finance/Comptabilité assure la génération des données comptables journalières.
- Au niveau des directions régionales, le département Finance/Comptabilité s'en charge de la consolidation des données comptables des agences les concernant, et ce mensuellement.
- Au niveau de la direction générale, la division d'es charge de la consolidation des données des différentes directions régionales, d'où la détermination de la situation comptable et financière globale de toute la compagnie.

Section 02 : Analyse de la santé financière au sien de la SAA

1. Bilan de SAA

1.1. Actif des bilans

Tableau 8: Total actif

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Actif non courants	61679066,71	64140531,4	71764987,26	75009384,68	3,99	11,89	4,52
Actif courants	23158999,53	22892417,45	22129747,11	22494796,92	-1,15	-3,33	1,65
Total général actif	84838066,24	87032948,85	93894734,36	97504181,61	2,59	7,88	3,84

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Du tableau ci-dessus, on constate que le total d'actif de la SAA a augmenté de 2.59% en 2020 par rapport à 2019 (avant la crise sanitaire), (cela dû la hausse de l'actif non courant de 3.99%), de 7.88% en 2021 par rapport à 2020 (cela dû la hausse de l'actif non courant de 11.89%) et a augmenté de 3.84% en 2022 (après la crise sanitaire) par rapport à 2021 (pendant la crise sanitaire), (ce qui est dû comme cité précédemment, à la hausse de l'actif non courant et la hausse de l'actif courant).

1.2. Passif des bilans

Tableau 9: Total passif

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2020	%	%	%
Capitaux propres	38042746,98	39678361,36	41561340	43209246,24	4,30	4,75	3,96
Passif non courant	9580834,797	9031389,05	10113451,71	10341968,01	-5,73	11,98	2,26
Passif courant	37214484,47	38323198,45	42219942,65	43953021,35	2,98	10,17	4,10
Total passif	84838066,24	87032948,85	93894734,36	97504235,6	2,59	7,88	3,84

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Du tableau ci-dessus, on constate que le total passif de la SAA a augmenté de 2.59% en 2020 par rapport à 2019, cela dû la hausse de passif courant, de 7.88% en 2021 par rapport à 2020 cela dû la hausse de passif non courant et courant de 3.84% en 2022 par rapport à 2021, ce qui est dû comme cité précédemment, à la hausse de passif non courant et la hausse de passif courant.

2. La solvabilité

2.1. Fonds de roulement

Tableau 10 : Le fonds de roulement

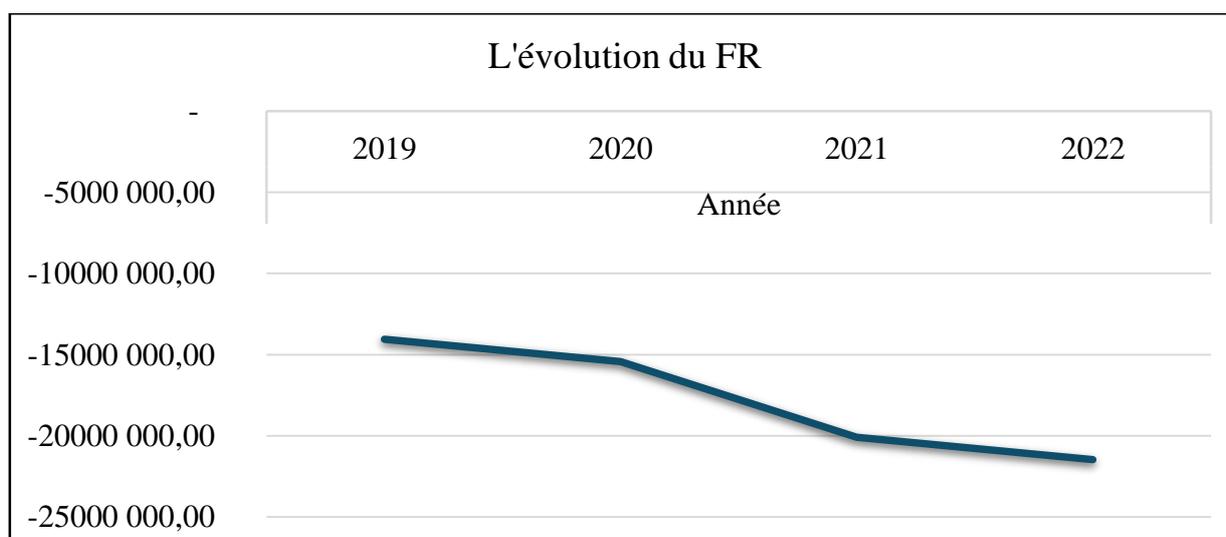
En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Capitaux permanant	47623581,77	48709750,41	51674791,71	53551214,26	2,28	6,09	3,63
Actif non courant	61679066,71	64140531,4	71764987,26	75009384,68	3,99	11,89	4,52
FR	-14055484,93	-15430780,99	-20090195,55	-21458170,42	9,78	30,20	6,81

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

En 2019, 2020, 2021 et 2022 le FR est négatif, Cette situation signifie l'existence d'un certain déséquilibre financier puisque les liquidités de SAA ne suffisent pas régler la totalité des Dettes. Le risque d'insolvabilité est important du moment que la règle prudentielle de l'équilibre financier n'est pas respectée. L'entreprise est dans ce cas de financer une partie de ses emplois à long terme à l'aide des ressources à court terme ce qui lui fait courir un risque important d'insolvabilité

Figure 2: Représentation graphique de fonds de roulement



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA

2.2. Besoin de fonds de roulement

Tableau 11: Le besoin de fonds de roulement

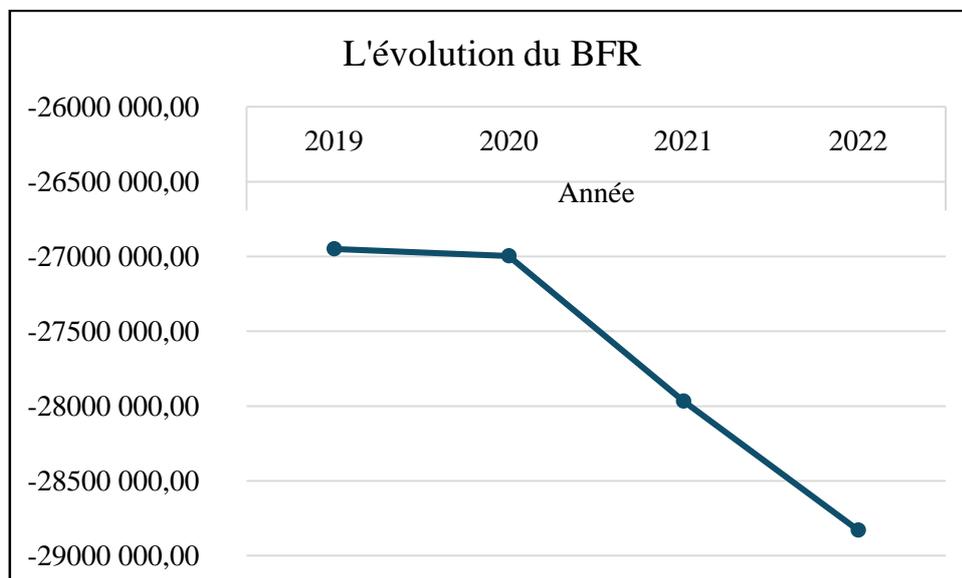
En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Passif courant hors trésor	37214219,45	38322951,88	42219720,48	43951765,76	2,98	10,17	4,10
Actif courant hors trésorerie	10264398,74	11326223,75	14253201,87	15122270,38	10,34	25,84	6,10
BFR	-26949820,72	-26996728,12	-27966518,61	-28829495,37	0,17%	3,59	3,09

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

En 2019, 2020, 2021 et 2022 le BFR est négatif ce qui signifie que l'entreprise est en bonne situation financière, il n'existe pas un besoin à financier.

Figure 3: Représentation graphique de besoin de fonds de roulement



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA

2.3.Trésorerie nette

Tableau 12: La trésorerie nette

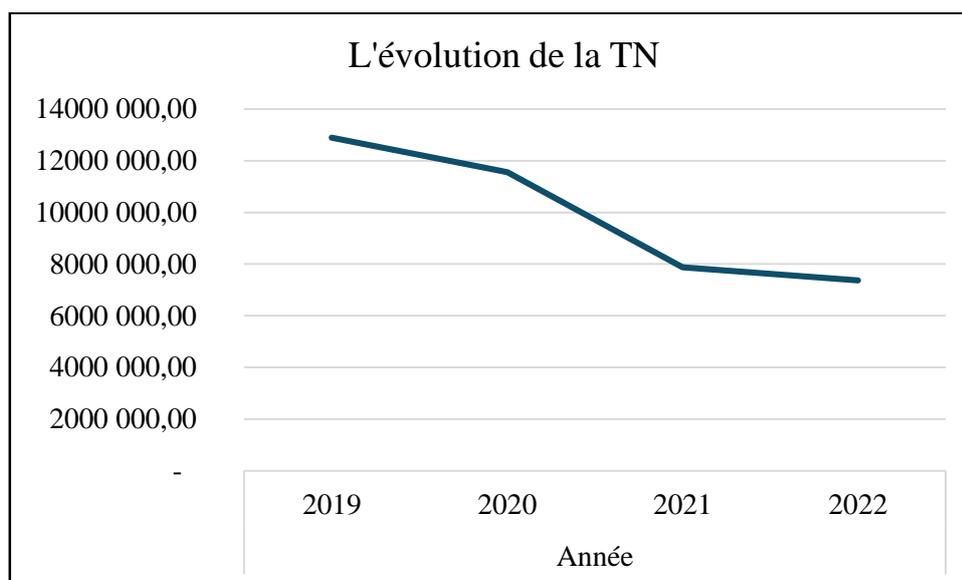
En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
FR	-14055484,93	-15430780,99	-20090195,55	-21458170,42	9,78	30,20	6,81
BFR	-26949820,72	-26996728,12	-27966518,61	-28829495,37	0,17	3,59	3,09
TN	12894335,78	11565947,13	7876323,065	7371324,95	-10,30	-31,90	-6,41

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

En 2019, 2020, 2021 et 2022 la TN est positif, le fonds de roulement net global finance intégralement le besoin en fonds de roulement. C'est à-dire le fonds de roulement est suffisamment élevé pour assurer le financement stable du cycle d'exploitation d'une part, et la disponibilité de l'entreprise d'autre part. L'excédent de fonds de roulement net global constitue la trésorerie positive. Si cette situation se perpétue, il faut veiller à ce que la trésorerie positive ne soit pas excessive et envisager des placements rémunérateurs.

Figure 4: Représentation graphique de la trésorerie nette



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA

3. Les Solde intermédiaire de gestion de SAA

3.1. Marge d'assurance

Tableau 13: La marge d'assurance

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Primes acquises à l'exercice	24576584,62	22766116,41	22516201,75	23409362,92	-7,37	-1,10	3,97
Prestation de l'exercice	12991443,66	12278343,47	12208822,42	12082843,33	-5,49	-0,57	-1,03
Commissions de réassurance	896043,8744	895771,726	1025291,278	1144903,551	-0,03	14,46	11,67
La marge assurance	12481184,83	11383544,66	11332670,61	12471423,14	-8,79	-0,45	10,05

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Le tableau ci-dessus, on montre que la marge d'assurance durant les années 2019, 2020,2021 et 2022. Cette marge a enregistré une diminution de 8.79% en 2020 par rapport à 2019, suite à la diminution des prestations de 5.49% et les primes acquis de 7.37% et ça du a la crise sanitaire. Aussi en 2021 enregistré une diminution de 0.45% suite à la diminution des prestations de 0.57 %

Par contre en 2022(après la crise sanitaire), la marge d'assurance a enregistré une augmentation de 10.05% par rapport à 2021, ce qui est dû à l'augmentation des primes acquise de 3,97%.

3.2.Résultat technique opérationnel

Tableau 14: Le résultat technique opérationnel

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Résultat technique opérationnel	829197,5317	1010497,344	1363344,721	1245113,162	21,86	34,92	-8,67

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

D'après ce tableau, le résultat technique opérationnel de la SAA a connu une augmentation de 21.86% en 2020 par rapport à 2019 et de 34.92 % en 2021 par rapport à 2020 et une diminution de 8.67 % en 2022 par rapport à 2021. Cette diminution est due principalement à la hausse des autres charges opérationnelles et les dotations aux amortissements et provisions, surtout en 2022.

3.3.Résultat financier

Tableau 15:Le résultat financier

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Résultat financier	1708345,052	1962215,263	2003164,107	2268289,157	14,86	2,09	13,24

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

D'après le tableau ci-dessus, le résultat financier de la SAA durant les années 2019, 2020,2021 et 2022 a connu une augmentation successive de 14.86 % en 2020, de 2.09% en 2021 et 13.24 en 2022.

L'analyse du compte de résultats permet de constater que les revenus financiers de la SAA réalisés durant ces quatre années d'étude sont suffisants et permettent à l'entreprise de couvrir les charges financières.

3.4.Résultat net

Tableau 16: Le résultat net

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Résultat net de l'exercice	2195732,976	2635614,378	2882978,639	3147906,249	20,03	9,39	9,19

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Le résultat net de la SAA a augmenté de 20.03% en 2020 par rapport à 2019 suite à la hausse de résultat technique opérationnel. En 2021 ce résultat a augmenté d'un taux de 9.39% par

rapport à 2020, ce qui dû à l'augmentation du résultat technique opérationnel de 34.92% résultat financier de 2.09 %, 2022 ce résultat a augmenté d'un taux de 9.19 % par rapport à 2021 diminution du résultat technique opérationnel de 8.67%.

4. Les ratios de l'activité

4.1. Ratio de croissance des primes émises

Tableau 17: Le ratio de croissance des primes émises

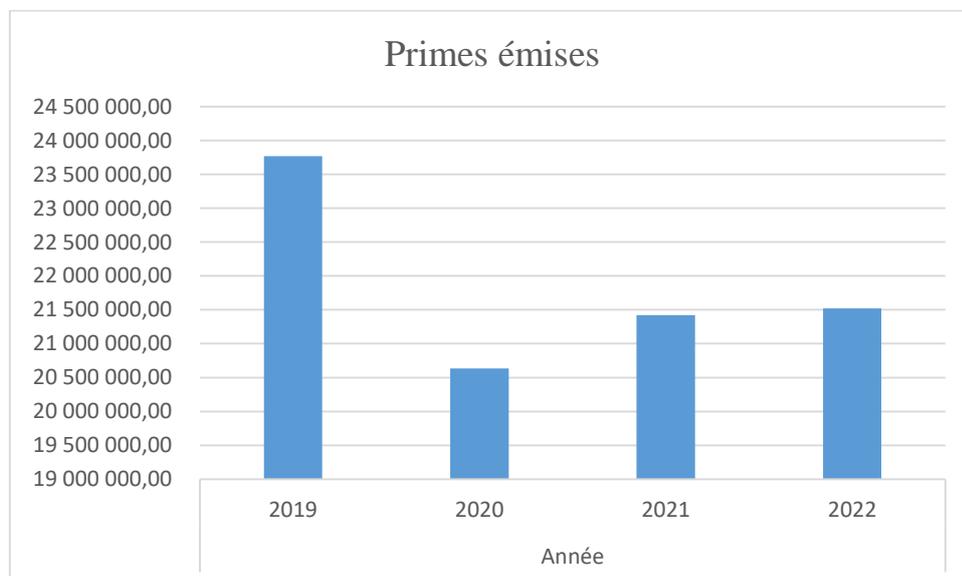
En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Primes émises	23 769 992,40	20 632 858,38	21 423 880,38	21 521 262,68	-13,20	3,83	0,45

Source : Elaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

D'après le tableau, le ratio de croissance des primes émises a diminué de 13.20 % en 2020 par rapport à 2019, et a augmenté de 3.83 % en 2021 par rapport à 2020 et a augmenté de 0.45 en 2022 par rapport à 2021 Ce qui explique l'influence de la concurrence que connaissent le marché et la crise sanitaire. Ce qui est bien illustré dans la figure suivante :

Figure 5: Représentation graphique des primes émises



Source : Elaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA

4.2.Ratio de croissance des primes acquises

Tableau 18: Le ratio de croissance des primes acquises

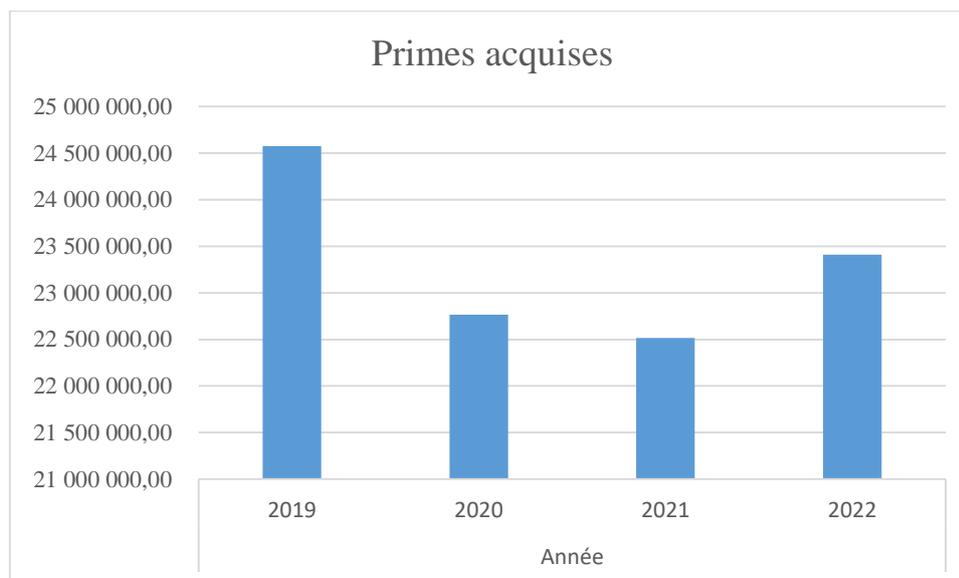
En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Primes acquises	24 576 584,62	22 766 116,41	22 516 201,75	23 409 362,92	-7,37	-1,10	3,97

Source : Elaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Le ratio de croissance des primes acquises a connu une baisse de 7.37 % en 2020 par rapport à 2019, Et a diminué de 1.10 % en 2021 par rapport à 2020. Par contre en 2022, ce ratio a augmenté avec un taux de 3.97 % par rapport à 2021, et cela malgré la diminution des primes émises, cette augmentation est due à une diminution des risques en cours. Ce qui est bien illustré dans la figure suivante :

Figure 6: Représentation graphique des primes acquises



Source : Elaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA

5. Les ratios technique et financière

5.1.Ratio de sinistralité

Tableau 19: Le ratio de sinistralité

En KDA

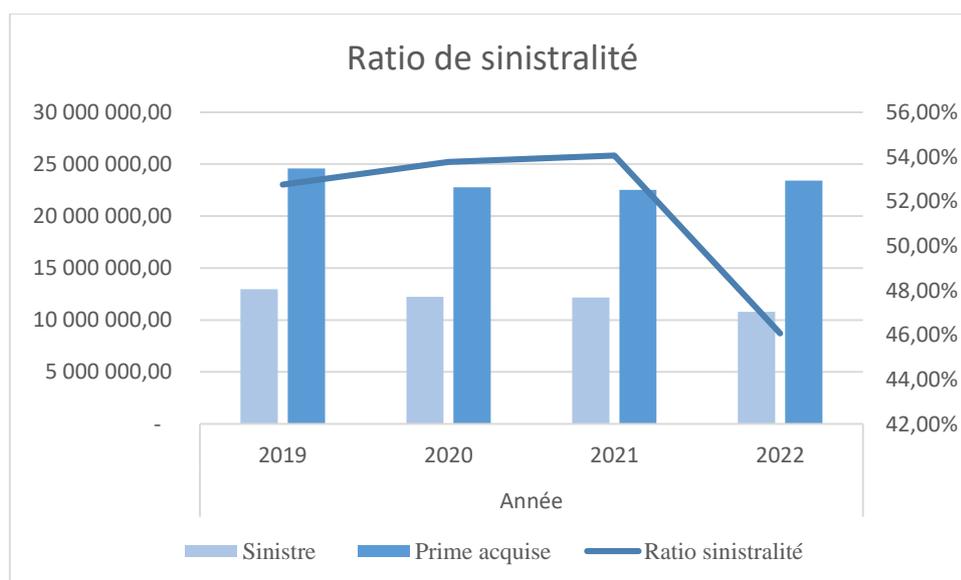
Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Sinistre	12 965 057,55	12 240 821,82	12 169 827,37	10 783 619,17	-5,59	-0,58	-11,39
Prime acquise	24 576 584,62	22 766 116,41	22 516 201,75	23 409 362,92	-7,37	-1,10	3,97
Ratio sinistralité	52,75%	53,77%	54,05%	46,07%	1,92	0,52	-14,77

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Du tableau ci-dessus, on constate que le ratio de sinistralité ne dépasse pas les 60% durant les quatre exercices. D'où nous pouvons dire que la SAA réussit à couvrir ses prestations de sinistres par les primes acquises durant l'exercice.

Comme l'illustre bien la figure ci-dessus, nous constatons que le ratio S/P a connu une augmentation de 1.92 % en 2020 par rapport à 2019, et cette suite à la diminution des sinistres survenus de 5.59 %, en 2021, ce ratio a connu une hausse de 0.52 % par rapport à 2020, suite à la diminution des sinistres survenus de 0.58%, Contrairement à l'exercice 2022 par rapport à 2021 le ratio S/P a connu une diminution de 14.77% suite à la diminution des sinistres survenus de 11.39 % et cette suite à la augmentation des primes acquises.

Figure 7: Représentation graphique de ratio de sinistralité



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA

5.2.Ratio de frais de gestion

Tableau 20: Le ratio de frais de gestion

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2020	%	%	%
Frais de gestion	12 408 036,87	11 432 482,96	11 758 078,15	11 870 968,93	-7,86	2,85	0,96
Prime acquise	24 576 584,62	22 766 116,41	22 516 201,75	23 409 362,92	-7,37	-1,10	3,97
Ratio de frais de gestion	50,49%	50,22%	52,22%	50,71%	-0,54	3,99	-2,89

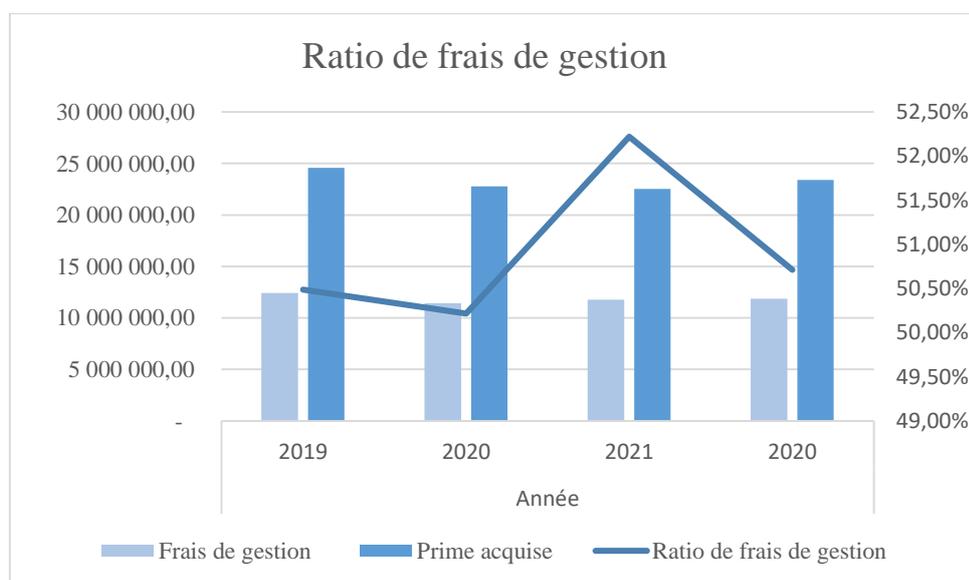
Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Du tableau ci-dessus, on constate que le ratio de frais de gestion ne dépasse pas les 52% durant les quatre exercices.

Nous constatons aussi que ce ratio a connu une baisse en 2020 de 0.54 % par rapport 2019 suite à la baisse des frais de gestions de 7.86 %. Par contre en 2021 ce ratio a connu une hausse de 3.99 % suite à la hausse des frais de gestions de 2.85 % par rapport 2020, en 2022 a reconnu une baisse de 2.89 % par rapport 2021.

Ce qui est bien illustré dans la figure suivante :

Figure 8: Représentation graphique de ratio de frais de gestion



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA

5.3.Ratio combiné

Tableau 21: Le ratio combiné

En KDA

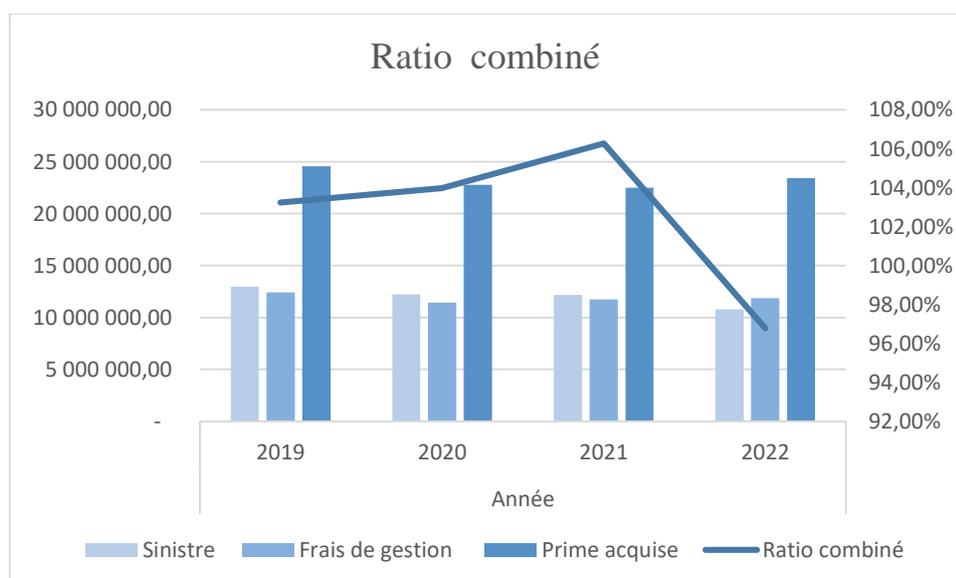
Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Sinistre	12 965 057,55	12 240 821,82	12 169 827,37	10 783 619,17	-5,59	-0,58	-11,39
Frais de gestion	12 408 036,87	11 432 482,96	11 758 078,15	11 870 968,93	-7,86	2,85	0,96
Prime acquise	24 576 584,62	22 766 116,41	22 516 201,75	23 409 362,92	-7,37	-1,10	3,97
Ratio combiné	103,24%	103,98%	106,27%	96,78%	0,72	2,20	-8,93

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Du tableau ci-dessus, on constate que le ratio combiné est supérieur à 100%, passant de 103.24 % en 2019 à 103.98 % en 2020 à 106.24 % n 2021. Par contre en 2022 le ratio combiné est inférieur à 100 % (96.78 %). Toutefois, nous pouvons juger que l'activité de la SAA est très rentable.

Nous constatons aussi que ce taux a connu une hausse de 0.72 % et 2.20 % en 2020 et 2021 qui est dû à la baisse de sinistralité et frais de gestion, mais en 2022, ce taux a connu une baisse de 8.93 % par rapport à 2020, et ce à cause de la baisse des frais de gestion. (Voir figure ci-dessous).

Figure 9 : Représentation graphique de ratio combiné



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA

5.4. Ratio de productivité de l'actif

Tableau 22: Le ratio de productivité de l'actif

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Prime acquise (CA)	24 576 584,62	22 766 116,41	22 516 201,75	23 409 362,92	-7,37	-1,10	3,97
Total actif	84 838 066,24	87 032 948,85	93 894 734,36	97 504 181,61	2,59	7,88	3,84
Ratio de productivité	28,97%	26,16%	23,98%	24,01%	-9,70	-8,33	0,12

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA des années 2019, 2020, 2021 et 2022.

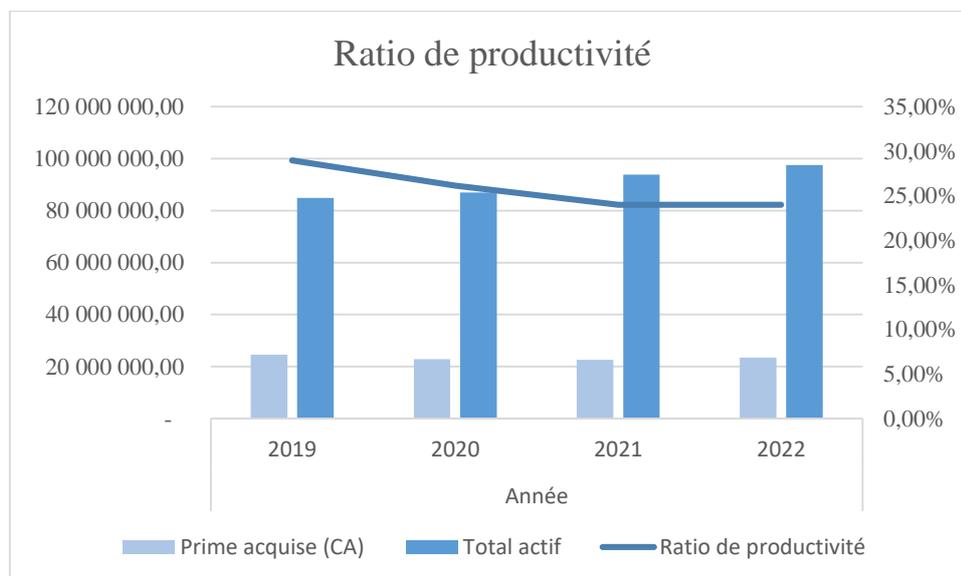
Du tableau ci-dessus, on constate que l'activité de la SAA a généré en 2019 un taux de 28,97 % de revenus pour chaque dinar investi dans les actifs.

En 2020, ce ratio a baissé de 9,70 % et cette suite à la baisse du chiffre d'affaires de 7,36 % et ce malgré la hausse de l'actif de 2,58 %.

En 2021, ce ratio a baissé à 23,98 % par rapport à 2020, enregistrant une baisse de 8,33 %, ce qui peut être justifiée par la baisse de l'actif de 1,09 %.

En 2022, ce ratio a augmenté à 24,01 % par rapport à 2021, enregistrant une hausse de 0,12 %, ce qui peut être justifiée par la baisse de l'actif de 3,96 %.

Figure 10: Représentation graphique de productivité



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA

5.5.Ratio de levier de souscription

Tableau 23: Le ratio de levier de souscription

En KDA

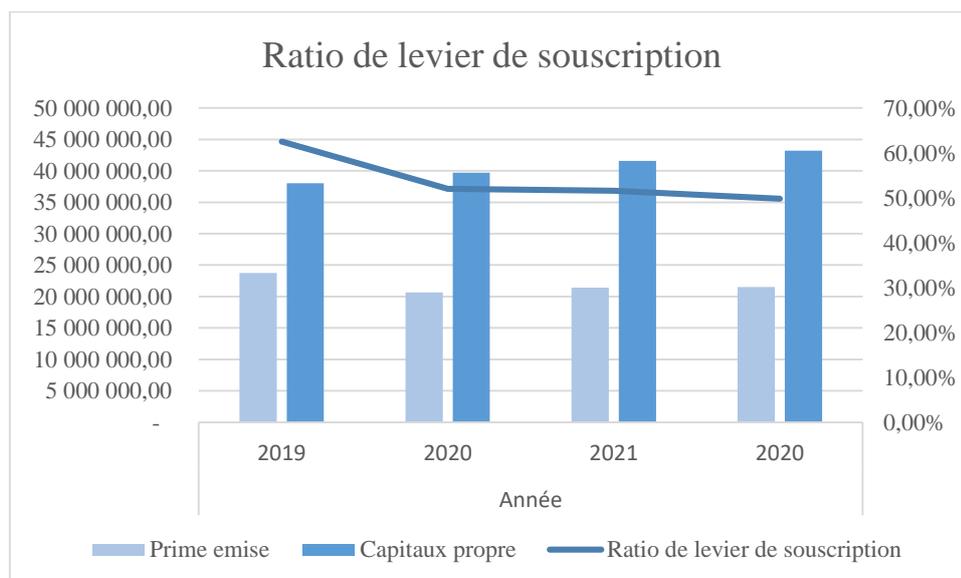
Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2020	%	%	%
Prime émise	23 769 992,40	20 632 858,38	21 423 880,38	21 521 262,68	-13,20	3,83	0,45
Capitaux propre	38 042 746,98	39 678 361,36	41 561 340,00	43 209 246,24	4,30	4,75	3,96
Ratio de levier de souscription	62,48%	52,00%	51,55%	49,81%	-16,78	-0,87	-3,38

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Du tableau ci-dessus, on constate que l'activité de la SAA a généré en 2019 un taux de 60.48% de revenus pour chaque dinar investi de ses capitaux propres.

Ce ratio a baissé durant les quatre exercices, passant de 60.48 % à 52 % à 51.55% à 49.81 %, et ce, suite à la baisse des primes émises et la hausse des capitaux propres.

Figure 11: : Représentation graphique de ratio de levier de souscription



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA

6. Ratio sur les résultats

6.1. Ratio de rendement des actifs

Tableau 24 : Le ratio de rendement des actifs

En KDA

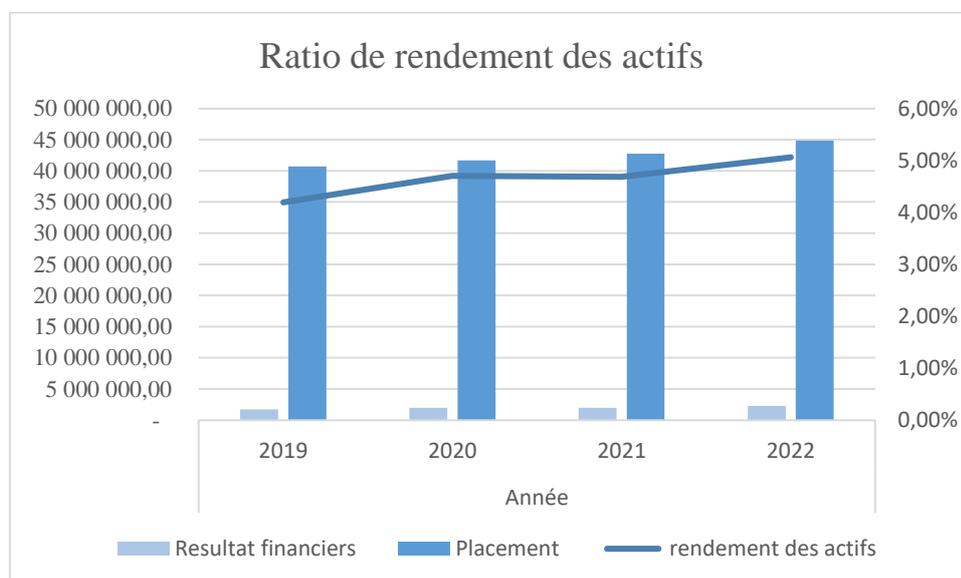
Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Résultat financiers	1 708 345,05	1 962 215,26	2 003 164,11	2 268 289,16	14,86	2,09	13,24
Placement	40721634,18	41704035,12	42778458,21	44831196,09	2,41	2,58	4,80
rendement des actifs	4,20%	4,71%	4,68%	5,06%	12,15	-0,48	8,05

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Du tableau ci-dessus, on constate que les placements de la SAA sont rentables. Ce rendement a connu une augmentation de 12.15% passant de 4.20 % en 2019 à 4.71 % en 2020 à 4.68% en 2021 à 5.06 % en 2022, et cette suite à la hausse enregistrée dans le résultat financier de 13.24 %.

Ce qui est bien illustré dans la figure suivante :

Figure 12 : Représentation graphique de ratio de rendement des actifs



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA

6.2.Ratio de solvabilité

Tableau 25: Le ratio de solvabilité

En KDA

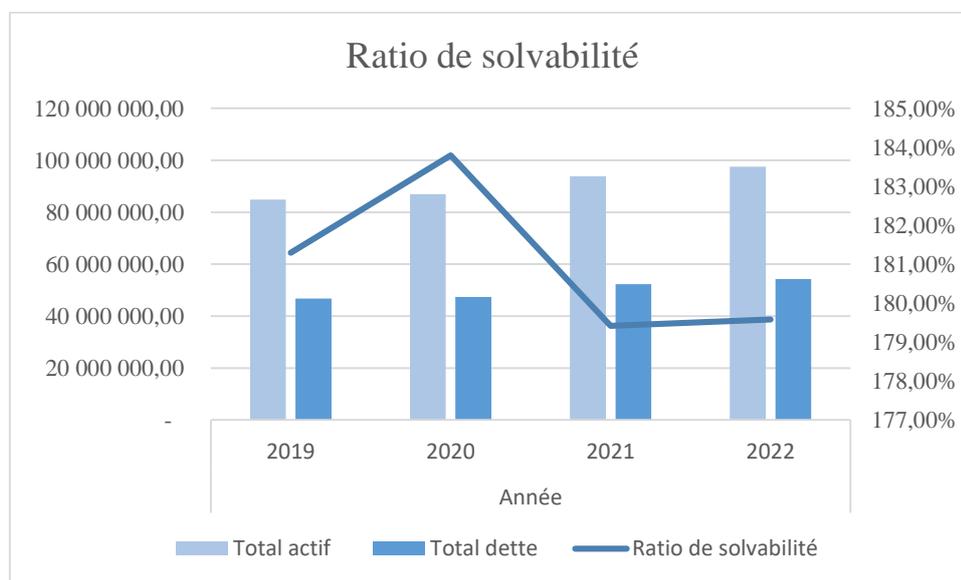
Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Total actif	84 838 066,24	87 032 948,85	93 894 734,36	97 504 181,61	2,59	7,88	3,84
Total dette	46 795 319,26	47 354 587,50	52 333 394,37	54 294 989,36	1,20	10,51	3,75
Ratio de solvabilité	181,30%	183,79%	179,42%	179,58%	1,38	-2,38	0,09

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Le ratio de solvabilité a connu une augmentation de 1.38 % en 2020 par rapport à 2019, suite à l'augmentation des dettes de 11.95 % et la hausse de l'actif de 2.58 %. Par contre en 2021 a connu une diminution de 2.38 % par rapport à 2020, malgré la hausse de l'actif de 7.88 %. En 2022 le ratio continuer a baissé de 0.09 par rapport à 2021.

Ce ratio est supérieur à 100%, ce que signifie que l'entreprise est solvable en général. C'est-à-dire que l'entreprise peut rembourser la totalité de ses dettes à l'échéance en utilisant la totalité de son actif.

Figure 13: Représentation graphique de ratio de solvabilité



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA

6.3.Ratio de financement par la réassurance

Tableau 26 : Le ratio de financement par la réassurance

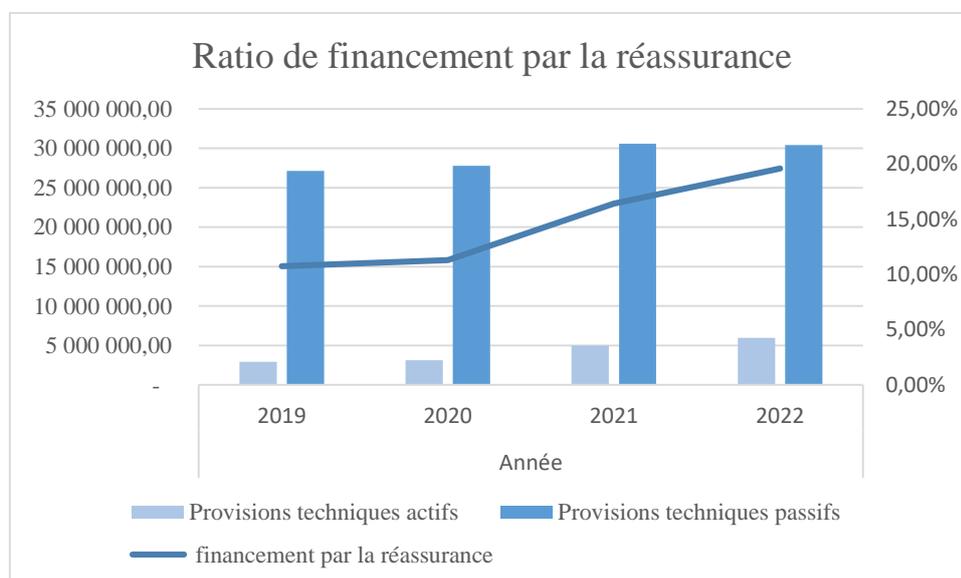
En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Provisions techniques actifs	2 917 949,92	3 136 004,11	5 015 685,26	5 960 911,15	7,47	59,94	18,85
Provisions techniques passifs	27 154 669,73	27 769 689,57	30 561 485,98	30 430 209,09	2,26	10,05	-0,43
financement par la réassurance	10,75%	11,29%	16,41%	19,59%	5,09	45,33	19,36

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Du tableau ci-dessus, on constate que ce ratio a connu une augmentation successivement de 5.09%, 45.33 % et 19.36 % en 2020 2021 et 2020, et cette suite à la hausse important des provisions techniques de l'actif de 7.47 % en 2020 par rapport à 2019, de 59.99 % en 2021 par rapport à 2020 et de 18.84 % en 2022 par rapport à 2021. Cette hausse peut être expliquée par l'augmentation du recours de la SAA à la réassurance c'est-à-dire le financement à travers la réassurance.

Figure 14: Représentation graphique de ratio de financement par la réassurance



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des bilans de la SAA

7. Les ratios de rentabilité

7.1. Ratio de rentabilité d'exploitation

Tableau 27: le ratio de rentabilité d'exploitation

En KDA

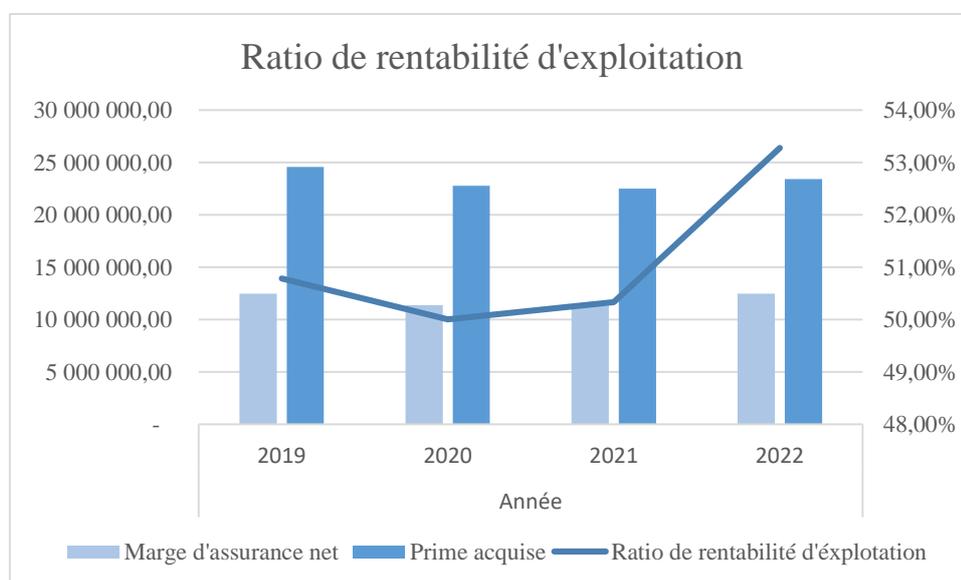
Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Marge d'assurance net	12 481 184,83	11 383 544,66	11 332 670,61	12 471 423,14	-8,79	-0,45	10,05
Prime acquise	24 576 584,62	22 766 116,41	22 516 201,75	23 409 362,92	-7,37	-1,10	3,97
Ratio de rentabilité d'exploitation	50,78%	50,00%	50,33%	53,28%	-1,54	0,66	5,85

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Du tableau ci-dessus, on constate que ce ratio a connu une diminution de 1.54 % en 2020 par rapport à 2019, suite à la baisse de la marge d'assurance nette de 8.79 %.

Par contre en 2021 ce ratio a connu une augmentation de 0.66 % par rapport à 2020, en 2022 ce ratio a connu une augmentation de 5.85% par rapport à 2021, suite à la hausse de la marge d'assurance nette de 10.04 %ce qui explique l'augmentation des sinistres en 2022.

Figure 15: Représentation graphique de ratio de la rentabilité d'exploitation



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA

7.2. Ratio de rentabilité de la marg d'assurance nette

Tableau 28: Le ratio de rentabilité de la marge d'assurance nette

En KDA

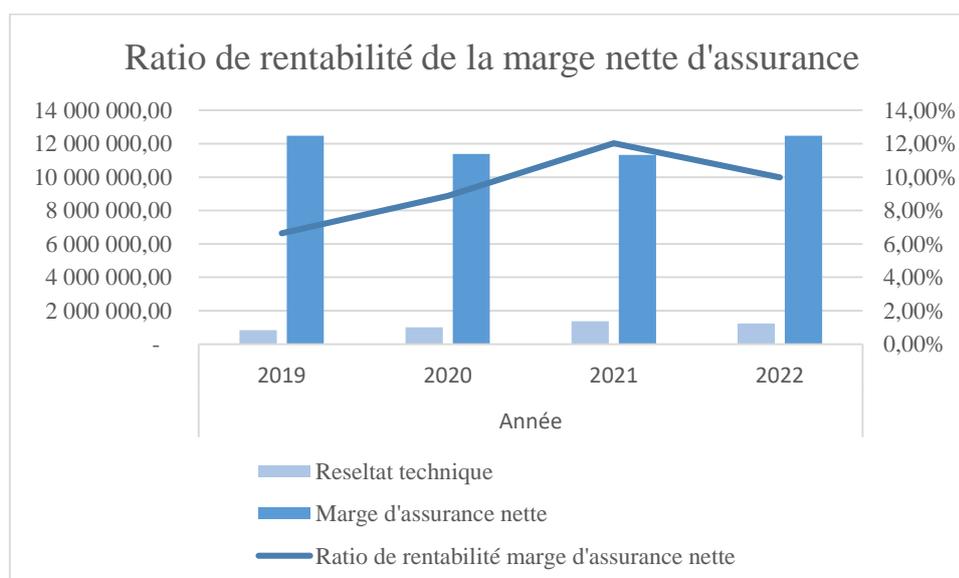
Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Résultat technique	829 197,53	1 010 497,34	1 363 344,72	1 245 113,16	0,22	0,35	- 0,09
Marge d'assurance nette	12 481 184,83	11 383 544,66	11 332 670,61	12 471 423,14	- 0,09	- 0,00	0,10
Ratio	6,64%	8,88%	12,03%	9,98%	33,62	35,52	-17,01

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Le taux de la participation de la marge d'assurance nette dans la formation du résultat technique opérationnel durant les quatre années a connu une augmentation de 33.62 % en 2020 par rapport à 2019 et 35.52 % en 2021 par rapport à 2020 suite à l'augmentation importante du résultat technique opérationnel en 2020, 2021 et 2022 de 21.86%, 34.91 %. Par contre ce ratio a connu une diminution 17.01 % en 2022 par rapport à 2021 suite à la baisse du résultat technique opérationnel en 2022 de 8.67 %.

Ce qui explique l'excédent de la marge d'assurance nette sur les charges de fonctionnement et les dotations malgré la hausse de cette dernière de 10.05 %% en 2022.

Figure 16: Représentation graphique de ratio de la rentabilité de marge d'assurance



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA

7.3.Ratio de rentabilité financière

Tableau 29 : Le ratio de rentabilité financière

En KDA

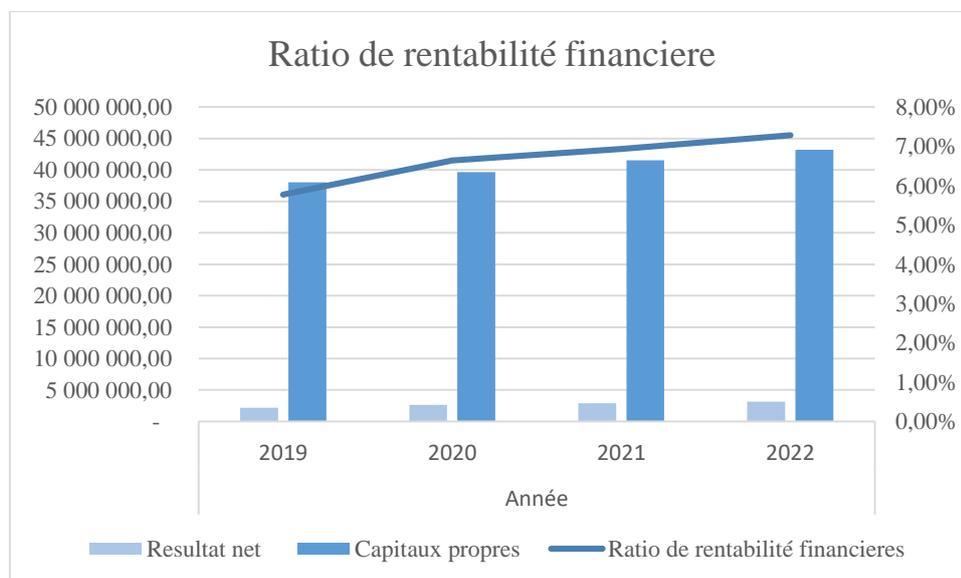
Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Résultat net	2 195 732,98	2 635 614,38	2 882 978,64	3 147 906,25	20,03	9,39	9,19
Capitaux propres	38 042 746,98	39 678 361,36	41 561 340,00	43 209 246,24	4,30	4,75	3,96
Ratio de rentabilité financière	5,77%	6,64%	6,94%	7,29%	15,09	4,43	5,03

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Le rendement des capitaux propres de la SAA varie entre 5% ; 6% et 7 % durant les quatre années. Toutefois, ce ratio a connu une légère baisse successive en 2020, 2021 et 2022, à savoir respectivement de 15.09 % 4.43 % et 5.03 % suite à l'augmentation des capitaux successivement de 4,29%, 4.74% et de 3.96 %

Ce qui est bien illustré dans la figure suivante :

Figure 17: Représentation graphique de ratio de la rentabilité financière



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA

7.4. Ratio de rentabilité économique

Tableau 30 : Le ratio de rentabilité économique

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2022	%	%	%
Résultat net	2 195 732,98	2 635 614,38	2 882 978,64	3 147 906,25	20,03	9,39	9,19
Total actif	84 838 066,24	87 032 948,85	93 894 734,36	97 504 181,61	2,59	7,88	3,84
Ratio de rentabilité économique	2,59%	3,03%	3,07%	3,23%	17,01	1,39	5,15

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des années 2019, 2020, 2021 et 2022.

Le taux de rentabilité économique Résultat/Actif mesure la capacité de l'entreprise de dégager un résultat en utilisant l'ensemble des moyens.

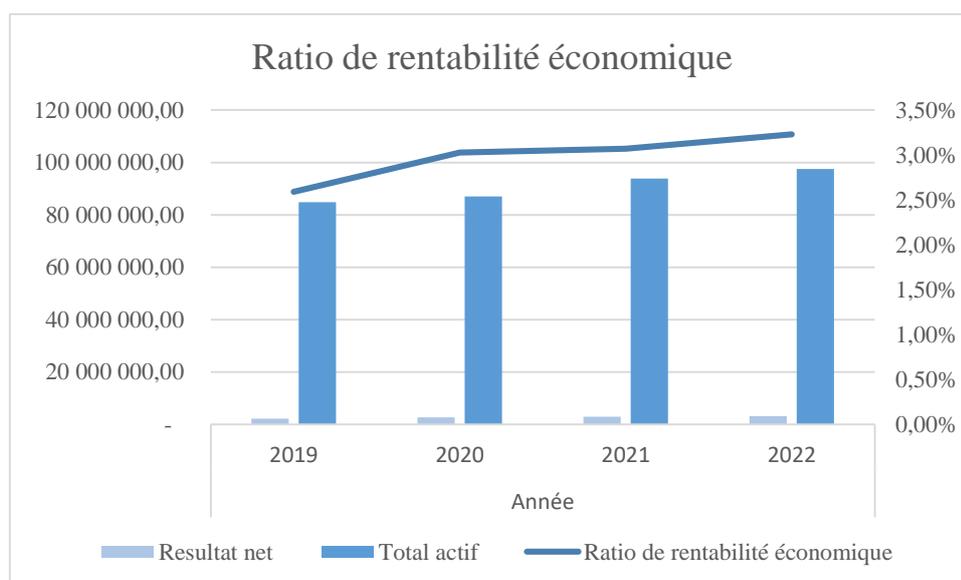
La rentabilité économique de la SAA varie entre 2% et 3% durant les quatre années. Celle-ci a connu une hausse de 17.01 % en 2020 par rapport à 2019, ce qui est dû à la hausse du résultat net de 20.03 %.

En 2021, la SAA a enregistré un taux de rentabilité économique de 3.07 %, soit une hausse de 1.39% par rapport à 2020 et ce, suite à la hausse du résultat net de 9.38 % et de l'actif de 7.78%.

En 2022, la SAA a enregistré un taux de rentabilité économique de 3.23 %, soit une hausse de 5.15 % par rapport à 2021 et ce, suite à la hausse du résultat net de 9.18 et de l'actif de 3.84%.

Ce qui est bien illustré dans la figure suivante :

Figure 18: Représentation graphique de la rentabilité économique



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des états financiers de la SAA

7.5.Ratio de rentabilité commerciale

Tableau 31: Le ratio de rentabilité commerciale

En KDA

Libellés	Année				Evolution en %		
	2019	2020	2021	2020	%	%	%
Résultat net	2 195 732,98	2 635 614,38	2 882 978,64	3 147 906,25	20,03	9,39	9,19
Prime acquise	24 576 584,62	22 766 116,41	22 516 201,75	23 409 362,92	-7,37	-1,10	3,9
rentabilité commerciale	8,93%	11,58%	12,80%	13,45%	29,58	10,60	5,02%

Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA des année 2019,2020,2021 et 2022.

Suite au tableau ci-dessus, on constate que l'activité commerciale de la SAA génère une rentabilité assez stable de près de 14% durant les trois dernières années.

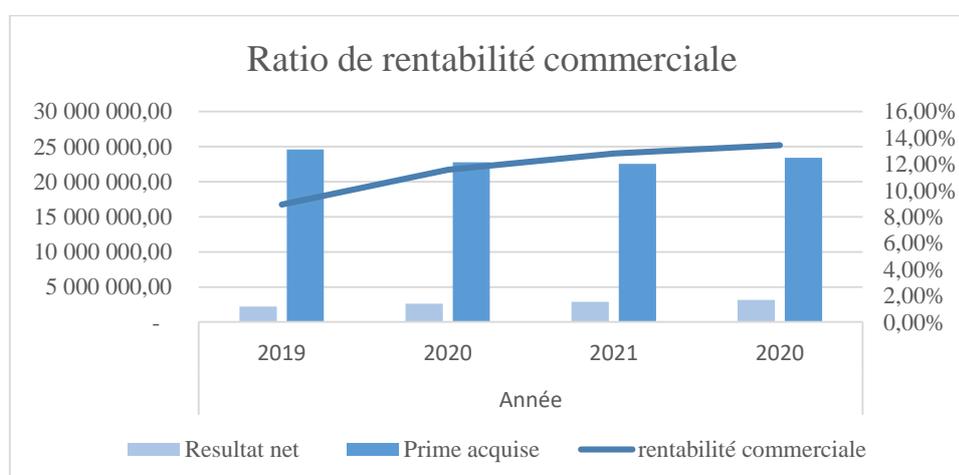
Cette rentabilité a augmenté de près de 29.58 % en 2020 par rapport à l'exercice 2019, passant de 8.93 % à 11.58 %, ce qui est dû à la hausse du résultat net de 20.03 % ainsi que la baisse du chiffre d'affaires de 7.36 %.

En 2021, cette rentabilité a connu une hausse de 10.60 % pour atteindre le taux de 12.80 %, et, suite à la hausse enregistrée dans le résultat net de 9.38 % et la baisse du chiffre d'affaires de 1.09 %.

En 2022, cette rentabilité a connu une hausse de 5.02 % pour atteindre le taux de 13.45 %, et, suite à la hausse enregistrée dans le résultat net de 9.18 % et du chiffre d'affaires de 3.96 %.

Ce qui est bien illustré dans la figure suivante :

Figure 19: Représentation graphique de ratio de la rentabilité commerciale



Source : Élaborer par l'étudiante à partir des comptes de résultats de la SAA

Section 03 : L'impact de la crise sanitaire (covid-19) sur la santé financière de la SAA

La crise sanitaire mondiale a bouleversé de nombreux secteurs économiques, et les compagnies d'assurance n'ont pas été épargnées. Cette section présente les résultats de notre étude sur l'impact de la crise sur la santé financière de SAA. On analyse les principaux indicateurs financiers affectés, tels que la rentabilité, la solvabilité et les ratios et on met en lumière les défis spécifiques rencontrés par la compagnie. Enfin, on propose des recommandations stratégiques visant à renforcer la résilience financière et à mieux préparer l'entreprise à affronter de futures crises.

1. Les résultats :

L'étude et l'analyse des états financiers de la SAA a permis de relever ce qui suit :

- En 2019, 2020, 2021 et 2022 le FR est négatif ;
- En 2019, 2020, 2021 et 2022 le BFR est négatif ;
- En 2019, 2020, 2021 et 2022 la TN est positif mais elle est en diminution continue ;
- La marge d'assurance a diminué de 7.79% en 2020 par rapport à 2019 et aussi en 2021 enregistré une diminution de 0.45% cette suite à la diminution des prestations de et les primes acquis de, toutefois en 2022, celle-ci a connu une hausse de 10.05 % par rapport à 2021 ;
- Le résultat net de la SAA est positif. Il a augmenté de 21.03% en 2020 par rapport à 2019, suite à la hausse de résultat technique opérationnel. Par contre en 2021 ce résultat a augmenté d'un taux de 9.39 % par rapport à 2020, ce qui dû à l'augmentation du résultat financier de 2.09% et résultat technique opérationnel de 34.92%, 2022 ce résultat a augmenté d'un taux de 9.19 % par rapport à 2021 diminution du résultat technique opérationnel de 8.67% ;
- Le ratio combiné est supérieur à 100%, %, passant de 103.24 % en 2019 à 103.98 % en 2020 à 106.24 % n 2021. Par contre en 2022 le ratio combiné est inférieur à 100 % (96.78 %). Toutefois, nous pouvons juger que l'activité de la SAA est rentable ;
- Les placements de la SAA sont rentables. Ce rendement a connu une augmentation de 12.15% passant de 4.20 % en 2019 à 4.71 % en 2020 à 4.68% en 2021 à 5.06 % en 2022, et cette suite à la hausse enregistrée dans le résultat financier de 13.24 % ;
- Le ratio de rentabilité d'exploitation varie entre 50% et 53.33% durant les quatre derniers exercices ;

- Le ratio de rentabilité de la marge d'assurance nette a connu une tendance à la hausse passant de 6.64 % en 2019, 8.88% en 2020 à 12.03% en 2021, et baisse 9.98 en 2021 ;
- Le ratio de rentabilité financière a connu une hausse continue passant de 5.77% en 2019 à 7.29% en 2022 ;
- Le ratio de rentabilité économique varie entre 2.59% et 3.23% durant les quatre derniers exercices ;
- Le ratio de rentabilité commerciale une hausse continue passant de 8.89% en 2019 à 13.45% en 2022 ;
- Le ratio de solvabilité est supérieur à 100% durant les quatre derniers exercices, ce que signifie que l'entreprise peut rembourser la totalité de ses dettes à l'échéance en utilisant la totalité de son actif.

De ce fait, on synthétise que l'activité de la SAA, qui est leader du marché Algérien des assurances, est rentable vu que les ratios que on a calculés sont en sa faveur :

- Résilience face à la crise pandémique ;
- Des résultats conformes à la stratégie adoptée ;
- Un leadership affirmé ;
- Un portefeuille fortement diversifié ;
- Une appétence au risque associée à une gestion optimale des engagements ;
- Une solvabilité particulièrement solide.

2. Les problèmes à traiter et les solutions proposer

- Fonds de roulement et la trésorerie nette : Le fonds de roulement est négatif et la trésorerie nette est positif mais en diminution.
- Les créanciers non solvables : Les grandes entreprises qui ont fait faillite pendant la crise sanitaire et n'ont pas pu rembourser leurs dettes.

3. Les solutions proposer

- Gestion proactive des actifs : Réévaluer régulièrement le portefeuille d'investissements pour s'assurer qu'il maximise les rendements tout en minimisant les risques. Diversifier les investissements pour protéger contre la volatilité du marché.
- Développement de nouveaux produits : Créer de nouveaux produits d'assurance attractifs qui répondent aux besoins du marché et qui peuvent générer des revenus supplémentaires.

- Liquidité des actifs : Assurer que certains actifs sont suffisamment liquides pour pouvoir être convertis en cash rapidement en cas de besoin.
- Politique de paiement : Encourager les clients à opter pour des paiements annuels ou semestriels plutôt que mensuels, ce qui améliore le flux de trésorerie.
- Traitement rapide des sinistres : Accélérer le traitement des sinistres pour réduire les coûts administratifs et les frais de gestion.
- Analyse de solvabilité : Effectuez des vérifications de solvabilité avant d'accepter de nouveaux clients et évaluez régulièrement la solvabilité des clients existants.
- Conditions de paiement strictes : Établissez des conditions de paiement claires et strictes et appliquez-les rigoureusement.

Conclusion :

Ce chapitre présente l'étude de cas empirique appliqué au sein de la SAA, en effet, il représente une extrapolation des concepts étudiés lors des deux premiers chapitres afin d'étudier la santé financière de la SAA.

Après avoir fait connaissance de l'entreprise, cela permis d'effectuer une présentation générale de la SAA et de sa structure organisationnelle. En effet à partir de l'étude financière de la santé financière de la SAA qui a été effectué sur la base des bilans, des comptes des résultats et de l'analyse par la méthode des ratios pendant les quatre années successives 2019, 2020, 2021, et 2022 a permis d'avoir un aperçu sur la situation financière de cette compagnie.

De ce fait, on synthétise que l'activité de la SAA, qui est leader du marché Algérien des assurances, est rentable vu que les ratios que nous avons calculés sont en sa faveur.

On peut dire aussi que malgré la crise sanitaire que vit le secteur durant ces deux années, la SAA a su garder sa position de leader ainsi qu'assurer sa solvabilité et rentabilité.

CONCLUSION GENERAL

Conclusion générale

La prospérité des entreprises est un élément crucial de la réussite de l'économie nationale. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel d'utiliser des outils appropriés. C'est pourquoi les chercheurs en économie et en finances des entreprises ont développé des outils d'analyse et de diagnostic pour aider les gestionnaires à évaluer et à comprendre le comportement des entreprises.

Les outils disponibles pour les entreprises sont des méthodes indispensables qui mettent en lumière les forces et les faiblesses à travers des indicateurs et des ratios significatifs. Cela permet de prendre des décisions pertinentes pour atteindre les objectifs fixés.

Ce mémoire, intitulé "*l'impact de la crise sanitaire sur la santé financière d'une compagnie d'assurance*", a été enrichi par une étude de cas pratique. Cette dernière a permis d'analyser en détail les documents comptables et financiers de l'entreprise SAA, dans le but d'évaluer sa situation financière actuelle. Grâce à cette analyse financière approfondie, des recommandations a été formulées pour assurer la pérennité de l'entreprise à long terme.

En effet, cette analyse repose sur l'examen des bilans financiers, des comptes de résultat, ainsi que des indicateurs clés tels que le fonds de roulement (FR), le besoin en fonds de roulement (BFR), la trésorerie nette (TN) et l'utilisation de ratios. Cette analyse comparative est menée sur une période de quatre années consécutives, à savoir 2019, 2020, 2021 et 2022.

Tests et constats d'hypothèse

Notre recherche a confirmé ou infirmé les trois hypothèses formulées :

Comme formulé dans la première hypothèse **(H01)** : Les outils d'analyse de la santé et de la structure financière d'une entreprise comprennent :

Tous les outils d'analyse (ratios, indicateurs d'équilibre, les indicateurs d'activité analyse dynamiques analyse statistique... Etc.) Et ça peut toucher tous les états financiers, (bilan, compte résultat, TFT. Etc...).

Oui, l'analyse de la santé financière des compagnies d'assurance nécessite l'utilisation de méthodes spécifiques en raison des particularités du secteur.

Hypothèse confirmée, Les outils d'analyse de la santé et de la structure financière d'une entreprise comprennent :

Tous les outils d'analyse (ratios, indicateurs d'équilibre, les indicateurs d'activité analyse dynamiques analyse statistique... Etc.) Et ça peut toucher tous les états financiers, (bilan, compte résultat, TFT. Etc...).

Oui, l'analyse de la santé financière des compagnies d'assurance nécessite l'utilisation de méthodes spécifiques en raison des particularités du secteur.

La deuxième hypothèse (**H02**) : Les composants du marché de l'assurance comprennent les assureurs, les assurés (clients), les courtiers d'assurance, les réassureurs, les agences gouvernementales de régulation, et les produits d'assurance eux-mêmes, tels que l'assurance vie, l'assurance automobile.

Hypothèse confirmée par notre étude.

Notre étude infirmée de la troisième hypothèse (**H03**) : La crise sanitaire a un impact négatif sur le résultat de la SAA.

La crise sanitaire a un impact positif sur le résultat de la SAA.

Recommandations

Pour améliorer la santé financière de l'entreprise, on recommande de prendre les mesures suivantes

- Utiliser l'intelligence artificielle pour faciliter l'analyse de solvabilité des clients
- Renforcer l'effectif de personnels travaillant dans le département de financier

Perspectives de recherche

En fin de compte, notre travail représente une piste de recherche qui nécessite non seulement des améliorations, mais également une exploration plus poussée afin de répondre aux interrogations laissées en suspens :

- Analyse du tableau des flux de trésorerie et son impact sur la stratégie des assurances ;
- La capacité d'autofinancement et la rentabilité des assurances ;
- Analyse du tableau de variation des capitaux propres.

Liste bibliographique

Liste bibliographique :**• Les livres**

1. ALAIN Rey, **Dictionnaire Petit Robert**, édition de 2007, p162.
2. ALLAIS M., « **crise mondiale d'aujourd'hui** » Clément Juglar, Paris, 1999, p 57.
3. B. et F. GRANDGUILLOT, **Analyse financière**, édition Gualino, France, 2009, p 14.
4. BARROS, Tonhy, « **La crise financière internationale 2008-2009 face à l'économie congolaise** », Université William Booth (U.W.B) 2011.
5. BARTHELEMY Bernard, **Gestion des risques méthode d'optimisation globale**, édition l'organisation, 2001, p13.
6. BURLAUD Alain Et MOLLET Michèle Et LANGLOIS Georges, **Finance d'entreprise** 4ème Edition, Edition Foucher, Vanves, 2010, P250.
7. COHEN Elie, **Analyse Financière**, Edition Economica, 6ème édition, Paris, 2006, P.08.
8. COHEN. Elie, « **Analyse financière** », Édition ÉCONOMICA, 5ème édition, Paris, 2004, pp 15, 16.
9. COLAISSE B, **La gestion financière de l'entreprise**, PUF, Paris, 1993, p 299.
10. COUILBAULT François, ELIASHBERG Constant, **Les grands principes de l'assurance**, l'argus, 9 éditions, 2009, p54.
11. **Cour de Contrôle de gestion appliqué à l'assurance**, Cours complet, exercices d'application et bibliographie sur www.fr.scribd.com. Partie (02).
12. D.OGIEN, **Gestion financière de l'entreprise**, édition Dunod, Paris, 2008, p 74.
13. ECOHEN, **Analyse financière**, édition Economica, 5 éd, Paris, 2004, p 267.
14. EGLEMJY, PHILIPS, RAULETC, « **Analyse comptable et financière** », éditions DUNOD, 8es éditions, Paris, 2000, p 102.
15. EVRAERT, S. « **Analyse et diagnostic financier** », 2eme édition, Paris, EYROLLES, 1992, p 106.
16. FABERA, **Eléments d'analyse financière**, ULB, Janvier 2002, p 24.
17. François LUKAU Nkodi, **gestion des assurance**, édition de l'harmattan 2014 paris, p 25.
18. Gérard Melyon, « **Gestion Financiers** », BREAL, 4e Edition, 2007, P 179.
19. GINGLINGER, « **Gestion financière de l'entreprise** », Édition Dalloz, Paris. P 37.
20. GINIES Marie-Lorène et PAULIN Arthur, **Les métiers de la banque finance assurance**, édition Studyrama, P 27.

21. HENRIET Dominique, ROCHET Jean-Charles, **Microéconomie de l'assurance**, Economica, Paris, 1991, p18.
22. IFACI, Price Waterhouse Coopers et Landwell, **Le management des risques de l'entreprise**, Cadre de Référence, Techniques d'application, Editions d'Organisation, Paris, 2005, p 23.
23. J. PEYRARD, **Analyse financière**, 9 éd. Paris, 2006, p 164.
24. JACQUES A, la crise et après, Paris, Fayard, 2009, p 36.
25. JP. LAHILLE, **Analyse financière**, édition Dunod, 6 éd, Paris, 2007, p 01.
26. J-Yeatman, « **Manuel International de l'assurance** », édition Economica ; Paris, 1998, P 10.
27. LE MANH Anne, Et MAILLET Catherine, « **Normes Comptable internationales IAS/IFRS** », Edition FOUCHER, Vanves, 2007, P3.
28. L'Organisation Internationale de Normalisation (ISO).
29. M.PICCAR et B. BESSON, **Les assurances terrestres et le contrat d'assurance**, Tomel, 4édition l'argus, 1975, P2.
30. MARION Alain, **Analyse financière, concepts et méthodes. DUNOD**, 4eme édition, Paris 2007, p 01.
31. MAURISE A, « **crise mondiale d'aujourd'hui** », Clément Juglar, 1999.
32. MERKOUAR Richard, **Risques et assurances de la PME**, Dunod, Paris, 2006, p113.
33. MOISSON, M, « **Étude de la rentabilité des entreprises** », Edition d'organisation, Paris, 1962, p 28.
34. Olivier L., « **comprendre les crises financières** », FYROLLES PRATIQUES, 2022, p 81.
35. PAULIN Murielle, **économie et organisation de l'assurance**, Séfi édition, Québec, 2007, p 45.
36. R. BERZILE, **Analyse financière**, édition HRW, Montréal, 1989, p 15.
37. RAMA, Pierre. « **Analyse et diagnostique financier** », Paris, d'organisation. 2001, p 71.
38. REDJEM, Necib, « **Méthodes d'analyse financière** », Édition DAR EL OULOUM, 2005, P 100.
39. **Système Comptable Financier**, 50me Edition, BERTI Edition, Alger, 2017, P 116.
40. THIBIERGE, Christophe. « **Analyse financière** », Paris, décembre 2005.p 46.
41. TRAINAR, P., THOUROT, P, « **Gestion de l'entreprise d'assurance** », édition DUNOD, 2 éd, paris, 2017, p06.

42. YEGLEM, J, PHILIPPES, A, RAULET, C. **Analyse comptable et financière**. 8ème Edition, Paris, 2000, p 59.

• **Les sites**

1. <https://www.legalplace.fr/guides/sante-financiere-entreprise/>
2. <https://anouarelka.wordpress.com/2015/11/13/analyse-des-etats-financiers-des-compagnies-dassurance/>.
3. <https://anouarelka.wordpress.com/2015/11/13/analyse-des-etats-financiers-des-compagnies-dassurance/>.
4. https://www.google.com/search?q=rentabilite%20d%27exploitation&ie=utf-8&oq=utf8&aq=t&rls=org.mozilla:fr:official&client=firefox-a&source=hp&channel=np&gws_rd=ssl.
5. https://www.memoireonline.com/05/10/3507/m_Diagnostic-financier-des-entreprises-dassurances-au-Rwanda-12.html.
6. <https://data.who.int/dashboards/covid19/deaths?n=c>,
7. <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Crise.htm>. Consulté le 21/04/2024 à 17h35
8. www.cnrtl.fr

• **Les thèses et mémoires**

1. ASLOUDJ, Nedjima., GOUTAL, Wahiba : « Analyse financière d'une entreprise Cas de la STH-DRC de Bejaia ». Mémoire de fin de cycle En vue de l'obtention d'un diplôme de Master II en sciences économiques Option : Monnaie Banque et environnement international (MBEI), Université A. Mira de Bejaia Faculté des Sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion Département des sciences économique, Année Universitaire 2016/2017, p. 19.
2. Dr. LAZREG.M, Dr. GODIH.D, Les stratégies de croissance externe et d'internationalisation, in revue d'études économiques et financières, N° 01, 2018.
3. MAZDAD L, Etat des lieux de marché assurantiel algérien, 16ième congrès de maitrise des risques et de Sûreté de fonctionnement, octobre, 2008, p 2.
4. MEZDAD L, **Essai d'analyse du secteur des assurances et de sa contribution dans l'intermédiation financière nationale**, mémoire de Magister en Science Economique, option Monnaie, Finance et Globalisation, université de Bejaia, 2006, p37.
5. DIEYNABA, L Y : **L'expert-comptable (commissaire aux comptes) face aux risques d'audit des sociétés d'assurances de dommages cas du cabinet pyramide group Sénégal**, Mémoire de master professionnel en audit et contrôle de gestion (MPACG),

Institut Supérieur de comptabilité, de Banque et de Finance (ISCBF), Centre Africain d'Etude Supérieures en gestion, promotion (2010-2012), P 15.

6. **GOURLIER, Sophie analyse de la rentabilité d'un produit en santé individuelle**
Mémoire présenté devant l'université Paris Dauphine pour l'obtention du diplôme du Master Actuariat et l'admission à l'institut des actuaires le 14.11.2014, P 41.
 7. **GREGORIO, Antonella di La gestion des sinistres en assurance IARD**, quels leviers d'optimisation et d'amélioration de la performance opérationnelle pour une gestion efficiente et innovante ?», Thèse Professionnelle. MBA CNAM/ENASS (2009/2011), P 18.
- **Cours pédagogique**
 1. Pr. OUDAI, M. **cours 2ème année analyse financière** école supérieure de commerce chapitre 05. P 02.
 2. TALEB, Lotfi « **chapitre 03 cours de gestion financière 2ème ESSE CT** », P 02.

Liste des annexes

Annexe 1 : Bilan actif 2019

Societe Nationale d'Assurance

Entreprise : SAA

BILAN(Actif)

Edité le : 10/05/2020 11:40

Page : 1

Au : 31/12/2019

DESIGNATION	MONTANT BRUT	AMORT./PROVISIO NS	MONTANT NET N	MONTANT NET N-1
Ecart d'acquisition- Goodwill positif ou négatif				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	276.234.709,82	173.568.675,25	102.666.034,57	101.389.784,32
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	5.398.432.314,94		5.398.432.314,94	5.393.328.454,94
Batiments d'exploitations	19.964.074.326,40	3.852.124.092,99	16.111.950.233,41	16.155.538.084,22
Batiments de placements	1.480.762.681,22	720.206.504,85	760.556.176,37	838.234.720,77
Autres immobilisations corporelles	1.855.514.360,90	1.025.002.114,56	830.512.246,34	868.633.942,69
Immobilisation en concession	122.527.588,00	25.960.944,18	96.566.643,82	176.442.025,27
IMMOBILISATIONS EN COURS	902.190.516,69		902.190.516,69	603.921.522,45
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées	5.252.547.646,06	1.003.751.602,80	4.248.796.043,26	4.407.229.622,71
Autres titres immobilisés	31.656.304.178,90		31.656.304.178,90	38.096.282.816,58
Prêts et autres actifs financiers non courants	234.294.435,71		234.294.435,71	249.606.962,05
IMPOTS DIFFERES ACTIF	1.301.105.652,72		1.301.105.652,72	968.132.083,21
FONDS OU VALEURS DEPOSEES AUPRES DES CEDANT	35.692.231,91		35.692.231,91	9.308.588,88
TOTAL ACTIF NON COURANT	68.479.680.643,27	6.800.613.934,63	61.679.066.708,64	67.868.048.608,09
PROVISIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE				
Part de la coassurance cédée				
Part de la réassurance cédée	2.917.949.924,46		2.917.949.924,46	2.105.588.533,21
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES				
Cessionnaires cédants débiteurs	655.820.886,90		655.820.886,90	652.649.027,59
Assurés, intermédiaires d'assurance et comptes rattachés	7.712.610.403,37	1.887.000.191,54	5.825.610.211,83	5.917.766.322,55
Autres débiteurs	669.511.980,72	44.025.212,55	625.486.768,17	839.055.118,78
Impôts et assimilés	202.247.551,65	144.719.683,34	57.527.868,31	89.808.266,01
Autres créances et emplois assimilés	182.003.075,91		182.003.075,91	175.026.589,35
DISPONIBILITES ET ASSIMILES				
Placements et autres actifs financiers courants	9.065.330.000,00		9.065.330.000,00	1.574.984.000,00
Trésorerie	3.847.488.302,24	18.227.504,73	3.829.270.797,51	3.409.208.949,90
TOTAL ACTIF COURANT	25.252.972.125,25	2.093.972.692,16	23.158.999.533,09	14.764.086.807,39
TOTAL GENERAL ACTIF	93.732.652.768,52	8.894.586.526,79	84.838.066.241,73	82.632.135.415,48

Annexe 2: Bilan passif 2019

Societe Nationale d'Assurance

BILAN(Passif)

Entreprise : SAA

Edité le : 10/05/2020
Page : 1

Au : 31/12/2019

DESIGNATION	MONTANT NET	MONTANT NET - 1
Capital émis	30.000.000.000,00	30.000.000.000,00
Capital non appelé		
Primes et réserves	5.673.904.859,90	4.272.957.128,43
Ecart d'évaluation	173.109.142,47	173.109.142,47
Ecart d'équivalence		
Résultat net	2.195.732.975,70	2.900.947.731,47
Autres capitaux propres -Report a nouveau		
Comptes intermediaire		
TOTAL I - CAPITAUX PROPRES	38.042.746.978,07	37.347.014.002,37
Emprunts et dettes financières	1.920.224.600,00	2.865.614.402,88
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courants	96.566.643,82	176.442.025,27
Provisions réglementées	2.854.291.847,19	2.542.376.359,75
provisions et produits comptabilisés d'avance	2.318.020.619,42	1.854.067.244,52
Fonds ou valeurs reçus des réassureurs	2.391.731.086,10	1.644.216.464,64
TOTAL II PASSIF NON COURANT	9.580.834.796,53	9.082.716.497,06
Operations directes	27.154.669.726,80	26.430.223.025,25
Acceptations	351.716.383,83	266.897.138,92
Cessionnaires, Cédants et comptes rattachés	2.956.666.682,69	3.190.485.908,85
Assurés et intermédiaire d'assurance	641.860.796,12	602.423.969,20
Impôts	2.080.136.587,67	2.104.544.538,45
Autres dettes	4.029.169.277,47	3.525.758.915,28
TRESORERIE PASSIF	265.012,55	82.071.420,10
TOTAL III PASSIF COURANT	37.214.484.467,13	36.202.404.916,05
TOTAL GENERAL PASSIF	84.838.066.241,73	82.632.135.415,48

Michel D.
 Contrôleur
 et de Contrôle
 Michèle L.
 Contrôleur

Annexe 3 : Compte de résultat 2019

Société Nationale d'Assurance
 Edité le : 10/05/2020 11:4
 Page : 1
 Au : 31/12/2019

COMpte DE RESULTATS (

Entreprise : SAA

DESIGNATION	OPERATIONS BRUTES	CESSIONS ET RETROCESSION	OPERATIONS NETTES N	OPERATIONS NETTES N-1
Primes émises sur opérations directes	28.474.528.878,25	4.704.536.476,30	23.769.992.401,95	23.045.494.714,09
Primes acceptées	861.848.481,77		861.848.481,77	814.667.926,42
Primes émises reportées	16.589.056,05	4.720.189,10	11.868.866,95	36.008.945,68
Primes acceptées reportées	-67.125.127,21		-67.125.127,21	-37.462.061,51
I - PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	29.285.841.288,86	4.709.256.665,40	24.576.584.623,46	23.858.709.524,68
Prestations (sinistres) sur opérations directes	14.734.736.150,85	1.769.678.600,63	12.965.057.550,22	12.375.998.362,92
Prestations (sinistres) sur acceptation	27.959.764,97	1.573.651,67	26.386.113,30	7.614.657,97
II - PRESTATIONS(SINISTRE) DE L'EXERCICE	14.762.695.915,82	1.771.252.252,30	12.991.443.663,52	12.383.613.010,89
Commissions reçues en réassurance	-942.715.605,57		942.715.605,57	828.527.822,74
Commissions versées en réassurance	46.671.731,19		-46.671.731,19	-53.653.807,91
III - COMMISSIONS DE REASSURANCE	-896.043.874,38		896.043.874,38	774.874.014,83
Subvention d'exploitation d'assurances				
IV - MARGE D'ASSURANCE NETTE	14.523.145.373,04	2.041.960.538,72	12.481.184.834,32	12.249.970.528,62
Services extérieurs & autres consommations	2.972.766.733,93		2.972.766.733,93	2.911.355.664,40
Charges de personnel	5.474.484.854,75		5.474.484.854,75	4.799.411.511,04
Impôts, Taxes & Versements assimilés	582.638.193,71		582.638.193,71	563.220.305,10
Production immobilisée				
Autres produits opérationnels	-383.335.281,29		-383.335.281,29	-382.044.272,43
Autres charges opérationnelles	167.260.716,58		167.260.716,58	149.104.034,23
Dotations aux amortissements, provisions & pertes de valeur	3.210.886.375,51		3.210.886.375,51	2.883.111.063,00
Reprises sur perte de valeur & provisions	-372.714.290,58		-372.714.290,58	-917.187.083,69
V - RESULTAT TECHNIQUE OPERATIONNEL	2.871.158.070,43	2.041.960.538,72	829.197.531,71	2.242.999.326,97
Produits financiers	1.878.768.579,39		1.878.768.579,39	1.639.210.663,15
Charges financières	170.423.527,70		170.423.527,70	220.010.224,61
VI - RESULTATS FINANCIERS	1.708.345.051,69		1.708.345.051,69	1.419.200.438,54
VII - RESULTATS ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)	4.579.503.122,12	2.041.960.538,72	2.537.542.583,40	3.662.199.765,51
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	674.783.177,21		674.783.177,21	986.246.765,26
Impôts différés (Variations) sur résultat ordinaires	-332.973.569,51		-332.973.569,51	-224.994.731,22
TOTAL DES PRODUITS ORDINAIRES	31.920.659.440,12		28.107.446.649,10	27.572.025.568,78
TOTAL DES CHARGES ORDINAIRES	27.682.965.925,70		1.771.252.252,30	24.671.077.837,31
VIII - RESULTAT NET DES RESULTATS ORDINAIRE	4.237.693.514,42		2.041.960.538,72	2.900.947.731,47
Eléments extraordinaires (Produits à préciser)				
Eléments extraordinaires (Charges à préciser)				
IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE				
X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE	4.237.693.514,42	2.041.960.538,72	2.195.732.975,70	2.900.947.731,47

Annexe 4 : Bilan actif 2020

Société Nationale d'Assurance

Entreprise : SAA

BILAN(Actif)

Edité le : 12/05/2021 11:00

Page : 1

Au : 31/12/2020

DESIGNATION	MONTANT BRUT	AMORT./PROVISIO NS	MONTANT NET N	MONTANT NET N-1
Ecart d'acquisition- Goodwill positif ou négatif				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	280.405.709,82	180.763.243,17	99.642.466,65	102.666.034,57
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	6.132.619.215,20		6.132.619.215,20	5.398.432.314,94
Batiments d'exploitations	19.242.137.395,02	4.463.072.830,06	14.779.064.564,96	16.111.950.233,41
Batiments de placements	1.480.762.681,22	790.886.605,03	689.876.076,19	760.556.176,37
Autres immobilisations corporelles	1.925.022.389,88	1.144.511.435,32	780.510.954,56	830.512.246,34
Immobilisation en concession	122.527.588,00	29.673.901,39	92.853.686,61	96.566.643,82
IMMOBILISATIONS EN COURS	1.460.317.057,10		1.460.317.057,10	902.190.516,69
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres mis en équivalence				
Autres participations et créances rattachées	5.252.547.646,06	1.058.020.448,63	4.194.527.197,43	4.248.796.043,26
Autres titres immobilisés	34.302.631.117,06		34.302.631.117,06	31.656.304.178,90
Prêts et autres actifs financiers non courants	127.938.950,48		127.938.950,48	234.294.435,71
IMPOTS DIFFERES ACTIF	1.413.575.263,61		1.413.575.263,61	1.301.105.652,72
FONDS OU VALEURS DEPOSES AUPRES DES CEDANT	66.974.850,76		66.974.850,76	35.692.231,91
TOTAL ACTIF NON COURANT	71.807.459.864,21	7.666.928.463,60	64.140.531.400,61	61.679.066.708,64
PROVISIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE				
Part de la coassurance cédée				
Part de la réassurance cédée	3.136.004.106,95		3.136.004.106,95	2.917.949.924,46
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES				
Cessionnaires cédants débiteurs	849.831.156,96		849.831.156,96	655.820.886,90
Assurés, intermédiaires d'assurance et comptes rattachés	8.508.722.851,18	2.647.794.422,92	5.860.938.428,26	5.825.610.211,83
Autres débiteurs	1.221.607.330,68	43.620.535,49	1.177.986.795,19	625.486.768,17
Impôts et assimilés	152.302.094,95	22.674.994,34	129.627.100,61	57.527.868,31
Autres créances et emplois assimilés	171.836.166,82		171.836.166,82	182.003.075,91
DISPONIBILITES ET ASSIMILES				
Placements et autres actifs financiers courants	7.401.404.000,00		7.401.404.000,00	9.065.330.000,00
Trésorerie	4.184.326.870,67	19.537.172,92	4.164.789.697,75	3.829.270.797,51
TOTAL ACTIF COURANT	25.626.034.978,21	2.733.617.125,67	22.892.417.452,54	23.158.999.533,09
TOTAL GENERAL ACTIF	97.433.904.842,42	10.400.545.589,27	87.033.359.263,07	84.838.066.241,73

Annexe 5 : Bilan passif 2020

Societe Nationale d'Assurance

BILAN(Passif)

Entreprise : SAA

Edité le : 12/05/2021 11:13

Page : 1

Au : 31/12/2020

DESIGNATION	MONTANT NET	MONTANT NET - 1
Capital émis	30.000.000,00	30.000.000,00
Capital non appelé		
Primes et réserves	6.869.637.835,60	5.673.904.859,90
Ecart d'évaluation	173.109.142,47	173.109.142,47
Ecart d'équivalence		
Résultat net	2.635.614.377,94	2.195.732.975,70
Autres capitaux propres -Report a nouveau		
Comptes Intermediaire		
TOTAL I - CAPITAUX PROPRES	39.678.361.356,01	38.042.746.978,07
Emprunts et dettes financières	976.008.600,00	1.920.224.600,00
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courants	92.853.686,61	96.566.643,82
Provisions réglementées	3.202.651.754,99	2.854.291.847,19
provisions et produits comptabilisés d'avance	2.181.726.026,43	2.318.020.619,42
Fonds ou valeurs reçus des réassureurs	2.578.148.982,44	2.391.731.086,10
TOTAL II PASSIF NON COURANT	9.031.389.050,47	9.580.834.796,53
Operations directes	27.769.689.570,89	27.154.669.726,80
Acceptations	565.216.525,24	351.716.383,83
Cessionnaires, Cédants et comptes rattachés	3.411.751.138,06	2.956.666.682,69
Assurés et intermédiaire d'assurance	677.137.400,11	641.860.796,12
Impôts	1.503.441.897,99	2.080.136.587,67
Autres dettes	4.395.715.346,37	4.029.169.277,47
TRESORERIE PASSIF	246.568,01	265.012,56
TOTAL III PASSIF COURANT	38.323.198.446,67	37.214.484.467,13
TOTAL GENERAL PASSIF	87.032.948.853,15	84.838.066.241,73



Annexe 6 : Compte de résultat 2020

Société Nationale d'Assurance
 Entreprse : SAA

Edité le : 12/05/2021 11:20
 Page : 1
 Au : 31/12/2020

COMpte DE RESULTATS (

DESIGNATION	OPERATIONS BRUTES	CESSIONS ET RETROCESSION	OPERATIONS NETTES N	OPERATIONS NETTES N-1
Primes émises sur opérations directes	25.703.076.723,45	5.070.218.345,34	20.632.858.378,11	23.769.992.401,95
Primes acceptées	1.337.640.799,95		1.337.640.799,95	861.848.481,77
Primes émises reportées	960.308.822,62	9.909.320,85	960.399.501,77	11.868.866,95
Primes acceptées reportées	-184.782.269,84		-184.782.269,84	-87.125.127,21
I - PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	27.846.244.076,18	5.080.127.666,19	22.766.116.409,99	24.576.584.623,46
Prestations (sinistres) sur opérations directes	13.312.544.996,45	1.071.723.177,45	12.240.821.819,00	12.985.057.550,22
Prestations (sinistres) sur acceptation	37.513.270,05	-8.382,23	37.521.652,28	26.386.113,30
II - PRESTATIONS(SINISTRE) DE L'EXERCICE	13.350.058.266,50	1.071.714.795,22	12.278.343.471,28	12.991.443.663,52
Commissions reçues en réassurance		-972.706.793,16	972.706.793,16	942.715.605,57
Commissions versées en réassurance		76.935.067,20	-76.935.067,20	-46.671.731,19
III - COMMISSIONS DE REASSURANCE		-895.771.725,96	895.771.725,96	896.043.874,38
Subvention d'exploitation d'assurances				
IV - MARGE D'ASSURANCE NETTE	14.496.185.809,68	3.112.641.145,01	11.383.544.664,67	12.481.184.834,32
Services extérieurs & autres consommations	3.329.216.662,97		3.329.216.662,97	2.972.766.733,93
Charges de personnel	4.814.077.978,67		4.814.077.978,67	5.474.484.854,75
Impôts, Taxes & Versements assimilés	524.527.272,73		524.527.272,73	582.638.193,71
Production immobilisée				
Autres produits opérationnels	-640.487.127,65		-640.487.127,65	-383.335.281,29
Autres charges opérationnelles	160.828.579,28		160.828.579,28	167.260.716,58
Dotations aux amortissements, provisions & pertes de valeur	2.603.832.461,48		2.603.832.461,48	3.210.886.375,51
Reprises sur perte de valeur & provisions	-418.948.506,58		-418.948.506,58	-372.714.290,58
V - RESULTAT TECHNIQUE OPERATIONNEL	4.123.138.488,78	3.112.641.145,01	1.010.497.343,77	829.197.531,71
Produits financiers	2.112.638.790,47		2.112.638.790,47	1.878.768.579,39
Charges financières	150.167.929,94		150.167.929,94	170.423.527,70
VI - RESULTATS FINANCIERS	1.962.470.860,53		1.962.470.860,53	1.708.345.051,69
VII - RESULTATS ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)	6.085.609.349,31	3.112.641.145,01	2.972.966.204,30	2.537.542.583,40
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	449.823.437,25		449.823.437,25	674.763.177,21
Impôts différés (Variations) sur résultat ordinaires	-112.469.610,89		-112.469.610,89	-332.973.569,51
TOTAL DES PRODUITS ORDINAIRES	31.018.319.500,88	4.184.355.940,23	26.833.962.560,65	28.107.446.649,10
TOTAL DES CHARGES ORDINAIRES	25.270.062.977,93	1.071.714.795,22	24.198.348.182,71	25.911.713.673,40
VIII - RESULTAT NET DES RESULTATS ORDINAIRE	5.748.256.522,95	3.112.641.145,01	2.635.614.377,94	2.195.732.975,70
Éléments extraordinaires (Produits à préciser)				
Éléments extraordinaires (Charges à préciser)				
IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE				
X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE	5.748.256.522,95	3.112.641.145,01	2.635.614.377,94	2.195.732.975,70

(Signature)
 Mohamed Ghorbal
 Directeur Général Adjoint
 Directeur Général Adjoint

Annexe 7 : Bilan actif 2021

Bilan Actif au 31/12/2021

ACTIF	Montant Brut 2020	Amort - Prov 2020	Montant Net 2020	Montant Net 2021
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill positif ou négatif	-	-	-	-
Immobilisations Incorporelles	280 747 709,82	192 995 469,70	87 752 240,12	99 642 466,65
Immobilisations Corporelles	-	-	-	-
Terrains	6 552 419 215,20	-	6 552 419 215,20	6 132 619 215,20
Batiments Exploitation	20 500 498 697,87	5 072 186 348,76	15 428 312 349,11	14 779 064 564,96
Batiments Placement	1 487 761 714,72	821 149 339,17	666 612 375,55	689 876 076,19
Autres immobilisations corporelles	1 953 759 984,28	1 182 181 855,78	771 578 128,50	780 510 954,56
Immobilisations en Concession	122 527 588,00	33 386 858,60	89 140 729,40	92 853 686,61
Immobilisations en Cours	917 719 222,81	-	917 719 222,81	1 460 317 057,10
Immobilisations Financières	-	-	-	-
Titres mis en équivalence :	-	-	-	-
Autres participations et créances rattachées	5 702 547 646,06	1 040 116 741,88	4 662 430 904,18	4 194 527 197,43
Autres Immobilisations Financières	40 906 212 205,59	-	40 906 212 205,59	34 302 631 117,06
Prêts et autres actifs financiers non courants	207 552 786,52	-	207 552 786,52	127 938 950,48
Impôts différés actif	1 408 895 411,66	-	1 408 895 411,66	1 413 575 263,61
Fonds ou valeurs déposés auprès des cédants	66 361 688,84	-	66 361 688,84	66 974 850,76
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	80 107 003 871,37	8 342 016 613,89	71 764 987 257,48	64 140 531 400,61
ACTIFS COURANTS				
Provisions Techniques d'Assurance	-	-	-	-
Part de la coassurance cédée	-	-	-	-
Part de la réassurance cédée	5 015 685 260,17	-	5 015 685 260,17	3 136 004 106,95
Créances et Emplois assimilés	-	-	-	-
Cessionnaires et Cédants débiteurs	2 028 303 141,18	-	2 028 303 141,18	849 831 156,96
Assurés et intermédiaires d'assurance débiteurs	8 923 083 165,24	2 783 335 537,13	6 139 747 628,11	5 860 938 428,26
Autres débiteurs	736 270 621,44	42 898 167,01	693 372 454,43	1 177 986 795,19
Impôts et assimilés	233 432 498,64	22 674 994,34	210 757 504,30	129 627 100,61
Autres créances et emplois assimilés	164 835 880,74	-	164 835 880,74	171 836 166,82
Disponibilités et Assimilés	-	-	-	-
Placements et autres actifs financiers courants (sauf 509 - versmt restant à effectuer)	1 872 246 000,00	-	1 872 246 000,00	7 401 404 000,00
Trésorerie (sauf 519 - concours bancaires courants)	6 042 134 808,95	37 835 571,01	6 004 299 237,94	4 164 789 697,75
TOTAL ACTIF COURANT	25 015 991 376,36	2 886 244 269,49	22 129 747 106,87	22 892 417 452,54
TOTAL GENERAL ACTIF	105 122 995 247,73	11 228 260 883,38	93 894 734 364,35	87 032 948 853,15

Annexe 8 : Bilan passif 2021

BENHABILES ZOHEIR
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Coopérative Immobilière BP 14ADAR EL AMEL
Les Orangers Rouïba
N° Agrément : 0131

TOUDERT AKLI
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Cité CENESTAL BT H, N°130
REGAIA, ALGER
N° Agrément : 0321

Bilan Passif au 31/12/2021

PASSIF	Montant 2020	Montant 2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis ou capital social ou fonds de dotation	30 000 000 000,00	30 000 000 000,00
Capital souscrit non appelé		
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	8 505 252 213,54	6 869 637 835,60
Ecarts d'évaluation	173 109 142,47	173 109 142,47
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Autres capitaux propres - Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	2 882 978 639,92	2 635 614 377,94
TOTAL I - CAPITAUX PROPRES	41 561 339 995,93	39 678 361 356,01
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts et dettes assimilés	30 730 000,00	976 008 600,00
Impôts (différés et provisionnés)	-	-
Autres dettes non courantes	389 140 729,40	92 853 686,61
Provisions réglementées	3 623 173 235,73	3 202 651 754,99
Provisions et produits constatées d'avance (sauf 155)	1 893 872 219,24	2 181 726 026,43
Fonds de valeurs reçus des réassureurs	4 176 535 530,05	2 578 148 982,44
TOTAL II - PASSIFS NON COURANTS	10 113 451 714,42	9 031 389 050,47
PASSIFS COURANTS		
Provisions directes	30 561 485 984,38	27 769 689 570,89
Acceptations	640 238 009,92	565 216 525,24
Cessionnaires et Cédants créditeurs	4 106 051 472,65	3 411 751 138,06
Assurés et intermédiaires d'assurance créditeurs	713 263 859,24	677 137 400,11
Impôts crédit	2 171 831 386,24	1 503 441 897,99
Autres Dettes (sauf 444-445-447)	4 026 849 768,22	4 395 715 346,37
Trésorerie Passif	222 173,35	246 568,01
TOTAL III - PASSIFS COURANTS	42 219 942 654,00	38 323 198 446,67
TOTAL GENERAL PASSIF	93 894 734 364,35	87 032 948 853,15

Annexe 9 : Compte de résultat 2021

BENHABILES ZOHEIR
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Coopérative Immobilière BP 14ADAR EL AMEL
Les Orangers Rouïba
N° Agrément : 0131

TOUDERT AKLI
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Cité CENESTAL BT H, N°130
REGAIA, ALGER
N° Agrément : 0321

Compte de résultat au 31/12/2021

DESIGNATION	Opérations Brutes 31/12/2021	Cessions et Rétrocessions 31/12/2021	Opérations Nettes 31/12/2021	Opérations Nettes Exercice 2020
Primes émises sur opérations directes	27 612 302 627,75	6 188 422 246,52	21 423 880 381,23	20 632 858 378,11
Primes acceptées	1 630 922 076,92	-	1 630 922 076,92	1 337 640 799,95
Primes émises reportées	626 642 021,07	169 587 148,22	457 054 872,85	980 399 501,77
Primes acceptées reportées	81 545 831,20	-	81 545 831,20	184 782 269,84
I- PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	28 535 036 852,40	6 018 835 098,30	22 516 201 754,10	22 766 116 409,99
Prestations (Sinistres) sur opérations directes	14 546 977 220,34	2 377 149 850,13	12 169 827 370,21	12 240 821 819,00
Prestations (Sinistres) sur acceptation	38 436 092,34	558 957,65	38 995 049,99	37 521 652,28
II- PRESTATIONS (SINISTRES) DE L'EXERCICE	14 585 413 312,68	2 376 590 892,48	12 208 822 420,20	12 278 343 471,28
Commissions reçues en réassurance	-	1 129 230 520,31	1 129 230 520,31	972 706 793,16
Commissions versées sur acceptations	-	103 939 242,54	103 939 242,54	76 935 067,20
III- COMMISSIONS DE REASSURANCE	-	1 025 291 277,77	1 025 291 277,77	895 771 725,96
IV- LA MARGE ASSURANCE/MARGE BRUTE	13 949 623 539,72	2 616 952 928,05	11 332 670 611,67	11 383 544 664,67
Achats et services extérieurs	3 725 597 245,49	-	3 725 597 245,49	3 329 216 662,97
Charges de personnels	5 031 406 250,48	-	5 031 406 250,48	4 814 077 978,67
Impôts, taxes et versements assimilés	567 056 451,96	-	567 056 451,96	524 527 272,73
Production immobilisée	-	-	-	-
Autres produits opérationnels	664 424 718,85	-	664 424 718,85	640 487 127,65
Autres charges opérationnels	152 294 200,92	-	152 294 200,92	160 808 579,28
Dotations aux amortissements et pertes de valeurs	2 281 724 000,62	-	2 281 724 000,62	2 603 832 461,48
Reprise sur perte de valeur et provisions	1 124 509 539,68	-	1 124 509 539,68	418 948 506,58
V- RESULTAT TECHNIQUE OPERATIONNEL	3 980 479 648,78	2 616 952 928,05	1 363 526 720,73	1 010 497 343,77
Produits financiers	2 117 993 004,94	-	2 117 993 004,94	2 112 638 790,47
Charges financiers	114 828 898,07	-	114 828 898,07	150 167 929,94
VI- RESULTAT FINANCIER	2 003 164 106,87	-	2 003 164 106,87	1 962 470 860,53
VII- RESULTAT ORDINAIRES AVANTS IMPOTS	5 983 643 755,65	2 616 952 928,05	3 366 690 827,60	2 972 968 204,30
Impôts exigibles sur résultats ordinaires (IBS)	479 032 335,73	-	479 032 335,73	449 823 437,25
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	4 679 851,95	-	4 679 851,95	112 469 610,89
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	32 441 964 115,87	4 993 543 820,53	27 448 420 295,34	26 833 962 560,65
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	26 942 032 547,90	2 376 590 892,48	24 565 441 655,42	24 198 348 182,71
VIII- RESULTAT ORDINAIRES	5 499 931 567,97	2 616 952 928,05	2 882 978 639,92	2 635 614 377,94
Eléments extraordinaires (produits) (*)	-	-	-	-
Eléments extraordinaires (Charges) (*)	-	-	-	-
XI- RESULTAT EXTRAORDINAIRES	-	-	-	-
X- RESULTAT NET DE L'EXERCICE	5 499 931 567,97	2 616 952 928,05	2 882 978 639,92	2 635 614 377,94

Annexe 10 : Bilan actif 2022

BENHABILES ZOHEIR
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Coopérative Immobilière BP 14ADAR EL AMEL
Les Orangers Rouïfa
N° Agrément : 0131

TOUDERT AKLI
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Cité CENESTAL BT H, N°130
REGAIA, ALGER
N° Agrément : 0321

BILAN ACTIF AU 31/12/2022

ACTIF	Montant Brut 2022	Amort - Prov 2022	Montant Net 2022	Montant Net 2021
ACTIFS NON COURANTS				
Ecart d'acquisition - Goodwill positif ou négatif				
Immobilisations incorporelles	281 080 537,82	200 947 781,60	80 132 756,22	87 752 240,12
Immobilisations Corporelles				
Terrains	6 694 757 415,20	5 767 175 753,23	927 581 661,97	6 552 419 215,20
Batiments Exploitation	21 664 620 842,96	839 127 627,62	20 825 493 215,34	15 428 312 349,11
Batiments Placement	1 487 761 714,72	1 289 693 555,36	198 068 159,36	666 612 375,55
Autres immobilisations corporelles	2 183 552 265,91	37 106 997,63	2 146 446 268,28	771 578 128,50
Immobilisations en Concession	122 731 588,00		122 731 588,00	89 140 729,40
Immobilisations en Cours	202 252 264,70		202 252 264,70	917 719 222,81
Immobilisations Financières				
Titres mis en équivalence :				
Autres participations et créances rattachées	5 822 547 646,06	1 044 478 823,00	4 778 068 823,06	4 662 430 904,18
Autres Immobilisations Financières	44 071 764 886,29		44 071 764 886,29	40 906 212 205,59
Prêts et autres actifs financiers non courants	168 326 121,93		168 326 121,93	207 552 786,52
Impôts différés actif	1 415 237 226,18		1 415 237 226,18	1 408 895 411,66
Fonds ou valeurs déposés auprès des cédants	73 335 710,73		73 335 710,73	66 361 688,84
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	84 187 968 220,50	9 178 629 538,44	75 009 438 682,06	71 764 987 257,48
ACTIFS COURANTS				
Provisions Techniques d'Assurance				
Part de la coassurance cédée				
Part de la réassurance cédée	5 960 911 145,77		5 960 911 145,77	5 015 685 260,17
Créances et Emplois assimilés				
Cessionnaires et Cédants débiteurs	1 667 517 665,11		1 667 517 665,11	2 028 303 141,18
Assurés et intermédiaires d'assurance débiteurs	9 682 997 730,63	3 133 146 861,23	6 549 850 869,40	6 139 747 628,11
Autres débiteurs	762 104 229,33	77 485 338,75	684 618 890,58	693 872 454,43
Impôts et assimilés	105 527 595,79	22 674 994,34	82 852 601,45	210 757 504,30
Autres créances et emplois assimilés	176 519 208,99		176 519 208,99	164 835 880,74
Disponibilités et Assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants (sauf 509 - versmt restant à effectuer)	759 431 200,00		759 431 200,00	1 872 246 000,00
Trésorerie (sauf 519 - concours bancaires courants)	6 621 110 995,91	8 015 654,28	6 613 095 341,63	6 004 259 237,94
TOTAL ACTIF COURANT	25 736 419 771,53	3 241 322 848,60	22 494 796 922,93	22 129 747 106,87
TOTAL GENERAL ACTIF	109 924 387 992,03	12 419 952 387,04	97 504 235 604,99	93 894 734 364,35

Annexe 11 : Bilan passif 2022

BENHABILES ZOHEIR
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Coopérative Immobilière BP 14ADAR EL AMEL
Les Orangers Rouïba
N° Agrément : 0131

TOUDERT AKLI
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Cité CENESTAL BT H, N°130
REGAIA, ALGER
N° Agrément : 0321

BILAN PASSIF AU 31/12/2022

PASSIF	Montant 2022	Montant 2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis ou capital social ou fonds de dotation	30 000 000 000,00	30 000 000 000,00
Capital souscrit non appelé	-	-
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)	9 888 230 853,46	8 505 252 213,54
Ecart d'évaluation	173 109 142,47	173 109 142,47
Ecart de réévaluation	-	-
Ecart d'équivalence	-	-
Autres capitaux propres - Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	3 147 906 248,51	2 882 978 639,92
TOTAL I - CAPITAUX PROPRES	43 209 246 244,44	41 561 339 995,93
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts et dettes assimilés	30 715 000,00	30 730 000,00
Impôts (différés et provisionnés)	-	-
Autres dettes non courantes	85 625 590,37	389 140 729,40
Provisions réglementées	4 023 171 871,12	3 623 173 235,73
Provisions et produits constatés d'avance (sauf 155)	1 925 225 923,66	1 893 872 219,24
Fonds de valeurs reçus des réassureurs	4 277 229 629,51	4 176 535 530,05
TOTAL II - PASSIFS NON COURANTS	10 341 968 014,66	10 113 451 714,42
PASSIFS COURANTS		
Provisions directes	30 430 209 091,42	30 561 485 984,38
Acceptations	1 800 045 803,66	640 238 009,92
Cessionnaires et Cédants créditeurs	4 373 576 794,51	4 106 051 472,65
Assurés et intermédiaires d'assurance créditeurs	763 684 097,12	713 263 859,24
Impôts crédit	2 372 766 752,00	2 171 831 386,24
Autres Dettes (sauf 444-445-447)	4 211 483 216,31	4 026 849 768,22
Trésorerie Passif	1 255 590,87	222 173,35
TOTAL III - PASSIFS COURANTS	43 953 021 345,89	42 219 942 654,00
TOTAL GENERAL PASSIF	97 504 235 604,99	93 894 734 364,35

Annexe 12 : Compte de résultat 2022

BENHABILES ZOHEIR
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Coopérative Immobilière BP 14ADAR EL AMEL
Les Orangers Roufba
N° Agrément : 0131

TOUDERT AKLI
Expert-Comptable, Commissaire Aux Comptes
Cité CENESTAL BT H, N°130
REGAIA, ALGER
N° Agrément : 0321

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2022

DESIGNATION	Opérations Brutes 31/12/2022	Cessions et Rétrocessions 31/12/2022	Opérations Nettes 31/12/2022	Opérations Nettes Exercice 2021
Primes émises sur opérations directes	28 370 414 024,38	6 849 151 342,30	21 521 262 682,08	21 423 880 381,23
Primes acceptées	1 537 821 354,07	-	1 537 821 354,07	1 630 922 076,92
Primes émises reportées	80 943 890,95	269 758 473,16	350 702 364,11	457 054 872,85
Primes acceptées reportées	423 483,75	-	423 483,75	81 545 831,20
I- PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE	29 988 755 785,65	6 579 392 869,14	23 409 362 916,51	22 516 201 754,10
Prestations (Sinistres) sur opérations directes	12 811 626 931,68	2 028 007 760,74	10 783 619 170,94	12 169 827 370,21
Prestations (Sinistres) sur acceptation	1 298 427 288,06	796 873,38	1 299 224 161,44	38 995 049,99
II- PRESTATIONS (SINISTRES) DE L'EXERCICE	14 110 054 219,74	2 027 210 887,36	12 082 843 332,38	12 208 822 420,20
Commissions reçues en réassurance	-	1 230 187 271,81	1 230 187 271,81	1 129 230 520,31
Commissions versées sur acceptations	-	85 283 720,32	85 283 720,32	103 939 242,54
III- COMMISSIONS DE REASSURANCE	-	1 144 903 551,49	1 144 903 551,49	1 025 291 277,77
IV- LA MARGE ASSURANCE/MARGE BRUTE	15 878 701 565,91	3 407 278 430,29	12 471 423 135,62	11 332 670 611,67
Achats et services extérieurs	3 865 663 089,98	-	3 865 663 089,98	3 725 597 245,49
Charges de personnels	5 244 895 939,80	-	5 244 895 939,80	5 031 406 250,48
Impôts, taxes et versements assimilés	433 699 347,23	-	433 699 347,23	567 056 451,96
Production immobilisée	-	-	-	-
Autres produits opérationnels	245 123 004,00	-	245 123 004,00	664 424 718,85
Autres charges opérationnels	165 951 707,21	-	165 951 707,21	152 294 200,92
Dotations aux amortissement et pertes de valeurs	2 160 758 844,82	-	2 160 758 844,82	2 281 724 000,62
Reprise sur perte de valeur et provisions	399 535 951,72	-	399 535 951,72	1 124 509 539,68
V- RESULTAT TECHNIQUE OPERATIONNEL	4 652 391 592,59	3 407 278 430,29	1 245 113 162,30	1 363 526 720,73
Produits financiers	2 409 036 192,80	-	2 409 036 192,80	2 117 993 004,94
Charges financiers	140 747 035,44	-	140 747 035,44	114 828 898,07
VI- RESULTAT FINANCIER	2 268 289 157,36	-	2 268 289 157,36	2 003 164 106,87
VII- RESULTAT ORDINAIRES AVANTS IMPOTS	6 920 680 749,95	3 407 278 430,29	3 513 402 319,66	3 366 690 827,60
Impôts exigibles sur résultats ordinaires (IBS)	371 837 885,67	-	371 837 885,67	479 032 335,73
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	6 341 814,52	-	6 341 814,52	4 679 851,95
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	33 042 450 934,17	5 434 489 317,65	27 607 961 616,52	27 448 420 295,34
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	26 487 266 255,37	2 027 210 887,36	24 460 055 368,01	24 565 441 655,42
VIII- RESULTAT ORDINAIRES	6 555 184 678,80	3 407 278 430,29	3 147 906 248,51	2 882 978 639,92
Éléments extraordinaires (produits) (*)	-	-	-	-
Éléments extraordinaires (Charges) (*)	-	-	-	-
XI- RESULTAT EXTRAORDINAIRES	-	-	-	-
X- RESULTAT NET DE L'EXERCICE	6 555 184 678,80	3 407 278 430,29	3 147 906 248,51	2 882 978 639,92

Tables des matières

Table de matières

Dédicace	4
Remerciement.....	5
Sommaire	6
Liste des abréviations	I
Liste des tableaux	III
Liste des figures	IV
Liste des annexes.....	V
Résumé et mots clés :	VI
Introduction Générale	A
CHAPITRE 01: Notions principales sur la santé financière, activité d'assurance et crises	2
Chapitre 01 : Notions principales sur la santé financière, activité d'assurance et crises.	2
Section 01 : Notions principales de la santé financière.....	2
1. La santé financière	2
1.1. Définition de santé financière.....	2
2. Définitions et objectifs de l'analyse financière.....	3
2.1. Définition de l'analyse financière	3
2.2. Les objectifs de l'analyse financière	4
2.3. L'importance de l'analyse financière	5
3. Les méthodes d'analyse financière	6
3.1. L'analyse statique « fondée sur l'analyse du bilan (haut de bilan) »	6
3.2. L'analyse dynamique « fondée sur l'étude des flux financiers (bas de bilan) » ...	6
4. Les étapes de l'analyse financière.....	6
5. Présentation des états financiers.....	7
5.1. Le Bilan	7
5.1.1. Définition du bilan	7
5.1.2. Les éléments du bilan.....	7
5.1.2.1. L'actif.....	8
5.1.2.2. Le Passif	8
5.2. Le compte de résultat	9
5.2.1. Définition du compte de résultat.....	9
5.2.2. Structure du compte de résultat par nature	9

5.3. Tableau des flux de trésorerie (TFT).....	12
5.3.1. Définition	12
5.3.2. Structure du tableau des flux de trésorerie.....	12
5.3.3. Présentation du tableau des flux de trésorerie.....	12
5.3.3.1. Méthode directe	12
5.3.3.2. Méthode indirecte	13
5.4. Tableau de variation des capitaux propres	13
5.4.1. Définition	13
5.4.2. Présentation du tableau de variation des capitaux propres	13
5.5. Les annexes	14
5.5.1. Définition	14
5.5.2. Objectif de l'annexe	14
Section 02 : Notions principales d'activité d'assurance.....	15
1. La notion du risque.....	15
1.1. Définition du risque.....	15
1.2. La classification du risque.....	15
1.3. Le risque assurable	17
1.3.1. Les conditions d'ordre juridique.....	17
1.3.2. Les conditions d'ordre technique	18
2. Définition de l'assurance.....	18
3. L'historique de l'assurance	19
3.1. Historique de l'assurance en Algérie	20
3.1.1. L'assurance en Algérie avant 1995	21
4. Le rôle de l'assurance.....	21
4.1. Le rôle social de l'assurance	22
4.2. Le rôle économique de l'assurance	22
5. La typologie de l'assurance.....	22
5.1. L'assurance de personnes (l'assurance vie)	23
5.2. L'assurance de dommages (l'assurance non vie)	23
Section 03 : Notions principales des crises	25
1. Comprendre les crises	25
1.1. Définition des crises	25
2. Comprendre les crises financières.....	26

2.1.	Définition des crises financières	26
2.2.	Quelques crises historiques	27
2.2.1.	« Le jeudi noir » et la crise de 1929	27
2.2.2.	Les crises contemporaines	27
2.2.2.1.	Le krach d'octobre 1987.....	28
2.2.2.2.	Crise japonaise du tournant des années 1980 et 1990	28
2.2.2.3.	La crise asiatique de 1997 et 1998	28
2.2.2.4.	La crise russe de 1998	29
2.2.2.5.	Le krach lent de la « nouvelle » économie	29
3.	Comprendre La crise sanitaire.....	30
3.1.	Définition de la crise sanitaire.....	31
3.2.	Les caractéristiques d'une crise sanitaire.....	31
	Conclusion.....	33
CHAPITRE 02 :		
Les méthodes d'analyse la santé financier		34
Chapitre 02 : les méthodes d'analyse la santé financière.....		35
Section 01 : La rentabilité		35
1.	Définition de rentabilité	35
2.	Types de rentabilité	36
2.1.	La rentabilité économique (RE)	36
2.1.1.	Définition de la rentabilité économique (RE).....	36
2.1.2.	Mode de calcul de la rentabilité économique (RE).....	36
2.2.	La rentabilité financière (RF).....	37
2.2.1.	Définition de la rentabilité financière	37
2.2.2.	Mode de calcul de rentabilité financière	37
2.3.	La rentabilité commerciale (RC).....	38
2.3.1.	Définition de la rentabilité commerciale (RC).....	38
2.3.2.	Mode de calcul de la rentabilité commerciale (RC)	38
2.4.	La rentabilité d'exploitation	38
2.4.1.	Définition de la rentabilité d'exploitation.....	38
2.4.2.	Mode de calcul de la rentabilité d'exploitation.....	38
2.5.	La rentabilité de la marge d'assurance nette	39
2.5.1.	Définition de la rentabilité de la marge d'assurance nette	39

2.5.2. Mode de calcul de la rentabilité de la marge d'assurance nette.....	39
3. Effet de levier	39
3.1. Définition de l'effet de levier	39
3.2. Mécanisme de l'effet de levier	39
3.3. Calcul de l'effet de levier	40
3.4. Interprétation effet de levier	40
Section 02 : La solvabilité	42
1. Définition de la solvabilité	42
2. Analyse de la solvabilité	42
2.1. Le Fonds de Roulement.....	42
2.1.1. Définition du Fonds de Roulement	42
2.1.2. Calcul du Fonds de Roulement	43
2.1.3. Typologie de Fonds de Roulement.....	44
2.1.4. Interprétation du résultat	45
2.2. Le besoin en fonds de roulement (BFR)	46
2.2.1. Définition du besoin en fonds de roulement (BFR).....	46
2.2.2. Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR).....	46
2.2.3. Type de besoin en fonds de roulement (BFR).....	46
2.2.4. Interprétation du fonds de roulement (BFR).....	47
2.3. Trésorerie nette (TN).....	47
2.3.1. Définition de Trésorerie nette (TN)	47
2.3.2. Calcul de Trésorerie nette (TN)	47
2.3.3. Interprétation de Trésorerie nette (TN)	47
Section 03 : la méthode des ratios	49
1. Définition d'un ratio	49
2. Les étapes d'analyse par les ratios d'un assureur dommage	49
2.1. L'analyse du compte de résultat	49
2.1.1. L'analyse du compte technique	50
2.1.1.1. L'analyse des primes	50
2.1.1.2. L'analyse de la sinistralité	50
2.1.1.3. L'analyse de coûts	52
2.1.2. L'analyse du compte financier	52
3. Analyse du bilan.....	53

3.1. Les provisions	53
3.1.1. La marge de solvabilité	54
3.1.2. Ratio de solvabilité ou d'autonomie financière	54
3.1.3. Ratio de financement par le biais de réassurance	54
3.2. Placements affectés aux opérations d'assurances	54
4. Ratios et indicateurs clés en assurance non vie	55
4.1. Ratios d'activité	55
4.1.1. Taux de croissance des primes (émises ou acquises)	55
4.1.2. Taux de rétention des primes	56
4.1.3. Taux de croissance des affaires nouvelles	56
4.1.4. Taux de résiliation	57
4.1.5. Taux de croissance du portefeuille	57
4.1.6. Taux de marge d'assurance nette	57
4.2. Ratios techniques et financières	57
4.2.1. Ratio sinistralité (S/P)	57
4.2.1.1. Définition de ratio sinistralité	57
4.2.1.2. Mode de calcul	58
4.2.2. Ratio de frais de gestion	59
4.2.3. Le ratio combiné	59
4.2.3.1. Définition du ratio combiné	59
4.2.3.2. Le calcul du ratio combiné	60
4.2.4. Ratio de revenus financiers	60
4.2.5. Taux de rendement des actifs	60
4.2.6. Ratio de productivité de l'actif	61
4.2.7. Ratio de levier de souscription	61
4.3. Ratios sur les résultats	61
4.3.1. Ratio de résultat technique	61
4.3.2. Le ratio du taux de résultat Financier	62
4.3.3. Ratios liés au résultat de l'exercice	62
4.3.4. Ratio de la marge bénéficiaire (profitabilité)	62
Conclusion	63
CHAPITRE 03 : Analyse de la santé financière au sein de la SAA	64
Chapitre 03 : Analyse de la santé financière au sien de la SAA	65

Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil de la SAA	66
1. La structure de la SAA	66
1.1. Fiche signalétique de la SAA	66
1.2. Bref historique de la SAA	66
1.3. La structure organisationnelle de la SAA.....	67
1.3.1. La direction générale.....	68
1.3.2. Les directions régionales.....	70
1.3.3. Les réseaux de distribution	70
1.4. La position de la SAA sur le marché algérien des assurances	71
1.5. Perspective stratégique de développement de la SAA.....	71
1.6. Présentation de la division finance et comptabilité	72
Section 02 : Analyse de la santé financière au sien de la SAA	73
1. Bilan de SAA	73
1.1. Actif des bilans	73
1.2. Passif des bilans	73
2. La solvabilité	74
2.1. Fonds de roulement	74
2.2. Besoin de fonds de roulement	74
2.3. Trésorerie nette.....	75
3. Les Solde intermédiaire de gestion de SAA.....	76
3.1. Marge d'assurance.....	76
3.2. Résultat technique opérationnel	77
3.3. Résultat financier.....	77
3.4. Résultat net.....	77
4. Les ratios de l'activité	78
4.1. Ratio de croissance des primes émises.....	78
4.2. Ratio de croissance des primes acquises	79
5. Les ratios technique et financière.....	80
5.1. Ratio de sinistralité.....	80
5.2. Ratio de frais de gestion	81
5.3. Ratio combiné	82
5.4. Ratio de productivité de l'actif.....	83
5.5. Ratio de levier de souscription	84

6.	Ratio sur les résultats.....	85
6.1.	Ratio de rendement des actifs.....	85
6.2.	Ratio de solvabilité.....	86
6.3.	Ratio de financement par la réassurance	87
7.	Les ratios de rentabilité	88
7.1.	Ratio de rentabilité d'exploitation.....	88
7.2.	Ratio de rentabilité de la marg d'assurance nette.....	89
7.3.	Ratio de rentabilité financière	90
7.4.	Ratio de rentabilité économique.....	91
7.5.	Ratio de rentabilité commerciale.....	92
	Section 03 : L'impact de la crise sanitaire (covid-19) sur la santé financière de la SAA....	93
1.	Les résultats :.....	93
2.	Les problèmes à traiter et les solutions proposer	94
3.	Les solutions proposer.....	94
	Conclusion :.....	96
	Conclusion générale	98
	Liste bibliographique :	101
	Table de matières.....	119